

International	2	Aujourd'hui	14
France	5	Jeux	17
Société	6	Météorologie	17
Années classées	7	Cartes	18
Régions	8	Abonnements	18
Horizons	9	Culture	19
Entreprises	11	Guide culturel	21
Finances/bourisés	12	Radio-Télévision	22

[illegible]

ROYAUME-UNI Conformément à ses promesses électorales, le gouvernement britannique a présenté, jeudi 24 juillet, à la Chambre des communes, ses projets d'auto-

nomie pour l'Ecosse, qui élira en l'an 2000 un Parlement aux pouvoirs très étendus. Les électeurs, largement favorables à la « dévolution », selon les sondages, se prononceront sur

ce projet par référendum le 11 septembre. ● LONDRES propose une autonomie beaucoup plus limitée pour le pays de Galles, et le Parlement de Cardiff n'aura le droit ni de

légiférer ni de lever l'impôt. Le référendum aura lieu ici au 18 septembre. L'issue du scrutin est incertaine. ● EN IRLANDE DU NORD, après le cessez-le-feu décrété par

l'IRA, les unionistes protestants extrémistes ont décidé de ne pas participer aux pourparlers de paix qui doivent s'ouvrir en principe le 15 septembre.

Londres présente un statut d'autonomie pour l'Ecosse et le pays de Galles

Si le projet du gouvernement travailliste est approuvé en septembre, par référendum, le futur Parlement d'Edimbourg jouira de pouvoirs très étendus. Les conservateurs voient dans cette « dévolution » le début de l'éclatement de la Grande-Bretagne

LONDRES
de notre correspondant
Les Britanniques partent massivement en vacances, mais leur gouvernement n'en continue pas moins de travailler activement sur les questions constitutionnelles. Cette semaine, il s'est penché sur trois des quatre entités composant le Royaume-Uni : l'Irlande du Nord avec la tentative de Tony Blair de relancer le processus de paix, le pays de Galles et l'Ecosse, pour lesquels un plan de « dévolution » - ou décentralisation - a été présenté, jeudi 24 juillet, devant les Communes.

Donald Dewar, ministre pour les affaires écossaises, a défendu son projet de « Parlement écossais », le premier depuis 1707. Les électeurs écossais se prononceront le 11 septembre par référendum sur deux questions : sur la dévolution

d'abord et pour ou contre la possibilité pour les futurs 129 députés de pouvoir augmenter les impôts de 3 %. Soutenu par les libéraux-démocrates et, tactiquement, par le Parti nationaliste (SNP), ce projet est combattu par les conservateurs, qui ont perdu toute représentation parlementaire en Ecosse et au pays de Galles et qui ont prophétisé l'éclatement de l'Union et l'entrée dans une « nuit sombre et froide ».

Les sondages indiquent qu'une très large majorité d'Écossais sont favorables à la dévolution. Élu en vertu d'un système combinant le scrutin majoritaire et la proportionnelle, le futur Parlement d'Edimbourg récupérera les pouvoirs du ministère des affaires écossaises, notamment pour l'éducation et les transports. Il pourra légiférer dans les domaines qui lui seront attribués, la souveraineté ultime res-

tant toujours à Westminster. Un exécutif présidé par un ministre en chef (first minister) administrera la nation, qui pourra être représentée - et même dans certains cas précis parler au nom du Royaume-Uni - dans les instances européennes.

HÉSITATIONS AU PAYS DE GALLES

Les Gallois ont obtenu beaucoup moins. Selon le Livre blanc présenté mardi aux Communes par l'homologue de M. Dewar pour les affaires galloises, Ron Davies, leur future Assemblée de soixante membres n'aura pas le pouvoir de légiférer, encore moins de prendre des décisions en matière financière. Le parti nationaliste, Plaid Cymru, qui voit là un « premier pas » a soutenu le projet. Les hésitations de la population locale, qui avait largement rejeté un début d'autonomie en 1979, expliquent la prudence du premier ministre. L'issue du scrutin, prévu pour le 18 septembre, demeure incertaine.

Tony Blair entame ainsi la première partie de son ambitieux programme de réformes constitutionnelles. Ses propositions - considérées par Lord Rees-Mogg dans le Times comme « la seconde liquidation de l'empire » - remettent en question le Royaume-Uni en sa forme actuelle, encore plus centralisée depuis le règne de Margaret Thatcher. Pour le chef de file travailliste, la modernisation du Royaume-Uni ne se limite pas aux domaines économiques et sociaux. Il veut donner à son pays une « Constitution pour le XXI^e siècle ». Et pour mener à bien ces réformes,



Pays de Galles : intégré depuis le XVI^e siècle

Peuplé de Celtes, comme l'Ecosse ou l'Irlande, le pays de Galles était divisé en principautés rivales quand Édouard I^{er} entreprit sa conquête, en 1282. Par une colonisation forcée et la construction de redoutables forteresses, les Anglais ont soumis politiquement les Gallois, dont la dernière grande révolte, celle d'Owain Glyndwr, eut lieu au début du XV^e siècle. C'est sous la dynastie des Tudor, d'origine galloise, que cette nation fut intégrée à l'Angleterre par les actes d'union de 1536 et de 1542. Mais les Gallois ont préservé un sens nationaliste profond, fondé sur leur culture et leur langue, encore parlée et le refus des unionistes d'entériner des romantiques de l'ère victorienne, le pays de Galles s'est industrialisé au XIX^e siècle autour des mines de charbon du Sud-Est. C'est dans cette région à forte immigration anglaise que se concentre l'opposition à la décentralisation. Le pays de Galles - qui a près de 3 millions d'habitants sur 140 000 km² - vote massivement pour le Labour. (Corresp.)

Patrice de Beer

Tony Blair honore ses promesses électorales en faveur des homosexuels

LONDRES
de notre correspondant
Quelques jours après la vingtième Gay Pride, le 5 juillet à Londres, les travaillistes ont annoncé qu'ils étaient favorables à l'abaissement de l'âge minimum légal pour des relations homosexuelles entre hommes de dix-huit à seize ans (contre quinze en France) ; il est déjà de seize ans pour les rapports entre femmes.

Tony Blair, le premier ministre, ne veut pas prendre officiellement position à ce sujet, même s'il y est favorable. « Nous adopterons une attitude neutre », a déclaré son porte-parole. Un élu travailliste devrait donc, sans doute à l'automne, profiter de la procédure parlementaire pour présenter un texte qui a toutes les chances d'être adopté. En effet, la grande majorité des députés du Labour sont favorables à cette mesure. Et, lorsque les Communes s'étaient prononcées sur ce sujet en 1994, les dirigeants actuels des trois principaux partis, M. Blair, M. Hague (conservateur) et M. Ashdown (libéral-démocrate) avaient voté oui. Le texte avait toutefois été rejeté de justesse.

OFFICINE CONSERVATRICE

Ce geste en faveur des homosexuels correspond à une promesse électorale du Labour, dont plusieurs députés et un ministre - Chris Smith (culture) - sont ouvertement gays. Il semble également admis par une large fraction de l'opinion. Qui plus est, le gouvernement, actuellement poursuivi devant la Cour européenne des droits de l'homme pour discrimination, avait toutes les chances de perdre son procès. Il a préféré prendre les devants, éviter des dépenses inutiles, selon son porte-parole - et rechercher un accord avec la partie adverse, qui avait le soutien d'organismes de défense des homosexuels comme Stonewall.

Comme on pouvait s'y attendre, une partie des milieux conservateurs s'est opposée à ce projet qualifié de « politiquement correct ». Ainsi le député Nicholas Winterton a déclaré qu'il était « erroné de plo-

ner des adolescents vulnérables à la merci des avances de prédateurs homosexuels. Pour leur protection, et pour celle de la société, l'âge de consentement devrait rester à 18 ans ou, mieux encore, être relevé à 21 ans », comme il l'était depuis la décriminalisation de l'homosexualité masculine en 1970. L'homosexualité féminine n'a jamais été interdite, la reine Victoria ayant considéré à l'époque (1885) que les rapports sexuels entre femmes étaient impossibles.

La position de Tony Blair n'est pas sans contradictions. Il continue en effet de s'opposer à l'interdiction du recrutement d'homosexuels dans l'armée - à la demande des militaires - et veut relever de 16 à 18 ans l'âge minimum pour être autorisé à acheter des cigarettes, afin de lutter contre une forte recrudescence de la tabagie chez les adolescents. Attitude permissive d'un côté, répressive de l'autre. Les caricaturistes y ont trouvé inspiration, comme Peter Brookes dans le Times. Il montre deux jeunes garçons au lit, l'un disant à l'autre : « Si seulement nous avions le droit d'allumer une cigarette après... ».

Par ailleurs, l'Eglise anglicane, qui ne parvient pas à se débarrasser d'une polémique lancinante sur l'ordination des homosexuels, avait décidé d'organiser, en juillet, un débat à ce sujet. Après de longues discussions, les trois Chambres du synode (clergé, évêques et laïcs) se sont mises d'accord sur un texte déclarant que la position adoptée en 1991 par l'épiscopat autorisant l'homosexualité chez les fidèles mais non chez les prêtres « n'était pas le dernier mot sur le sujet ». Les partisans de l'ordination des homosexuels pratiquants y ont trouvé une avancée positive. Les traditionalistes hostiles y ont vu un risque de scission encore plus important que celui intervenu après la décision d'ordonner des femmes il y a quelques années. Le débat risque de déchirer encore longtemps la communauté anglicane britannique.

P. de B.

Les unionistes protestants bloquent les pourparlers de paix en Ulster

LONDRES
de notre correspondant
Sur la question de l'Irlande du Nord comme sur la « dévolution », la politique de Tony Blair ne saurait être plus différente de celle de son prédécesseur John Major. Ce dernier, par nature et par conviction - le Parti conservateur est aussi « unioniste » -, se refusait à tout changement institutionnel et avait pris, en Ulster, le parti des protestants unionistes dont le soutien lui était crucial aux Communes.

Pourtant, ce de tergiverser au risque d'embourber le processus de paix - ce qui avait en partie conduit à la rupture du cessez-le-feu par l'IRA en février 1996 -, le premier ministre travailliste a choisi d'agir. Très vite, il s'est rendu en Irlande du Nord, où il a voulu rassurer les unionistes en leur disant que leur province ferait encore partie longtemps du Royaume-Uni. Ensuite, il a rétabli le dialogue avec le Sinn Féin, branche politique de l'IRA, auquel il a fait les concessions minimales pour amener les terroristes républicains à mettre de nouveau bas les armes. De concert avec Dublin, il s'est efforcé de convaincre les parties au conflit de s'asseoir à la

table de négociations et leur a imposé un calendrier contraignant : les pourparlers débuteront le 15 septembre et devront s'achever avant le 31 mai 1998.

Cette méthode musclée réussira-t-elle mieux que celle de ses prédécesseurs ? En Irlande du Nord, l'expérience invite à la prudence. D'autant que M. Blair vient d'essayer un revers sévère avec le refus des unionistes d'entériner son plan pour le désarmement des milices. Si les trois partis unionistes ont rejeté le plan anglo-irlandais, ils ont aussi fait la preuve de leurs divisions. Les deux petites formations extrémistes, UK Unionists et DUP du révérend Ian Paisley, ont en effet décidé de quitter les pourparlers de paix. Le bouillant pasteur a accusé Tony Blair d'avoir « trahi comme un Judas ».

REVENDECTIONS CONTRADICTOIRES

Les Unionistes d'Ulster (UUP) de David Trimble sont plus modérés. S'il reproche à M. Blair de n'être pas assez précis sur le désarmement de l'IRA, M. Trimble refuse de claquer la porte : « Cela ne veut pas dire que le processus de paix a été en morceaux, et le fait que nous

ayons un désaccord sur un des points de l'ordre du jour (...) n'est pas une excuse pour s'en aller. » Il espère pouvoir obtenir les clarifications et les garanties nécessaires d'ici au 15 septembre.

Tout comme l'IRA, avec laquelle ils ont lutté pendant des années, les milices protestantes rechignent à restituer leurs armes. Seul serait donc possible un désarmement simultané des loyalistes et des républicains. Tony Blair a déclaré, mercredi 23 juillet, aux Communes : « Nous désirons ardemment que les armes soient rendues pendant les négociations », avant d'ajouter : « Nous ne sommes pas naïfs et nous comprenons le cynisme de nombreux Irlandais du Nord à ce sujet. Mais nous continuons de penser qu'il vaut mieux avoir un cessez-le-feu que de ne pas en avoir, et qu'il est préférable, si cela est possible sans contrevenir à nos principes, que les gens se parlent plutôt que de se battre. » Toutefois, « désirer ardemment » ne signifie pas exiger, et il devra faire preuve de beaucoup d'habileté pour manœuvrer entre les revendications contradictoires des unionistes et des paramilitaires.

P. de B.

L'assassin présumé de Gianni Versace s'est suicidé

WASHINGTON

de notre correspondant
Andrew Cunanan a mis un point final à l'une des plus vastes chasses à l'homme organisées ces dernières années par le FBI, en se tirant une balle dans la tête, mercredi 23 juillet, en début de soirée. La nouvelle, immédiatement diffusée en direct par les principales chaînes de télévision, a provoqué un sentiment général de soulagement, tout particulièrement au sein des communautés gays de Miami et de San Diego, où le fait de savoir le tueur homosexuel libre de ses mouvements avait provoqué, ces derniers jours, une véritable psychose.

L'assassin présumé de Gianni Versace s'est donné la mort en utilisant apparemment la même arme - un pistolet Smith & Wesson de calibre 40 - dont il se serait servi, huit jours plus tôt, pour tuer le couturier milanais sur les marches de sa maison, et pour commettre deux des quatre autres meurtres qui lui sont imputés.

Son corps a été retrouvé à l'intérieur d'une maison flottante située à environ 3 kilomètres de la de-

meure de celui qui fut l'un des « papes » de la haute couture. Andrew Cunanan a été reconnu par le gardien de cette maison flottante, dont le propriétaire - recherché par la police - posséderait également un club de gymnastique gay de Las Vegas.

Alertés, la police et les unités antiterroristes (SWAT) ont pris position autour de l'habitation, mais n'ont donné l'assaut que quatre heures plus tard, avec des tirs de gaz lacrymogènes. L'épaisseur du nuage dégage explique que les policiers n'ont longtemps trouvé personne dans la maison ; le corps d'Andrew Cunanan n'a été découvert qu'après des recherches approfondies.

« Le règne de terreur que nous osons imposer Andrew Cunanan est terminé. Tous les Américains peuvent pousser un soupir de soulagement », a commenté Richard Barreto, chef de la police de Miami Beach. Même satisfaction à Washington, où l'attorney général (ministre de la Justice), Janet Reno, ainsi que le chef du FBI, Louis Freeh, se sont réjouis de cet épilogue.

A Miami Beach, cette station

halénaire réputée être la « Mecque du tourisme homosexuel », où la population gay est estimée à plus de 12 000 personnes, ce sont de véritables manifestations de joie qui ont salué l'annonce de la mort d'un homme dont chacun redoutait la présence dans la région, craignant qu'il frappe de nouveau.

ENQUÊTE EN COURS

Depuis plusieurs jours, le FBI avait cependant dépêché des dizaines d'agents fédéraux à travers les États-Unis, au gré des affirmations de multiples témoins ayant « aperçu » ou « reconnu » le fugitif : il était tantôt signalé à bord d'un vol Newark-Houston, ou au volant d'une Mercedes dans le New Hampshire, non loin de la frontière canadienne, dans un centre commercial de Caroline du Nord, dans un magasin de jeans de Manhattan, une librairie de Miami.

La mort d'Andrew Cunanan ne met cependant pas un terme à l'enquête policière. Si ses empreintes digitales ont permis de confirmer son identité, une autopsie va être pratiquée, ainsi que

des examens sanguins, lesquels devraient permettre de savoir si Andrew Cunanan était ou non porteur du virus du sida. Selon une des thèses avancées depuis la mort du couturier milanais, son meurtrier aurait découvert qu'il était porteur du virus VIH et aurait alors décidé de se venger sur ses anciens amants. Mais, en dehors du fait que rien ne permet d'affirmer que les deux hommes se connaissaient, cette explication - si elle se révélait fondée - n'expliquerait pas la folie meurtrière qui a saisi Andrew Cunanan.

Il ne connaissait manifestement pas deux de ses cinq victimes présumées et si trois d'entre elles ont été tuées de sang-froid, l'une avec un pistolet, les deux autres ont été littéralement massacrées, l'une avec un marteau, l'autre avec un couteau. Il faudra donc du temps pour qu'apparaisse le véritable portrait psychologique d'Andrew Cunanan. Après seulement, le FBI pourra répondre à cette question : pourquoi Gianni Versace a-t-il été assassiné ?

Laurent Zecchini

le président Sam...

Edith Cresson, commissaire européen pour la recherche et la compétitivité « Quoi qu'on dise, la fusion Boeing-McDonnell est une atteinte au droit de la concurrence »

Membre de la Commission européenne, Edith Cresson a émis des réserves sur la décision prise le 22 juillet à Bruxelles de ne pas déclarer ille-

gale la fusion Boeing-McDonnell Douglas, moyennant certaines concessions du constructeur américain. M^{me} Cresson explique les raisons

de son scepticisme dans l'entretien qu'elle nous a accordé et plaide pour une restructuration de l'industrie aéronautique européenne.



EDITH CRESSON

« Vous avez considéré avec scepticisme le résultat des tractations entre la Commission et Boeing. Croyez-vous que la fusion entre Boeing et McDonnell Douglas (MDD), sur le point d'être autorisée par Bruxelles, constitue toujours une menace pour l'industrie aéronautique européenne ?

— Oui, bien sûr. Les concessions obtenues ne sont pas négligeables, en particulier en ce qui concerne les accords d'exclusivité que Boeing avait contractés avec plusieurs compagnies aériennes américaines, mais ça ne retire rien au fait que la firme américaine, qui était déjà dans une position de supériorité énorme sur le marché, voit maintenant la flotte dépendant d'elle passer de 60 % à 80 % de la flotte mondiale.

— Outre celui qu'il détient sur les gros porteurs, Boeing acquiert un monopole sur les avions de cent places et un quasi-monopole — 90 % du marché mondial — sur les avions de transport de fret. Quoi qu'on dise, il y a là une atteinte au droit de la concurrence, beaucoup plus grave que celle qu'aurait provoqué le rachat, interdit en son temps, de De Havilland par AIR sur le marché du transport régional, qui ne représente que 2 % du marché mondial.

— Donc, il faut réagir ?
— Naturellement, il faut réagir. On ne peut pas considérer ce qui vient de se passer comme une victoire. La Commission a obtenu un certain nombre d'autres concessions dans le domaine des transferts de technologie, c'est-à-dire la possibilité d'acheter des licences et des brevets avec le savoir-faire, le « know how », elle a obtenu des engagements « comportementaux », mais personnellement, je ne pourrais jamais vérifier leur respect.

« En revanche, elle n'a pas obtenu ce qu'elle demandait, c'est-à-dire l'engagement de la part de Boeing de ne pas racheter les sociétés fournisseuses et, surtout, elle n'a pas obtenu la chose essentielle, la mise en vente du département d'aviation civile de MDD. On prétend qu'on ne connaît pas d'acheteur. Airbus n'est pas acheteur, c'est vrai. Mais dans d'autres cas de fusions contestées la Commission a bel et bien obligé des entreprises européennes à mettre en vente une partie de leurs actifs, alors que, là non plus, il n'y avait initialement pas de repreneur.

— Comment réagir ? Helmut Kohl vient de se prononcer pour la restructuration de l'industrie aéronautique, et même de défense, européenne. Vous aussi. Comment procéder, comment commencer ?

— Je crois qu'il faut commencer par Airbus, accroître la coopération entre les partenaires d'Airbus de façon significative tout en préservant les intérêts d'Aérospatiale évidemment. Si on ne le fait pas, il y a de forts risques, soit que des accords se fassent sans nous, soit qu'en définitive le concept même d'Airbus ne puisse être maintenu. Or, le consortium européen va se trouver confronté à une guerre des prix. En position de monopole

sur certains segments, d'extrême supériorité dans d'autres, et bénéficiant maintenant en outre de l'argent du militaire, Boeing va pouvoir en effet casser les prix. La nécessité de renforcer Airbus est absolument vitale.

— On a l'impression que ce sont les Français qui freinent. Je ne crois pas qu'on puisse dire cela. Je crois qu'il y a certaines incompréhensions, peut-être une difficulté à travailler ensemble ; mais d'autres exemples montrent que, lorsqu'on a décidé de coopérer, on y arrive, et je suis convaincu qu'Aérospatiale et ses partenaires, c'est-à-dire, principalement, Dasa et British Aerospace, vont surmonter ces difficultés.

— L'Europe peut-elle jouer un rôle pour promouvoir ces restructurations ?

— Oui, naturellement. D'ailleurs, Martin Bangemann, qui est commissaire à l'industrie, l'a évo-

« La nécessité de renforcer Airbus est absolument vitale »

qué et moi, qui fréquente la Commission depuis longtemps, c'est la première fois que j'entends une telle unanimité sur la nécessité d'une politique industrielle. Vous savez que, jusqu'ici, c'était considéré comme chose quant les Américains en avaient une, les Japonais en avaient une, mais nous, nous n'avions pas le droit d'y penser. Aujourd'hui, les commissaires qui se sont exprimés — une grande majorité — ont tous dit qu'il fallait avoir une politique industrielle. On peut donc espérer

que les industriels européens bénéficieront d'une attitude constructive de la part de la Commission.

— C'est une évolution qui vous rend optimiste ?

— Oui, je crois qu'effectivement c'est sous la menace qu'on bouge. Nos partenaires n'aiment guère le statut public de nos entreprises aéronautiques. Ne craignez-vous pas que ce soit un handicap pour les négociations à venir ?

— Cette question doit être également appréhendée dans la perspective de la construction d'une industrie aéronautique et spatiale européenne associant, comme aux États-Unis, activités civiles et militaires. Pour Thomson, autant que je sache, le gouvernement a dit qu'il allait ouvrir le capital. L'État gardera une part mais ne sera pas majoritaire. Ça, je suis convaincu que nos partenaires peuvent facilement s'en accommoder. S'agissant d'Aérospatiale, je suis persuadée qu'on peut trouver une formule. Au Bourget, j'ai rencontré les dirigeants de Dasa et de British Aerospace, et ce n'est pas du tout un problème qu'ils mettent en avant.

— Cependant, je pense, personnellement, qu'il faudra aussi bouter sur le statut d'Aérospatiale. L'État peut conserver une part, il peut y avoir diverses évolutions, mais il n'y a pas à un obstacle majeur. Le principal obstacle réside plutôt dans la différence de cultures et donc dans la difficulté à parler ensemble, à parvenir à des compromis. Sous l'empire de la difficulté, je suis convaincue que ces obstacles, qui sont à mes yeux les vrais et pratiquement les seuls, seront surmontés.

Propos recueillis par Philippe Lemaître

M. Arafat voit en M. Barak le « successeur de Rabin »

LE PRÉSIDENT DE L'AUTORITÉ PALESTINIENNE a reçu, jeudi 24 juillet, Ehud Barak, nouveau chef du Parti travailliste israélien. « Nous vous considérons comme le successeur d'Yitzhak Rabin, notre porteur de la paix des braves », a déclaré Yasser Arafat, à l'issue de leur première rencontre officielle. Ancien chef d'état-major de l'armée israélienne, Ehud Barak a mis l'accent sur la lutte contre la violence : « J'ai été satisfait d'entendre que l'Autorité palestinienne prenait des mesures importantes pour lutter contre le terrorisme », a-t-il dit après que Yasser Arafat eut promis d'interroger le chef de sa police, Ghazi Jalabi, si Israël lui apportait des preuves « tangibles » de son implication dans des attaques de policiers palestiniens contre des colons juifs. D'autre part, le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, s'est déclaré « hostile pour le moment » à la construction à Jérusalem-Est d'un nouveau quartier juif, qui a obtenu le feu vert de la mairie. — (AFP)

La guerre couve encore en Angola

LUANDA. Le président José Eduardo Dos Santos a admis, jeudi 24 juillet, que son pays se trouvait dans « une situation de conflit armé » imminente, mais se refuse à organiser une rencontre avec l'Unita (ex-rébellion armée), si des sujets déjà « résolus » par les accords de paix sont rediscutés. La tension s'est exacerbée depuis le lancement, fin mai, d'une opération militaire menée par l'armée dans les provinces diamantifères de Luanda Norte et Lunda Sul (Nord-Est). Luanda veut reprendre le contrôle de ces régions et priver l'Unita de ses dernières ressources. — (AFP)

Le ministre des finances de M. Kabila assigné à résidence

KINSHASA. Mawapanga Mwana Nanga, le ministre des finances de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), a été assigné à résidence, mercredi 23 juillet à Kinshasa, a annoncé jeudi soir la télévision du peuple. La chaîne officielle a précisé que M. Mawapanga est impliqué dans le trafic d'une cargaison contenant 400 milliards de nouveaux zaires (1 dollar équivaut à 110 000 nouveaux zaires) et plus de 1 million de dollars, découverte en début de semaine par la police à l'aéroport de Ndjili, à Kinshasa. Les billets de nouveaux zaires, en coupure de 100 000, devaient être échangés à Lubumbashi, le principal centre économique dans le Sud, contre des devises étrangères, alors que les dollars devaient être envoyés à l'extérieur du pays. Le ministre de l'économie, Pierre-Victor Mpyo, assure l'intérim du ministre des finances, a indiqué la chaîne nationale. Formé aux États-Unis, M. Mawapanga avait rejoint l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) de Laurent-Désiré Kabila en début d'année alors que celle-ci venait de s'installer à Goma, dans l'est du pays. — (AFP Reuters)

Inondations : la situation reste sérieuse dans l'est de l'Allemagne

POTSDAM. L'ordre d'évacuation a été donné aux premières heures de la matinée, vendredi 25 juillet, aux 2 800 habitants de deux villages situés sur les rives de l'Elbe, après une inondation catastrophique. Depuis la nuit, transmis par mégaphone, il s'est, comme ailleurs, heurté à la résistance des habitants de ces deux villages, Wiesenau et Zillendorf, situés au sud de la principale ville frontalière avec la Pologne, Francfort-sur-Elbe. La nouvelle rupture de digue, à environ trois kilomètres au sud d'Aurich, a ouvert une brèche de 75 mètres, laissant les flots s'engouffrer et faisant monter le niveau bien plus vite que prévu dans la zone inondée. Dans le même temps, quelques signes d'amélioration ont été relevés à Ratzeburg, au confluent de l'Elbe et de la Neisse. Quelques 6 000 habitants de la région sont concernés par les consignes d'évacuation, mais nombre d'entre eux ont préféré rester pour tenter de préserver leurs biens et par crainte des pillages. — (AFP)

AFRIQUE

■ Une fondation d'Afro-Américains basée aux États-Unis a annoncé, jeudi 24 juillet, son intention d'édifier dix mille écoles en Afrique subsaharienne au cours des cinq prochaines années. La Fondation internationale pour l'éducation et l'entraide (IFESH), dirigée par Leon Sullivan, a signé un accord avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA) lors de la conférence entre Africains et Afro-Américains qui s'est ouverte mercredi à Harare, au Zimbabwe, et qui réunit des responsables politiques et du monde des affaires. — (AFP)

EUROPE

■ SERBIE : Slobodan Milosevic a rencontré Vuk Draskovic, l'un des chefs de l'opposition, jeudi 24 juillet, lors d'une série d'entretiens avec les responsables des différents partis représentés au Parlement fédéral yougoslave. Après leur rencontre, M. Draskovic a déclaré qu'il avait « reçu des garanties de Milosevic que les élections en Serbie seront justes et démocratiques ». — (AFP)

AMÉRIQUES

■ CANADA : le ministre des affaires intergouvernementales, Stéphane Dion, a critiqué, jeudi 24 juillet, les propos évoquant l'indépendance du Québec qui ont été tenus par les représentants néoconservateurs lors de l'hommage rendu mercredi au général de Gaulle à Québec. Le ministre a précisé que ces « commentaires assez vagues » n'allaient pas entacher les « excellentes relations avec le gouvernement français ». — (AFP)

ASIE

■ JAPON : le premier ministre Hashimoto a défini les principes de la nouvelle politique qu'il entend mener à l'égard de la Russie pour surmonter le contentieux frontalier qui paralyse les relations des deux pays depuis des décennies : « Confiance, bénéfice mutuel et vue à long terme ». « Sans créer des relations fiables, les choses n'avanceront pas », a-t-il dit. — (AFP)

La Commission européenne satisfaite de l'accord STET-ITT

BRUXELLES. La Commission européenne considère comme « satisfaisante » l'acceptation par la société italienne de télécommunications STET de dédommager la firme américaine ITT pour l'exploitation de ses actifs saisis à Cuba par le régime castriste, a indiqué, jeudi 24 juillet, un porte-parole. Cet accord a déjà reçu l'aval du département d'État, qui a ainsi mis fin à son enquête sur STET, entreprise en application de la loi Helms-Burton. Cette dernière permet aux États-Unis d'imposer des sanctions aux sociétés étrangères utilisant des biens ayant appartenu à des intérêts américains expropriés par le régime cubain après sa prise de pouvoir en 1959. L'Union européenne a combattu cette loi extra-territoriale américaine, mais un compromis avait été conclu avec les États-Unis en avril, prévoyant l'amendement de cette législation si de nouvelles règles d'investissement à Cuba étaient établies. — (AFP)

Un socialiste modéré à la tête de l'Etat albanais

A L'OCCASION de la première réunion du nouveau Parlement issu des élections anticipées du 6 juillet, le socialiste Rexhep Mejdani (52 ans) a été élu, jeudi 24 juillet, à la présidence de la République albanaise. Il remplace Sali Berisha, qui avait démissionné la veille (Le Monde du 23 juillet).

L'élection de M. Mejdani, à bulletin secret par 110 voix pour, était attendue. Secrétaire général du Parti socialiste (PS) au pouvoir et seul candidat en lice, ce professeur de mathématiques et de physique à l'Académie des sciences de Tirana était sûr du soutien des 101 parlementaires de sa formation (sur un total de 133 députés). Le Parti démocratique de l'ancien président Berisha, qui dispose de 27 sièges, avait, quant à lui, décidé de boycotter la réunion de ce Parlement issu d'élections libres mais qu'il juge « illégitime ».

Proche du nouveau premier ministre Fatos Nano, chargé par lui, jeudi, de diriger le gouvernement, M. Mejdani est entré en politique un peu par hasard. Ce scientifique polyglotte parlant le français (il a soutenu une thèse de doctorat en France de 1973 à 1976), l'anglais, l'italien et le russe a enseigné à Tirana jusqu'en 1996.

M. Mejdani, marié et père de deux enfants, n'a jamais adhéré au Parti du travail albanais (Parti communiste) d'Enver Hoxha. En revanche, il participe au conseil présidentiel mis sur pied par l'ancien président communiste Ramiz Alia de 1990 à 1991.

MAJORITÉ ÉCRASANTE

L'annonce, par le PS, de la candidature de cet homme connu pour sa modération — lors de son discours d'investiture il a appelé la population à « l'arrêt des vengeances » — avait été dénoncée par l'opposition. « Mejdani sera une marionnette entre les mains de M. Nano qui détiendra tous les pouvoirs », écrivait ainsi récemment le journal Albania proche du Parti démocratique. Cette critique se nourrit des déclarations récentes du nouveau premier ministre. En effet, depuis la dérive autoritaire de Sali Berisha, M. Nano milite pour une réforme constitutionnelle qui rééquilibrerait les pouvoirs en faveur du premier ministre et du parlement aux dépens du chef de l'État. La majorité écrasante dont il dispose au Parlement lui permet d'espérer pouvoir réunir les deux tiers des voix nécessaires à une telle évolution du régime.

Le fait que M. Nano ait préféré devenir premier ministre et non président de la République et qu'il ait choisi pour ce poste un homme respecté est, toutefois, à porter à son crédit démocratique. « Les socialistes ont trois mois pour introduire une nouvelle Constitution garantissant la séparation des pouvoirs, autrement ils ne seront pas capables de changer la façon dont le pays a été gouverné jusqu'à présent », avertit toutefois Spartak Ngjela, le ministre de la Justice du précédent gouvernement intérimaire.

Pour accomplir cette tâche, les nouvelles autorités ne disposeront guère de répit. Le départ de la présidence majoritaire à certes mis un terme à la rébellion armée anti-Berisha qui a mis le pays à feu et à sang ces derniers mois. Signe de cet apaisement relatif, le nouveau Parlement a d'ailleurs décidé, jeudi, de lever l'état d'urgence voté le 1^{er} mars. Il reste que la moitié du territoire vit toujours sous la menace de bandes armées qui, de pillages en règlements de compte, provoquent chaque jour la mort de dizaines de personnes.

Christophe Châtelot
Lire aussi notre éditorial page 10.

Le président Samper limoge le chef des armées colombiennes

BOGOTÁ. de notre correspondant. Le commandant des forces armées colombiennes, le général Harold Bedoya, a été, jeudi 24 juillet, suspendu de ses fonctions pour « raison d'État ». L'annonce a été faite par le ministre de la Défense, Gilberto Echeverry, qui, depuis sa nomination il y a moins de six mois, n'a jamais caché ses divergences avec le chef des armées.

Le général Harold Bedoya, âgé de 56 ans, est connu pour appartenir à la « ligne dure » de l'armée. Tout au long de sa carrière, il s'est opposé aux propositions de dialogue avec les dirigeants de la guérilla qu'il traitait de « narcotrafiquants et [de] délinquants ». Dernièrement, il a qualifié de « cirque » la cérémonie au terme de laquelle la guérilla la plus importante du pays, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), avait libéré les soixante-dix militaires qu'elle rete-

nait (Le Monde du 16 juin). Partisan d'une solution strictement militaire pour lutter à la fois contre la guérilla et contre la production et le trafic de drogue, Harold Bedoya représentait, pour le gouvernement, un obstacle à toute tentative de négociation avec l'opposition armée en Colombie. Or, le ministre de la Défense devait présenter, vendredi, au Parlement une nouvelle proposition de paix.

SIGNE DE BONNE VOLONTÉ

L'éviction du général Bedoya constitue donc un signe de bonne volonté du gouvernement à l'attention des mouvements de guérilla et de l'opinion internationale. En effet, le général Bedoya s'est toujours opposé à une réforme du code pénal militaire, alors que de multiples interventions, notamment de l'Union européenne et des États-Unis, exigent du gouvernement Samper des progrès rapides en matière de respect des droits de l'homme. Dans un

communiqué, diffusé jeudi soir, Harold Bedoya indique que, lors d'un entretien avec le président Ernesto Samper, il avait averti qu'il « ne démissionnerait pas volontairement ».

Son successeur, le général Manuel José Bonett, actuel commandant de l'armée de terre, s'est à plusieurs reprises prononcé en faveur d'un « dialogue » avec la guérilla ; il appartient cependant, lui aussi, à la ligne dite « dure » de l'armée.

Si la décision du président Samper confirme sa volonté, à moins d'un an de la fin de son mandat, d'en finir avec la situation de guerre civile qui règne en Colombie, il n'est pas certain que le sacrifice du général Bedoya suffise à lui donner une quelconque crédibilité auprès des chefs de la guérilla. Ceux-ci n'ont pas cessé de récuser le président colombien, accusé d'avoir financé sa campagne électorale de 1994 grâce à l'argent de la drogue. Et les déclarations de l'ex-

trésorier du cartel de Cali, le chilien Guillermo Pallomari, qui témoigne depuis le 16 juillet aux États-Unis devant une cour fédérale de Miami (Floride), ajoutent un peu plus aux soupçons qui pèsent sur le chef de l'État.

Pallomari a notamment affirmé que M. Samper avait non seulement touché 5 millions de dollars (30 millions de francs), mais avait rencontré les frères Rodriguez, dirigeants du cartel. Ernesto Samper « occupait 5 millions de dollars que lui offrait le cartel de Cali pour financer sa campagne, en échange de la soumission de la justice colombienne aux desiderata des narcotrafiquants », a-t-il déclaré.

Réagissant pour la première fois, jeudi, M. Samper a qualifié ces affirmations de « grotesques » et « grossières ». Il a ironisé en déclarant qu'« il y avait bien eu accord, celui d'arrêter et juger les chefs du cartel de Cali, et qu'il n'y avait rien ».

Anne Prouzet

L'homme fort du Cambodge dénonce l'« injustice » de la communauté internationale

Hun Sen a reçu l'émissaire de Bill Clinton

PHNOM PENH
de notre envoyé spécial
L'émissaire de Bill Clinton au Cambodge, Stephen Solarz, a commencé, vendredi 25 juillet à Phnom Penh, ses discussions avec l'homme fort du pays, le deuxième premier ministre Hun Sen, dont il juge « encourageante » l'attitude à l'égard de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean). L'Asean avait repoussé, mercredi 23 juillet, d'admettre le Cambodge en son sein, un mois après le coup de force opéré par Hun Sen.

De son côté, le roi Norodom Sihamoni a fait savoir que l'audience qu'il accorderait « très bientôt », à Pékin, à son fils Norodom Ranariddh, l'homme du pouvoir par Hun Sen le 5 juillet, ne serait pas de « nature politique », mais « privée ».

La tempête provoquée par l'épreuve de force de début juillet à Phnom-Penh semble donc se calmer et le Cambodge paraît moins menacé de quarantaine. Mercredi encore, dans un appel radiodiffusé, Hun Sen s'était insurgé contre l'« injustice » des réactions internationales au limogeage du prince Ranariddh, qui doit être remplacé par Ung Huot, ministre des affaires étrangères, au poste de premier ministre. Les pays étrangers, avait notamment déclaré le deuxième premier ministre, « lâchent des bombes sur nos têtes ; autrement, ils ont aidé Pol Pot à nous tuer et, maintenant, ils nous sanctionnent. (...) Nous avons mis fin à la guerre et ils nous blâment », a-t-il dit.

Un Etat faible et pauvre a été une proie tentante pour les trafiquants en tout genre

Ce procès, intenté en priorité par les Etats-Unis, présente plusieurs facettes. La première concerne le coup de force lui-même contre les conseillers militaires de Ranariddh et leurs hommes. Les 5 et 6 juillet, les combats ont été limités et Phnom Penh n'en a guère souffert. Mais y a-t-il eu des bavures ? Tous les Etats-Unis ont des officiers supérieurs ont été sanctionnés à la suite de la mort et d'arrestation de Ha Sok, conseiller militaire du prince. Des enquêtes sont en cours sur des disparitions d'individus, des témoignages de sévices contre des prisonniers, des rapports plus récents concernant des rançons et des règlements de comptes.

Jeudi, le conseiller de Hun Sen chargé d'enquêter sur d'éventuelles exactions a admis qu'il pourrait y avoir eu plusieurs exécutions sommaires à la suite de la découverte, le matin-même, des corps de deux hommes achevés d'une balle dans la tête. Pour leur part, des enquêteurs de l'ONU ont établi un premier bilan d'au moins quarante-deux exécutions extrajudiciaires.

La deuxième facette de ce procès vise, de manière plus générale, le clientélisme qui s'est développé depuis 1991 au Cambodge. Les caisses des mouvements politico-militaires ont été alimentées par des milieux d'affaires dont les recettes ne sont pas toujours nettes. Un Etat faible et pauvre, privé de cadres et de lois, a été une proie tentante pour les trafiquants en tout genre, y compris de drogue, et les blanchisseurs d'argent sale. Le Cambodge en souffre et la corruption y a pris, ces dernières années, des proportions alarmantes.

Le Washington Post, pour sa part, s'est de nouveau fait l'écho, cette semaine, de quelques affaires. L'un des principaux bailleurs de fonds des partis politiques, Teng Bunma, l'homme jugé le plus riche du royaume, président de la Chambre de commerce du Cambodge, est soupçonné de loquer date par Washington, malgré ses démentis répétés, d'être mêlé à des trafics de drogue. Un membre de l'entourage de Hun Sen, Mong Rethy, aurait

par ailleurs été impliqué, voici quelques mois, dans la contrebande de sept tonnes de marijuana, ce qu'il a nié. Quant au département d'Etat américain, il a récemment affirmé que des trafiquants de drogue frappent à la porte du gouvernement cambodgien tout en réitérant que rien ne prouvait que Hun Sen bénéficiait directement de telles pratiques.

La troisième facette concerne la sous-estimation de l'éclatement du Funcinpec du prince Ranariddh, dont la majeure partie du personnel politique, à pour l'instant, choisit de continuer de collaborer avec Hun Sen et son Parti du peuple cambodgien (PPC). L'autorité du prince à la tête de son mouvement devait donc être déjà assez sérieusement entamée début juillet pour que l'épreuve de force en démontre, sur-le-champ, la fragilité. Les deux tiers des députés du Funcinpec se trouveraient actuellement à Phnom Penh et leurs désaccords porteraient non sur le remplacement du prince, mais sur son successeur désigné.

La dernière facette est liée à la crédibilité, à l'étranger, du PPC, alors que plane encore sur le Cambodge l'ombre de la « déchéance ». Les Américains considèrent toujours Hun Sen comme un ancien Khmer rouge, mouvement qu'il a rejoint en 1970, adolescent, à la suite d'un appel de Norodom Sihamoni à la résistance, et qu'il a quitté en 1978, à l'âge de vingt-six ans, pour se réfugier au Vietnam à la tête de deux ou trois cents combattants. Dix-neuf ans plus tard, les Américains lui reprochent également d'avoir été, de 1985 à 1993, le premier ministre d'un gouvernement installé, au départ, sous haute protection militaire vietnamite.

Un gouvernement coprésidé par Ung Huot (Funcinpec) et Hun Sen (PPC) devra donc s'accommoder de ces handicaps s'il obtient l'investiture de l'Assemblée nationale, laquelle doit en principe se prononcer la semaine prochaine. Des combats sporadiques dans l'extrême nord, où un demi-millier de partisans armés de Ranariddh n'ont pas encore négocié un cessez-le-feu, n'affectent sûrement pas la stabilité du royaume. La reprise du dialogue avec l'Asean ouvre la porte, ainsi que le premier ministre malaisien l'a souhaité publiquement, à une adhésion du Cambodge au sein de l'Association avant la fin de l'année. Quant aux Etats-Unis, ils commencent à comprendre que le retour du prince Ranariddh à la tête du gouvernement est exclu et avancent une dernière carte : obtenir la garantie que les élections, prévues le 23 mai 1998, seront, selon la formule de Stephen Solarz, « réellement libres et honnêtes » et que les exilés pourront « revenir et participer pleinement à la vie politique du pays ».

Jean-Claude Pomonti

Le chef du Groupe islamique armé aurait été tué par l'armée algérienne

La mort de l'« émir » Antar Zouabri n'est pas officiellement confirmée

L'homme le plus recherché d'Algérie, Antar Zouabri, présenté comme le chef du groupe islamique armé (GIA), aurait été tué mardi 22 juillet par les forces de sécurité algérienne, au cours d'une vaste opération militaire. Les autorités mettent au crédit de son groupe, très actif dans l'Algérie,

un grand nombre de massacres. Il avait revendiqué en décembre 1996 l'attentat à la bombe dans la station de RER Port-Royal à Paris.

principalement dans l'Algérie, où des centaines de villageois ont été massacrés, la plupart des temps égorgés et atrocement mutilés à l'arme blanche, depuis novembre 1996.

A la tête du GIA depuis un an seulement, cet homme de vingt-six ans, natif de Haouch Graou, un petit village proche de Boufarik, au sud d'Alger, a été nommé pour mort à plusieurs reprises, mais jusqu'à présent, il avait réussi à échapper aux raids de l'armée et au bombardement des maquis islamistes. Il avait pris la tête de son groupe en juillet 1996, après la mort de Djamel Zitouni, vraisemblablement tué par des dissidents du mouvement. Mais à la différence de ses prédécesseurs, Antar Zouabri ne semblait pas être un « émir national » : son autorité semblait limitée à une partie de l'Algérie, et plusieurs phalanges du mouvement avaient fait dissidence, comme celle d'Abou Djamil, un ancien combattant en Bosnie.

L'arrivée de cet « émir » à la tête du GIA a coïncidé avec le dévelop-

pement des massacres à grande échelle de villageois, principalement dans la plaine de la Mitidja et les contreforts de l'Atlas bédouin, au sud d'Alger. Ces tueries, accompagnées d'effroyables actes de barbarie, ont fait des centaines de morts depuis novembre 1996, selon des bilans partiels. Les violences ont fait plus de 60 000 morts depuis janvier 1992 en Algérie, selon des estimations occidentales.

POCHES DE RESISTANCE

L'opération militaire - présentée comme la plus importante de ces cinq dernières années - menée dans la région de Hattatba est « un succès total », affirment sur place jeudi après-midi des membres des forces de sécurité, en indiquant qu'il ne restait plus qu'à « nettoyer » certaines poches de résistance. Ils ont cependant refusé de donner des bilans ou de confirmer qu'Antar Zouabri figurait parmi les victimes. A Alger, certaines sources affirment que soixante-dix membres du GIA ont été tués au cours de cette opération et que

plusieurs dizaines d'autres se sont rendus.

Les autorités affirment depuis des mois n'être plus confrontées qu'à un « terrorisme résiduel » et le président Liamine Zéroual a promis « l'extermination totale » des groupes armés. Si la mort d'Antar Zouabri devait être officiellement confirmée, elle constituerait un succès appréciable pour le pouvoir algérien, quinze jours après la libération du chef historique du Front islamique du salut (FIS, dissous), Abassi Madani, et du numéro trois du Front, Abdelkader Hacban. Alger continue à jouer sur deux registres : l'apaisement en direction des islamistes « politiques », considérés comme modérés et prêts à négocier avec le pouvoir, et la radicalisation avec ceux qui persistent dans la voie des armes. Depuis plusieurs mois, les porte-parole du FIS à l'étranger dénoient le GIA, qu'ils considèrent comme étant « un groupe de criminels infiltré par les forces de sécurité ».

F. P.

Les écoles du Somaliland balayées par la guerre civile

SHEIKH (Somaliland)

de notre envoyé spécial

La cour de l'école de Sheikh est parsemée de verres brisés et de feuilles sèches balayées par le vent. Les salles de classe, comme les dortoirs, la salle de lecture et le réfectoire, ne sont plus que des coques vides ; même le mirhab de la mosquée, une coupole futuriste dont il ne subsiste que l'armature, a été dérobé par des mains sacrilèges. Pillée de fond en comble, cette école secondaire, berceau de l'élite du Somaliland - à commencer par Mohamed Egal, ancien premier ministre de la Somalie dans les années 60 et actuel président de la République du Somaliland -, n'a pas survécu à la guerre civile.

L'école a été abandonnée en 1983, se souvient Ali, un ancien élève de Sheikh, quand les troupes de Siad Barré ont commencé à réprimer la rébellion. La population a fui la bourgade (située à une heure de route du port de Berbera) et les soldats l'ont dévastée, tout comme le prestigieux établissement scolaire. « Mais

par la suite, les gens d'ici ont fini le travail », reconnaît Ali.

Ultramoderne pour l'époque, le complexe - qui accueillait deux cents internes - fut offert en 1959 par le pouvoir colonial britannique au protectorat du Somaliland, qui devint indépendant un an plus tard et s'unit immédiatement à l'ancienne colonie italienne de Somalie. Après la chute de Siad Barré en 1991, l'école, inutilisée, a hébergé des déplacés du Somaliland, chassés par des affrontements entre les alliés d'Al-Shabaab contre la dictature.

Non loin des bâtiments scolaires désertés, on aperçoit les ruines de la résidence d'été du gouverneur britannique, qui venait se réfugier sur les hauteurs de Sheikh quand la température à Berbera, sur le rivage du golfe d'Aden, devenait insupportable. Sheikh illustre jusqu'à la caricature le délabrement du système éducatif du Somaliland, et de la Somalie en général. A l'exception des élèves fréquentant les écoles coraniques (jusqu'à l'âge de neuf ans), seuls 17 % des enfants du pri-

maire sont scolarisés, et les classes du secondaire sont pour ainsi dire inexistantes. Certains s'inquiètent déjà que ce pays qui a tant besoin d'intellectuels soit en train de produire une « génération perdue ».

Si, par chance, l'école trouve un donateur prêt à la réhabiliter, il faudra encore dénicher de bons professeurs ; une tâche rendue difficile par la « fuite des cerveaux » que la guerre a provoquée. Rares sont ceux qui, comme Ali, ancien réfugié politique au Canada, acceptent de revenir « par amour pour leur terre natale ». Ali n'a plus de nouvelles de ses quatre camarades de chambre ; il sait seulement que l'un fait des affaires à Djibouti, l'autre a émigré aux Etats-Unis, et que le seul qui soit resté en Somalie a été tué durant la guerre civile. Une guerre amèrement résumée par ce graffiti tracé sur le mur lépreux d'une des salles de classe : « Les rebelles ont vaincu Siad Barré, le tribalisme les a déchirés ».

Jean Hélène

Depuis la rétrocession, Pékin joue la discrétion à Hongkong

HONGKONG

de notre envoyé spécial

A la veille de la rétrocession de Hongkong, un groupe de militants démocrates ironisait, à l'aide d'une saynète présentée en public, sur l'un des plus célèbres aphorismes de Mao Zedong : « L'armée communiste est au sein du peuple comme un poisson dans l'eau ». Les acteurs incarnant « le peuple », parodiant les spectacles de la révolution culturelle chinoise, exprimaient avec force sourires tout l'amour que leur inspiraient les uniformes verts de l'armée populaire de libération.

Le premier mois de présence de l'armée continentale dans l'ancienne colonie britannique montre

qu'elle n'a nullement l'intention de frayer avec le peuple à la manière des soldats-bons samaritains de Mao. Ses quatre mille hommes ne circulent pas en ville. Leur commandement s'est installé dans les baraquements de l'ancien état-major britannique, en bordure de la cité financière. Le drapeau rouge chinois y flotte désormais devant le bâtiment principal, dédié au prince de Galles, dont le nom en anglais n'a pas été effacé.

Il y a en tout cas quelque ironie à savoir ce joyau de symbolisme impérial britannique occupé par des soldats censés savourer une revanche sur l'histoire coloniale. Pourtant, l'image traduit bien la nouvelle réalité qui s'est mise en place à Hongkong : désormais, le territoire est à nouveau gouverné de cette manière bantaine, toute coloniale, qui avait marqué le règne britannique avant qu'il ne soit confié provisoirement à Chris Patten, un politicien enclin à jouer autour de la rue que les couleurs d'administration.

Son remplaçant, Tung Chee-bwa, « chef exécutif » de la nouvelle Région administrative spéciale (RAS), n'est pas homme à affecter les baies de foule. Il ne vient même pas la presse locale, hormis les organes ouvertement pro-Pékin, quand il reçoit l'un des commandants chinois. L'effectif total des troupes chinoises basées à Hongkong demeurera un secret, comme partout ailleurs en Chine. La « garnison de Haogang » comporterait environ 10 000 hommes, qui resteraient en principe cantonnés à Shenzhen, de l'autre côté de la « frontière », sauf en cas de troubles. C'est bien là que le bât blesse.

Aucune réponse précise n'a été apportée quant à la distribution des rôles dans une éventuelle intervention des soldats chinois dans le territoire. Obéiront-ils formellement à

M. Tung, comme l'affirme celui-ci quand on lui pose la question ? Ou bien Pékin déciderait-il, en cas de trouble que la police ne parviendrait pas à contenir, de faire sortir la troupe de ses casernes, comme certains porte-parole chinois le laissent entendre ? Le débat peut certes sembler académique. M. Tung n'étant pas très libre de ses mouvements. Mais tout cela nourrit un malaise, renforcé par une certaine maladresse, peut-être délibérée, des nouvelles autorités.

Celles-ci ont en effet annoncé avoir confié au chef de la police ou à son adjoint immédiat le soin de déterminer s'il convient de lancer leurs forces pour mettre fin à des rassemblements publics ou manifestations pouvant mettre en danger « la sécurité nationale » parce que les participants « prôneraient la séparation d'avec la République populaire de Chine, ce qui comprend l'appel à l'indépendance pour Taiwan et le Tibet ».

BOUFFÉES D'OXYGÈNE LIBÉRAL

Ces annonces servent vraisemblablement à serrer la vis à la police, en laquelle Pékin n'a guère une grande confiance. Le quartier général de la police a attendu près d'une semaine après la rétrocession avant de hisser le drapeau chinois, un geste que la haute finance avait pour sa part accompli sur les immeubles de Central, le quartier d'affaires, avant même le départ des Britanniques.

Cependant, l'heure est, pour le moment, au gant de velours. La vie quotidienne n'a subi aucune altération visible. Celle des institutions s'est même offert des bouffées d'oxygène libéral inconcevables partout ailleurs en Chine. Les rues du centre-ville connaissent une petite manifestation revendicative par jour, celle de démocrates, militants syndicaux, candidats à l'accession à la propriété privée... Et la Cour su-

prême s'est même accordée le luxe d'un débat purement technique sur la question de savoir si le territoire se trouvait dans un vide juridique du fait que la législature britannique avait été dissoute et que l'assemblée provisoire mise en place par Pékin semblait ipsa facto contrevenir à l'idée de la pérennité de l'Etat de droit. La cause était entendue d'avance, mais Pékin, sagement, a laissé les uns et les autres exposer leur thèse.

Les principaux médias, en particulier la télévision, n'ont pas souffert de l'arrivée des édiés continentaux. Ils avaient, au demeurant, appris à se brider avant le départ des Britanniques. Ils continuent de rendre compte des sondages exprimant l'inquiétude de la population quant à l'avenir.

La Chine n'est pas pressée. Elle se sait elle-même surveillée. Elle a mis en fonction, pour la représenter, un diplomate de haute volée, Ma Yizhen, ancien ambassadeur à Londres, qui brille par sa discrétion. Les plus visibles témoins qui parlaient autrefois pour Pékin sur un ton comminatoire ont été soit envoyés à la retraite, soit priés d'adopter un profil bas. Combien de temps ce jeu du chat et de la souris peut-il durer ? « Rendez-vous dans deux ans », disent de nombreux observateurs. Un exemple illustre cette volonté commune de laisser retomber la poussière de la rétrocession : les vétérans chinois de la deuxième guerre mondiale, qui se sont battus aux côtés des Britanniques en Asie du Sud-Est, ne savent toujours pas quand ils pourront honorer les morts du conflit sur le cimetière du centre-ville, celui-ci étant encore omé des couronnes impériales. Un jour, les maçons de la révision historique passeront sans doute pour rectifier cet anachronisme. Probablement sans prévenir.

Francis Derron

Le Monde

DOSSIERS DOCUMENTS

L'état des conflits dans le monde

L'effondrement de l'Union soviétique. La chute du mur de Berlin et la fin, donc, de la guerre froide Est-Ouest ont changé souvent la nature des conflits dans le monde. On observe moins d'affrontements entre Etats et davantage de conflits au sein même des nations ou d'entités plus ou moins arbitrairement constituées.

Au sommaire : l'Amérique latine, l'Asie, l'Afghanistan, le Proche-Orient, l'Afrique, le Caucase, les Balkans.

UNE PUBLICATION DU MONDE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

GOVERNEMENT Lionel Jospin a réaffirmé, vendredi 25 juillet sur RTL, que l'objectif de la France était « de ne pas dépasser les 3 % de déficits publics » en 1998. ● LE PRÉ-

MIER MINISTRE, qui avait présidé une réunion du gouvernement jeudi 24 juillet et installé le conseil d'analyse économique, a jugé que cet objectif était nécessaire car si l'on de-

passé 3 %, on refait de la dette ». Il a aussi insisté sur la volonté de la France d'être au « rendez-vous européen » sur le passage à l'euro. Des efforts d'économies devront être faits

en 1998, « certainement du côté des dépenses de l'Etat ». ● LA COHABITATION a été évoquée par M. Jospin, qui a estimé que le gouvernement avait « tous les moyens d'agir ».

● L'ABANDON du rendez-vous citoyen annoncé par le ministre de la défense, Alain Richard, a provoqué quelques critiques de l'opposition mais pas de polémique avec l'Elysée.

M. Jospin a pour objectif de « ne pas dépasser » 3 % de déficit en 1998

Le premier ministre a indiqué, vendredi 25 juillet sur RTL, que l'effort d'économies dans le budget 1998 portera « certainement du côté des dépenses de l'Etat ». Il reproche au gouvernement précédent de s'être « pris les pieds dans le tapis » sur la privatisation de Thomson

FRANÇOIS MITTERRAND voulait donner du temps au temps. Lionel Jospin utilise le temps. Le premier ministre calcule sa lenteur. On le dit peu enclin à verser dans les effets d'annonce. Il dispose d'une majorité issue d'élections législatives, qui plus est anticipées par le président de la République. Il entend bien utiliser la durée de la législature pour réaliser un projet politique qui se dessine au fil des jours : M. Jospin en a donné une nouvelle preuve, vendredi 25 juillet, sur RTL dont il était l'invité matinal. Fidèle à sa méthode « 3D » — « délibération, dialogue, décision » — il a donné l'appréciation du gouvernement sur les problèmes auxquels il est confronté, en précisant : « On n'est pas obligé de se régler comme le faisait la droite ».

Après avoir estimé, la veille, en présentant le Conseil d'analyse économique dont il s'est entouré (Le Monde du 25 juillet), que le choix « mesuré et équilibré » des mesures de redressement budgétaire pour 1997, permettrait à la France de revenir « sur la bonne trajectoire sans entraver la croissance économique », le chef du gouvernement a assuré, vendredi, que l'objectif est « de ne pas dépasser les 3 % de déficits publics » en 1998. M. Jospin a rejeté l'idée selon laquelle la France se rallierait à la thèse allemande. Ou inversement. « Nous faisons les efforts que nous avons à faire pour tenir nos engagements », a-t-il simplement dit, avant d'ajouter : « Je crois que le chancelier Kohl aborde les questions comme je les aborde moi-même ».

S'agissant de cet objectif de « trois virgule zéro » au-delà duquel « on refait de la dette », le premier ministre a reconnu qu'il sera « un peu plus difficile » en 1998 qu'en 1997 de réduire les déficits. Les efforts d'économie, cependant, porteront « certainement du côté des dépenses de l'Etat ».

« PHÉNOMÈNE D'INERTIE »

Ces mesures seront prises, a dit M. Jospin, avec le souci de ne pas casser la croissance et de travailler pour l'emploi. La conjoncture économique, dans les prochains mois, « devrait être meilleure ». Pour autant, l'impact des mesures gouvernementales sur l'emploi sera, selon lui, « progressif ». Il a confirmé les propos du ministre de l'économie, Dominique Strauss-



nant les cas individuels des familles, mais en même temps sur des critères objectifs, un certain nombre de situations inextricables que les législations antérieures avaient créées », a souligné le premier ministre.

A propos des arrêtés couvre-feu visant les mineurs de moins de douze ans, le premier ministre estime que « naturellement personne ne peut penser que les enfants doivent vagabonder dans les rues au-delà de minuit », mais il considère aussi que « ce n'est pas par ce type de couvre-feu qu'on règlera ces questions. Il a indiqué que les ministres compétents se sont mis à la disposition des maires car il est préférable d'aborder le problème « avec des éducateurs, avec des travailleurs sociaux » plutôt « qu'en emmenant des enfants dans des commissariats de police ».

« J'ai trouvé, honnêtement, je le dis sans polémique, beaucoup de questions non réglées par le gouvernement précédent, sur lesquelles il y avait eu parfois des effets d'annonce, mais pas de décision, pas de financement prévu », a aussi indiqué M. Jospin, en citant le cas de Thomson pour lequel, selon lui, le gouvernement d'Alain Juppé « s'est pris les pieds dans le tapis ».

Le temps, toujours le temps. M. Jospin, enfin, a indiqué que le gouvernement attendra de connaître précisément « la portée des engagements européens » pris par la Commission de Bruxelles au sujet de la fusion entre les groupes aéronautiques Boeing et McDonnell Douglas avant d'arrêter sa position. « La Commission a obtenu des concessions, cela demande examen », a-t-il déclaré, en soulignant qu'il partage le point de vue extrêmement circonspect exprimé par le commissaire européen Edith Cresson (lire page 3).

Olivier Biffaud

Le premier ministre estime avoir « tous les moyens d'agir »

LIONEL JOSPIN a saisi l'occasion de son intervention sur RTL, vendredi 25 juillet, pour revenir sur sa passe d'armes avec Jacques Chirac après les déclarations du chef de l'Etat le 14 juillet. Le premier ministre a voulu à la fois afficher sa détermination à conduire la politique sur laquelle sa majorité a été élue — « dans la plupart des domaines, le gouvernement a tous les moyens d'agir et vous voyez bien qu'il le fait » — et sa volonté de ne pas poursuivre la controverse avec le président de la République. « On peut s'interroger, a-t-il indiqué, pour savoir si, au bout d'un mois et demi, il fallait s'exprimer sur tous les sujets comme cela a été fait (...) Ce n'est pas quelque chose qui est en cause, cela peut contribuer à un climat ».

Le 14 juillet, lors de son interview télévisée, M. Chirac s'était montré favorable à une « cohabitation constructive » avec la nouvelle majorité de gauche élue le 1^{er} juin. Mais il s'était ensuite livré à une critique acérée de la plupart des premières décisions de M. Jospin, depuis la régularisation de « sans-papiers » jusqu'à l'abandon de Superphénix, en passant par le plafonnement des allocations familiales,

l'éventuel rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement, les privatisations ou le projet, socialiste de réduction des mandats qu'il s'agisse du président de la République ou des sénateurs — à une durée uniforme de cinq ans. M. Chirac avait souligné que dans un certain nombre de domaines, relevant aussi de la politique intérieure, la Constitution donnait « un peu le dernier mot au président de la République ».

LA PASSE D'ARMES MINIMISÉE

Après avoir laissé, dans un premier temps, le Parti socialiste monter au créneau, par la voix de François Hollande, son premier secrétaire délégué — pour lequel M. Chirac était intervenu « à tort et à travers comme chef de l'Etat soucieux » de défendre son pré carré, et comme un homme politique nostalgique du programme d'Alain Juppé —, M. Jospin était intervenu à la fin du conseil des ministres du 16 juillet. Le premier ministre s'était livré à une lecture des articles de la Constitution définissant les pouvoirs du chef de l'Etat et du gouvernement, mais il avait surtout contesté tant l'interprétation par

M. Chirac de certaines décisions gouvernementales (sans papiers et dépenses nouvelles) que l'idée que le président de la République puisse avoir « le dernier mot » sur des questions de politique intérieure. « Il n'y a pas de domaine de la politique française où le président de la République aurait le dernier mot », avait déclaré M. Jospin selon les témoignages de plusieurs ministres (Le Monde du 18 juillet).

Le 20 juillet, lors de la journée nationale commémorative des persécutions racistes et antisémites, M. Jospin avait souligné la responsabilité de la France dans l'organisation de la rafle du Vel' d'Hiv. En fustigeant cette « infamie », M. Jospin s'était explicitement référé aux propos dans le même sens tenus par M. Chirac en 1995. Vendredi, le premier ministre a indiqué qu'il avait « rendu hommage » à M. Chirac pour son discours de 1995. Il s'est aussi employé à minimiser la passe d'armes sur la cohabitation en soulignant que, le 16 juillet, il avait « rappelé la Constitution », qui lui donne « tous les moyens d'agir ».

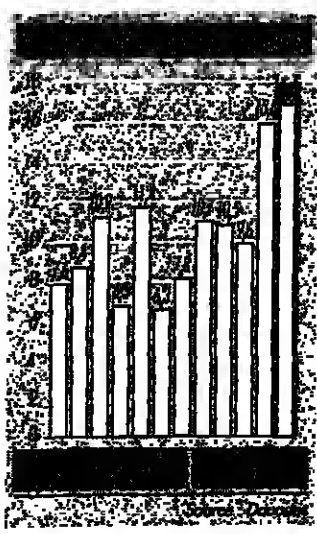
Michel Noblecourt

Kahn, dans le Herald Tribune du 23 juillet, en évoquant un « phénomène d'inertie » empêchant une décennie rapprochée dans le temps du chômage. « Dire qu'il faudra attendre fin 1998 me paraît un peu difficile à affirmer aujourd'hui », a-t-il toutefois ajouté à destination de M. Strauss-Kahn, qui s'était avancé sur ce terrain (Le Monde du 25 juillet). Après la suppression des deux premiers conseils des ministres d'août, le projet de loi sur le plan emplois-jeunes — un financement de deux milliards de francs est prévu en 1997 — devrait être adopté au conseil du 20 août et discuté au Parlement à l'automne. Il a indiqué que « dès le 1^{er} octobre, les premières embauches auront lieu ».

Interrogé sur la régularisation des sans-papiers, M. Jospin a réaffirmé que cette opération ne concerne « évidemment » pas l'ensemble des sans-papiers, comme certains ont tenté de le faire croire. Il faut, a-t-il dit, adopter une position « juste et équilibrée ». « Il s'agit de régler humainement, en exami-

Nouveau record en mai pour le commerce extérieur

LE SOLDE de la balance commerciale a enregistré un excédent de 16,485 milliards de francs en mai, après un excédent de 15,6 milliards en avril, en données corrigées des variations saisonnières (CVS), selon les chiffres provisoires diffusés, vendredi 25 juillet, par la direction des douanes. Les exportations ont atteint 135,5 milliards de francs, contre 136,84 milliards en avril. De même, les importations se sont élevées à 119 milliards contre 121,24 milliards le mois précédent. Sur les cinq premiers mois de 1997, le solde cumulé de la balance commerciale en données CVS est positif à hauteur de 63 milliards de francs, contre 30,2 milliards sur les cinq premiers mois de 1996.



DÉPÊCHES

■ **INFLATION** : les prix à la consommation sont restés stables en juin, n'affichant aucune variation par rapport au mois précédent, selon l'indice définitif publié vendredi 25 juillet par l'Insee. Sur les douze derniers mois, la hausse des prix est de 1 %. L'inflation « sous-jacente » (hors produits à prix volatils et hors effet fiscal) est limitée à 0,6 % en rythme annuel.

■ **ÉLYSÉE** : Jacques Chirac a reçu le secrétaire général de Force ouvrière, Marc Blondel, jeudi 24 juillet dans l'après-midi, alors que cette rencontre n'était pas initialement prévue sur l'agenda officiel du président de la République. La veille, Marc Blondel avait annoncé sur Europe 1 qu'il serait « engagé » envers le nouveau gouvernement, dont il attend qu'il tienne en septembre sa promesse d'une « relance du pouvoir d'achat ».

■ **OROTIE-FN** : Charles Millon (UDF-DL) et Françoise de Panafieu (RPR) se prononcent contre une « alliance » avec le FN dans l'hébergement Valeurs actuelles à paraître samedi 26 juillet. M. Millon, président de la région Rhône-Alpes, estime qu'une alliance avec le FN « ne servirait qu'à le légitimer ». « On peut s'allier avec un concurrent, jamais avec un adversaire », précise-t-il. M. de Panafieu, membre de la direction collégiale du RPR, invite l'opposition à affirmer « des principes d'action enfin clairs, qui ne fassent pas douter de [sa] détermination ».

■ **MUNICIPALES** : Yves Mourroux, journaliste et ancien présentateur du journal télévisé de TF1, a annoncé, jeudi 24 juillet, au quotidien La Marseillaise son intention d'être candidat à la mairie de Cannes en 2001. Il a indiqué vouloir rassembler « sans exclusive et en dehors des habitudes clivages politiques ».

L'abandon du « rendez-vous citoyen » ne suscite pas de polémique avec l'Elysée

L'ANNONCE, par le ministre de la défense, Alain Richard, de l'abandon du « rendez-vous citoyen » au profit d'une seule journée de « préparation à la défense » (Le Monde du 25 juillet), n'a pas soulevé de polémique avec l'Elysée. Après que M. Richard eut lui-même indiqué, à la sortie du conseil de défense, jeudi 24 juillet, que le président de la République « comprend parfaitement » cette adaptation, on a tout de même tenu à rappeler, dans l'entourage de Jacques Chirac, qu'il « est attaché au maintien d'un lien armée-citoyen », mais que les modalités d'application du rendez-vous citoyen relèvent du gouvernement et du Parlement.

Interrogé, vendredi 25 juillet sur RTL, le premier ministre, Lionel Jospin, a justifié l'abandon du « rendez-vous citoyen » de cinq jours, en

observant que ce système « coûtait très cher et posait des problèmes aux forces armées pour l'organiser ». « Nous avons fait un raisonnement simple. N'inventons pas un service national de cinq jours, cela n'a pas de sens », a-t-il ajouté, en rappelant que « le choix de l'armée professionnelle a été fait par le président de la République ». « Nous nous inscrivons dans le choix fait avant nous (...). A partir de ce moment-là, il faut être dans la logique de ce choix », a-t-il souligné.

« SIMULACRE D'INCORPORATION »

Dans un entretien accordé, le même jour, au quotidien régional Le Progrès, l'ancien ministre de la défense Charles Millon constate avec satisfaction que M. Richard « n'a pas remis en cause, mais plutôt confirmé la professionnalisation des armées, la loi de programmation mi-

litaire et les restructurations industrielles ». A propos de la suppression du rendez-vous citoyen, M. Millon souhaite « attendre le projet global du ministre avant de porter un jugement ».

Cette modération n'a pas été partagée par François Fillon, spécialiste des questions de défense au sein du RPR, qui a jugé « à la fois précipitée et contradictoire » la décision du gouvernement. « Tout ceci procède (...) d'une logique d'avantage préoccupée d'économies budgétaires que d'une réelle politique de défense », a-t-il indiqué dans un communiqué. Le porte-parole de l'UDF, Pierre-André Wiltzer, a lui aussi critiqué cette décision en dénonçant, dans la « journée de préparation à la défense », « un ridicule simulacre d'incorporation ». « Le gouvernement de gauche enterre définitivement un modèle d'armée » a-t-il ajouté.

Cette accusation a été rejetée par Paul Quilès, président (PS) de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, selon lequel « le rendez-vous citoyen était un gadget inutile et coûteux. Mais sa suppression n'empêche pas qu'il faut maintenir le lien armée-citoyen et rendre possible un appel sous les drapeaux en cas de tension internationale ou de conflit ». Dans un entretien accordé au Parisien, M. Quilès estime que « le système éducatif est le mieux placé pour dispenser une information sur la défense, notamment en renforçant les programmes d'instruction civique ».

« Au rayon des farces et attrapes, la gauche et la droite se valent », a estimé, de son côté, le Front national, en affirmant que, « sous l'impulsion de Jacques Chirac, les gouvernements poursuivent le démantèlement de l'armée française ».

L'armée met ses soldes sur la place publique

EST-CE LE CAPITAINE qui serait bien trop payé dans les armées françaises ou, au contraire, le général qui le serait moins bien ? L'écart des soldes entre ces deux grades va apparaître du simple au double. C'est le bilan social 1996 dans les armées, rédigé par la direction de la fonction militaire et du personnel civil et édité par l'Observatoire social de la défense (OSD), qui le révèle. Un bilan qui, cette année, prend un relief particulier puisqu'il sera le dernier à paraître — selon cette formulation — avant le début de la professionnalisation des armées.

Il est rare qu'une administration mette ainsi sur la place publique les rémunérations de ses personnels. Sur ce terrain-là au moins, les armées n'ont rien à cacher. « Au-delà des chiffres », écrit Dominique Conort, le directeur de la fonction militaire et du personnel civil, qui règne sur quelque 500 000 militaires de carrière, sous contrat ou appelés et sur 100 000 civils, « c'est une image très fidèle de la situation des personnels de la défense ». A la fois, une source précieuse d'informations objectives et la photographie d'une corporation — hormis la délé-

gation générale pour l'armement et les services communs — tenue normalement à la discrétion, sans la voix syndicale pour s'exprimer.

Au chapitre des rémunérations mensuelles brutes — c'est-à-dire la solde non compris les indemnités pour charges familiales ou sujétion spéciale de police (pour les gendarmes), les majorations pour certains postes (la prime d'embarquement ou la prime de parachutiste) ou encore les aides sociales —, on apprend qu'un capitaine (ils sont 12 080 en France) perçoit en moyenne quelque 17 700 francs par mois. La « fourchette » s'établit, en réalité, entre un minimum de 15 500 francs et un maximum de 19 500. Le major (ils sont 6 050) — le grade le plus haut dans la hiérarchie des sous-officiers, après celui d'adjudant-chef — le talonne avec des rémunérations qui tournent autour de 15 000 francs par mois.

Les colonels (ils sont 2 030) s'échelonnent entre 28 000 francs par mois et 34 500, quand les généraux (on en compte quelque 400) s'étagent entre 34 000 francs par mois et 49 000 pour le sommet de la carrière, c'est-à-dire un chef d'état-major. Au bas de l'échelle, le

simple soldat de métier, logé, nourri et blanchi il est vrai, approche les 5 000 francs mensuels, sans, pour autant, se rapprocher du SMIC. Ce qui — face à des emplois-jeunes plus stables, moins risqués et davantage rémunérés dans le secteur civil — ne manquera pas de poser de sérieux problèmes aux armées et à la gendarmerie quand elles devront recruter des volontaires pour des contrats, renouvelables ou non, à durée déterminée.

Les armées sont en train de découvrir que leur passage progressif à la professionnalisation les jette dans un univers compétitif où, pour attirer et conserver les meilleurs des candidats, la concurrence se fonde aussi sur les rémunérations. Elles découvrent que l'intérêt d'un métier s'apprécie aussi selon des considérations matérielles, même si ce n'est pas toujours la motivation principale. Des réflexions auxquelles l'institution de défense française n'était pas habituée mais que, dans les pays où la professionnalisation est en vigueur, on a déjà dû affronter.

Jacques Isnard

SANTÉ Les pharmaciens d'officine sont irrités par le développement, depuis quelques années, de sociétés privées de portage de médicaments à domicile auprès de

personnes à mobilité réduite. Le Conseil de la concurrence a condamné, en mars, le conseil central de leur ordre national pour avoir mis en œuvre, depuis 1993,

« une action concertée de boycott de nature à entraver l'accès au marché » de ces entreprises. ● LES PHARMACIENS font valoir que ces réseaux mélangent les genres

entre la santé et le commerce, et ne sont pas en mesure d'apporter les conseils prodigués en officine. Ils redoutent également les risques d'entente illicite entre une société

et un pharmacien. ● LES RESPONSABLES DES RÉSEAUX de livraison estiment que la réglementation stricte des livraisons permet d'éviter d'éventuelles dérives.

Les pharmaciens s'opposent au portage de médicaments à domicile

Condamnés par le Conseil de la concurrence pour avoir appelé au boycottage des sociétés de livraison, les représentants de la profession dénoncent « un mélange des genres entre le monde de la santé et celui du commerce »

LES PHARMACIENS d'officine sont en colère. Depuis quelques années, des sociétés privées de portage à domicile viennent marcher sur leurs terres en assurant la livraison de médicaments, moyennant rétribution, auprès de personnes à mobilité réduite (mères seules avec enfants, personnes âgées, handicapées...). Une intrusion du secteur privé dans le domaine de la santé publique que les pharmaciens voient d'un mauvais œil.

Dès le mois de février 1993, Jean Gaulin, président du conseil central de la section A (qui regroupe les titulaires d'une officine) de l'Ordre national des pharmaciens, envoyait aux conseils régionaux de l'Ordre un communiqué dans lequel il rappelait que ce type d'activité était « contraire au bon déroulement de l'acte pharmaceutique » et « dépersonnalisait la dispensation du médicament ». Une opinion que le Conseil de la concurrence, saisi en décembre 1995 à la requête du dirigeant d'une société de portage, ne partage pas. Dans une décision rendue le 18 mars, le Conseil a considéré que le

communiqué de M. Gaulin mettait « en œuvre une action concertée de boycott de nature à entraver l'accès au marché des entreprises de portage de médicaments à domicile ». En conséquence, le conseil central de la section A et les conseils régionaux de l'Ordre qui ont diffusé le communiqué incriminé ont été condamnés à des sanctions pécuniaires d'un montant total de 330 000 francs.

commerce, souligne Jean-Luc Audhoul, président du conseil régional de l'Ordre des pharmaciens d'Ile-de-France. L'Union européenne a récemment interdit, pour des raisons sanitaires, l'imposition de carcasses de veaux nourris avec une alimentation enrichie aux hormones, malgré une condamnation de l'Organisation mondiale du commerce jugeant une telle position anticoncurrentielle. Toutes

de portage et un pharmacien pour la captation d'une clientèle - interdit par le code de déontologie.

L'argumentation n'est pas jugée convaincante à la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), où l'on fait le distinguo entre l'acte de livraison - qui ne fait l'objet d'aucun monopole - et celui de dispensation, réservé au pharmacien titulaire ou à l'un de ses employés, parce qu'il suppose une activité de conseil. « Le portage à domicile est une fonction strictement économique qui participe de la politique de maintien à domicile des malades et ne relève pas de l'acte pharmaceutique », précise-t-on à la DGCCRF. Cette activité n'est en rien exclusive et le pharmacien peut, s'il le souhaite ou si l'état du patient l'exige, se déplacer jusqu'à son domicile, notamment pour une première prescription.

« Nous n'avons pas attendu l'apparition des sociétés de portage à domicile pour faire des livraisons, et gratuitement en plus, précise Jean-Luc Audhoul. Le problème c'est la systématisation du portage alors qu'il devrait rester un acte exceptionnel ».

La réaction des pharmaciens est jugée fâcheuse et corporatiste par leurs détracteurs. « C'est de l'hypocrisie », estime Emmanuel Gonzalez, responsable du réseau Allo-Pharma. Les pharmaciens savent bien que, dans nombre de cas, ce sont des tiers - famille ou voisins - qui font le déplacement à la pharmacie pour le malade. L'activité de conseil est le plus souvent limitée.

Par ailleurs, la loi entoure de précautions relativement strictes le portage de médicaments à domicile : ils doivent être livrés dans un paquet opaque et scellé, dont les conditions de transport n'altèrent pas les qualités des médicaments et sur lequel le pharmacien aura pu rédiger les recommandations nécessaires.

Pour contrer toute accusation de complicité, Jacques Dambro, président de VitalPortage, un réseau de franchisés, affirme que ses clients choisissent eux-mêmes le pharmacien chez qui le coursier ira chercher les médicaments. « Répondre à un besoin c'est une chose, mais de le organiser, la Redoute du médicament... », ironise Bernard Capdeville, président de la Fédération des syndi-

350 franchisés dans 80 départements

Le réseau VitalPortage, bien implanté en province, compte à ce jour 350 franchisés sur 80 départements. L'activité de portage à domicile est exercée en complément d'une activité principale. Les tarifs varient de 40 à 70 francs. La société Allo-Pharma est surtout présente en région parisienne et fonctionne avec des coursiers. Les tarifs sont plus élevés : de 60 francs en journée à 170 francs la nuit et le week-end. Le portage de médicaments à domicile n'est pas remboursé par la Sécurité sociale.

Un décret du 25 juillet 1995 définit les conditions de livraison et de dispensation à domicile des médicaments. Il précise notamment que le paquet servant au transport doit être « opaque », « au nom d'un seul patient » et sa fermeture doit être « telle que le destinataire puisse s'assurer qu'il n'a pas pu être ouvert par un tiers ».

cats pharmaceutiques de France. Avec certains de ses confrères, il admet pourtant que la querelle est un peu vaine pour un marché encore en devenir. Chez Allo-Pharma, qui couvre principalement Paris et sa banlieue, on reconnaît volontiers que le nombre de courses quotidiennes reste faible : treize en moyenne les mois d'hiver, cinq à dix pendant

l'été. Les franchisés du réseau VitalPortage - essentiellement des ambulanciers - travaillent dans cette activité une façon de fidéliser une clientèle. « C'est un moyen de nous diversifier et d'apporter un plus à nos clients », reconnaît Jacques Dambro.

Mais le portage à domicile est dans l'air du temps, comme en attestent le succès des livraisons de pizzas, de spécialités asiatiques et autres plats cuisinés. Le marché semble prometteur pour les médicaments : pourquoi s'embêter à descendre à la pharmacie alors que l'on a une grosse grippe, quarante de fièvre et un coursier prêt à faire le déplacement ? Les personnes à mobilité réduite pourraient bien ne pas être les seules à faire appel à ce type de services. Cet argument n'est sans doute pas étranger à la réaction des pharmaciens. Un malade qui ne vient plus à la pharmacie est aussi un client potentiellement perdu pour tous les produits non pharmaceutiques vendus en officine...

Les craintes des pharmaciens ne sont cependant pas forcément toutes liées à des inquiétudes sur leurs chiffres d'affaires. « Cette polémique a le mérite, reconnaît Bernard Capdeville, de forcer la corporation des pharmaciens à réfléchir à une organisation du portage des médicaments dans le cadre du maintien à domicile des malades autrefois soignés dans le cadre hospitalier. Un phénomène, lui aussi, en développement et qui pourrait poser des problèmes autrement plus délicats que ceux soulevés par une simple grippe.

La lourdeur de certains traitements anticancéreux ou antirétroviraux bientôt disponibles en pharmacie d'officine suppose un minimum de recommandations qu'un coursier - même étudiant en médecine, comme le sont certains des employés d'Allo-Pharma - n'est pas forcément en mesure de donner.

Acacio Pereira

« Une action concertée de nature à entraver l'accès au marché »

Nous publions ci-dessous des extraits de la décision du Conseil de la concurrence du 18 mars condamnant le conseil central de la section A de l'Ordre national des pharmaciens, quatre conseils régionaux de l'Ordre (Lorraine, Alsace, Nord-Pas-de-Calais, Basse-Normandie), ainsi qu'un pharmacien de Vitry-le-François (Marne).



VERBATIM

entreprise de portage de médicaments à domicile (...). Ce faisant, [il] a mis en œuvre une action concertée de boycott de nature à entraver l'accès au marché des entreprises de portage de médicaments à domicile (...).

» Considérant que l'article 7 de l'ordonnance du

1^{er} décembre 1986 prohibe les actions concertées, conventions, ententes expresses ou tacites ou coalitions dès lors qu'elles ont pour objet ou peuvent avoir pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence ; qu'entre ainsi dans le champ de ces dispositions toute pratique dès lors qu'elle a un objet ou peut avoir un effet anticoncurrentiel sur un marché ; qu'ainsi, alors même que la participation des pharmaciens d'officine à l'action concertée des instances ordinaires ne serait pas démontrée, les communications et courriers diffusés par celles-ci étaient, pour partie d'entre eux, destinés aux pharmaciens d'officine, avaient pour objet de les mettre en garde contre les services de portage de médicaments à domicile et pouvaient avoir pour effet d'empêcher l'accès au marché des entreprises proposant ce type de service (...).

» L'Ordre national des pharmaciens (...) sort de sa mission en diffusant des mises en garde constituant un appel à un boycott collectif du portage de médicaments à domicile.

Le tribunal du Mans relaxe dix-sept chirurgiens et un PDG soupçonnés d'escroquerie à la Sécurité sociale

« FABULEUX ! » « Absurde ! » « Ahurissant ! » L'avocat de la caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) de La Sarthe, M. Yves Baudelot, n'en revenait pas, jeudi 24 juillet, à la lecture du jugement du tribunal correctionnel du Mans. Les juges ont en effet décidé, trois semaines après l'audience, de relaxer dix-sept chirurgiens exerçant dans des cliniques privées et l'ancien PDG de la société Prolig. Ils étaient prévenus dans une affaire d'escroquerie à la Sécurité sociale portant sur des commissions d'une quinzaine de millions de francs et dans laquelle dix caisses primaires, dix-huit caisses de mutualité sociale agricole et le conseil national de l'ordre des médecins s'étaient portés partie civile. Patrick Cruchet, l'ex-PDG de Prolig, principal suspect dans ce dossier, a effectué plus de trois mois de détention préventive.

Le 2 juillet, à l'issue de trois jours de débats, le procureur de la République, Jean-Claude Thin, avait requis trois ans de prison, dont la moitié ferme et « une très lourde amende » à l'encontre de Patrick Cruchet, ainsi que des peines de six à dix-huit mois de prison avec sursis et une amende d'au moins 10 000 francs à l'encontre des dix-sept chirurgiens, poursuivis pour « complicité et recel d'escroquerie ».

Alertée en 1990 par une enquête de la mutualité sociale agricole s'étonnant du montant pour le moins élevé de certains remboursements de prothèses de hanche, la CPAM de La Sarthe avait décidé de mener ses propres investiga-

tions. Après un « épiluchage » en règle de plus de cent quarante factures par un médecin inspecteur de la caisse, des écarts de prix allant jusqu'à 2,4 entre les prothèses Prolig et les autres avaient été relevés. Les remboursements s'élevaient au total à 230 millions de francs.

UNE PRÉFÉRENCE

En décembre 1991, le président de la CPAM, Maurice Dachary, informait le procureur de la République du Mans de ces douteuses pratiques. Le SRPJ d'Angers fut saisi, puis une information judiciaire ouverte et confiée au juge d'instruction Paul Dary.

Dans ses attendus, le tribunal du Mans, présidé par Jean-François Delcan, estime que « le délit principal n'est pas constitué ; que les faits ne peuvent revêtir aucune autre qualification pénale ; que les délits accessoires de complicité et de recel se retrouvent sans fondement et

qu'aucune autre infraction ne peut être reprochée aux médecins ; qu'il convient de prononcer une relaxe générale ». Les magistrats de première instance ont notamment considéré que « le délit de faux et d'usage de faux n'est pas caractérisé puisqu'il n'est pas apporté la preuve d'une surfacturation ».

Le tribunal estime qu'« il n'apparaît pas possible de dire que les prix des prothèses Prolig étaient manifestement excessifs, d'une part parce que (...) l'organisme social remboursait la prothèse quel que soit son montant, ce qui exclut toute notion d'excès, et d'autre part, parce que (...) les prix Prolig, s'ils figuraient dans une « fauchette » haute du marché, n'étaient pas les plus élevés ». Et les juges d'ajouter que « le tarif Prolig était uniformément appliqué quel que soit le médecin posant la prothèse ». Les chirurgiens arguaient pour leur défense qu'ils ne connaissaient pas le prix des matériaux, qu'ils étaient stu-

laire de brevets d'invention de prothèse de la société Prolig, ce qui justifiait leur préférence pour la marque et les sommes qui leur furent versées par Prolig, environ 15 millions de francs en cinq ans.

Le tribunal écrit à cet égard que « ces éventuels stratagèmes n'avaient aucune incidence sur la remise des fonds par l'organisme social, qui les ignorait totalement et remboursait les prothèses indépendamment de toute notion de brevet », précisant qu'« en l'absence de preuve contraire, les factures n'incluaient aucune commission et correspondaient au seul prix de vente des prothèses ».

UNE AUDIENCE « AHURISSANTE »

« Le principe de la manoeuvre, c'est d'être accablé ! s'empare M. Baudelot. Il est vrai qu'un ou deux médecins avaient peut-être une réelle activité inventive, mais il existait une convention de captivité sur un même brevet, dans la plupart des titulaires n'étaient pas d'origine ». L'avocat confie qu'il présentait le jugement de relaxe : il se souvient d'une audience « absolument ahurissante, où les parties civiles étaient considérées comme des gènes et où le juge et ses assesseurs semblaient peu intéressés ».

La CPAM devait réunir son conseil d'administration, vendredi 25 juillet, pour décider de faire appel du jugement. La Caisse nationale d'assurance-maladie devrait pour sa part prendre position sur ce dossier dans le courant de la semaine du 28 juillet.

Laurence Folléa

Meurtre de Violès (Vaucluse) : un suspect mis en examen

UN HOMME AGÉ de trente-quatre ans, soupçonné du viol et du meurtre de Véronique Aznar, dix-neuf ans, dont le corps a été retrouvé, lundi 21 juillet, à Violès (Vaucluse), a été mis en examen, jeudi 24 juillet, à Carpentras, pour homicide volontaire et viol. Jean-Marie Benoit, originaire de Bourgoin-Jallieu (Isère), qui se dit ancien légionnaire, travaillait au montage des manèges pour l'un des forains installés à la fête du village. Il a été incarcéré à la maison d'arrêt d'Avignon. Les enquêteurs, qui attendent des résultats d'analyses et de prélèvements, précisent que « des indices troublants dans la première phase de l'enquête » désigneraient cet homme. Véronique Aznar avait disparu dimanche 20 juillet, alors que la fête des vins de Violès battait son plein. Son corps, couvert de traces de coups et de griffures, en partie déshabillé, avait été retrouvé le lendemain sur un terrain situé à une centaine de mètres de l'antre principal du village.

DÉPÊCHES

■ MEURTRE : une fillette de huit ans et demi a été décapitée, jeudi 24 juillet, par sa mère, qui se trouvait en état de démence, au domicile familial à Lamastre (Ardèche). La mère a été internée dans un hôpital psychiatrique et le père, absent au moment des faits, a été hospitalisé en état de choc.

■ LOGEMENT : la police a évacué, jeudi 24 juillet, 182 personnes - dont 93 enfants - d'un ensemble immobilier vétuste et insalubre du douzième arrondissement de Paris occupé depuis le mois de mai. Une cinquantaine d'entre elles ont passé la nuit de jeudi à vendredi 25 juillet dans la rue. Selon l'association Droit au logement (DAL), le préfet a prononcé un arrêté de péril imminent, justifiant l'évacuation, alors que le tribunal de grande instance avait refusé de prononcer l'expulsion immédiate.

■ JUSTICE : un passeur de drogue a déposé plainte contre X... pour viol, avec constitution de partie civile, auprès du doyen des juges d'instruction du tribunal de Bobigny (Seine-Saint-Denis), le 10 juillet. Au cours de sa détention douanière, le 24 juin 1996, il aurait été déshabillé de force puis violenté à trois reprises par un médecin responsable du Service médical d'urgence (SMU) de l'aéroport de Roissy.

■ COUVRE-FEU : le tribunal administratif d'Orléans a ordonné, jeudi 24 juillet, le sursis à exécution pour « atteinte aux libertés publiques » de l'arrêté du maire de Gien, Jean-Pierre Huntger (RPR), interdisant la circulation la nuit des mineurs de moins de douze ans non accompagnés. Le même jour, la préfecture de Seine-Saint-Denis a déféré devant le tribunal administratif un arrêté similaire pris par le député-maire d'Annay-sous-Bois, Jean-Claude Abrioux (RPR), et demandé son sursis à exécution.

Le Monde des INITIATIVES LOCALES

LES OFFRES D'EMPLOIS CADRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Cadres Territoriaux

SÈVRES



UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Cadre A de la fonction publique.

Sous l'autorité et en collaboration directe avec le Secrétaire Général, vous participerez à la direction générale des services de la commune.

Vous serez chargé en particulier de la direction des services sociaux et économiques, ainsi que de la coordination des services culturels (bibliothèque/médiathèque, conservatoire de musique, archives).

De formation universitaire supérieure, vous justifierez d'une expérience significative en collectivité.

Force de proposition, vous ferez preuve de capacités d'analyse et d'une grande disponibilité.

Recrutement sur l'emploi fonctionnel de S.G.A.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV et photo à Monsieur le Maire, BP 76, 92311 SÈVRES CEDEX.



15 mn RER A de Paris
2^e ville des Yvelines
50440 habitants

recrute pour son service logement

UN ATTACHÉ OU UN RÉDACTEUR

Placé(e) sous l'autorité hiérarchique du directeur de l'action sociale, de la santé et de logement, vous serez chargé(e) :

- de gérer le service du logement avec l'objectif d'une amélioration constante de la qualité de l'accueil du public ;
- de gérer le fichier des demandes de logements sociaux ;
- d'assurer le suivi des attributions de logements ;
- d'assurer des relations de qualité avec l'ensemble des partenaires (bailleurs sociaux, services municipaux, préfet, etc.) ;
- d'organiser le travail de votre équipe (3 personnes), en introduisant et en généralisant l'utilisation de moyens informatiques ;
- de conduire l'évolution du service et l'extension de ses missions.

Vous êtes un homme ou une femme de terrain, familier(e) avec l'outil informatique, possédant une aisance relationnelle et une expérience réussie dans une collectivité territoriale.

Rémunération + régime indemnitaire + prime annuelle.

Merci d'adresser votre CV accompagné d'une lettre de motivation à M. le Maire, 2 rue Buffon, B.P. 275, 78506 Sartroville cedex.



La Collectivité Territoriale de Corse recrute

UN CONSERVATEUR DU PATRIMOINE

Catégorie A

- **Nature des fonctions :** Recrutement statutaire : conservateur territorial du patrimoine. Placé sous l'autorité du Directeur du Patrimoine, de l'Action Culturelle, de la Jeunesse et des Sports.
- **Profil du poste :** Conservateur du patrimoine, option musées. Spécialité ethnologie. Expérience de la conception et de la réalisation des expositions fortement souhaitée.
- **Implantation du poste :** Musée régional d'Anthropologie de la Corse à Corté.

- Les dossiers de candidature, comprenant :
 - Curriculum vitae.
 - Photocopies des diplômes.
 - Lettre de motivation.
 - Photo d'identité.

seront à adresser avant le 15 août 1997 à :

Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Corse - Direction des Ressources Humaines, des Affaires juridiques et de l'Architecture - Hôtel de Région 22, cours Grandval - B.P. 215 20187 AJACIO Cedex.

Pour tout renseignement complémentaire s'adresser à :

- Monsieur le Directeur du Patrimoine, de l'Action Culturelle, de la Jeunesse et des Sports - Téléphone : 04.95.51.65.10
- Monsieur le Conservateur du Musée de la Corse - Téléphone : 04.95.45.25.45



un Attaché, Chef de service h/f

La Région Limousine recrute d'urgence par voie de mutation ou de détachement pour la Direction de la Formation, service Enseignement Secondaire, Enseignement Supérieur et Recherche.

Sous l'autorité du Directeur de la Formation, vous serez chargé :

- de l'encadrement et de l'animation du service,
- de la préparation et du suivi des politiques régionales en faveur de l'enseignement secondaire (hors travaux), de l'enseignement supérieur et de la recherche.

De formation supérieure (Bac + 4 et plus), vous avez une ou des expériences dans un ou plusieurs secteurs relevant de ce service et/ou au sein d'une autre collectivité. Attaché territorial (ou équivalent), vous faites preuve de capacités rédactionnelles et relationnelles.

Poste à pourvoir le plus rapidement possible.

Merci d'adresser votre lettre de motivation et CV avant le 4 août 1997 à M. le Président du Conseil Régional du Limousin, Service des Ressources Humaines, 27 boulevard de la Cordoie, 87031 Limoges cedex.

VAL-DE-MARNE

Le Conseil général recrute

chargé de mission, services aides d'actions sociales personnes âgées

Grade : Cadre A - Echelon 10 - Poste de service aide sociale aux personnes handicapées et personnes âgées. Fonctions : Elaboration du règlement départemental. Elaboration des chartes de qualité et des conventions types à passer avec les établissements et les services pour personnes âgées et handicapées. Contacts importants avec de multiples institutions et services. Animation de réunions de coordination de réflexion. Travail de synthèse, de conception, et de rédaction.

Qualités : Capacité de synthèse. Connaissances législatives aide sociale. Qualité de coordination et d'animation. Sens relationnel humain. Rigueur. Qualités rédactionnelles.

Merci d'adresser votre candidature à M. le Président du Conseil général du Val-de-Marne, Direction du personnel départemental, Hôtel du Département, ex. de Clément de Saule, 94011 Clifflit cedex.

AVIS DE CONCOURS

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Savoie organise pour son ressort et pour celui du Centre de Gestion de la Drôme un concours sur titres avec épreuve (entretien).

D'EDUCATEUR TERRITORIAL de Jeunes Enfants pour cinq postes.

Dates de l'épreuve : à partir du mercredi 05 novembre 1997.

Conditions d'inscription :
- **Généralistes :** remplir les conditions prévues par la loi n° 83-534 du 13 juillet 1983 modifiée (articles 5 et 6 bis) et par le décret n° 94-163 du 16 février 1994.
- **Particuliers :** être titulaire du diplôme d'Etat d'Educateur de Jeunes Enfants.

Retrait des dossiers de candidature : du 11 août 1997 au 10 septembre 1997 inclus sur place (8h 12 h - 14h 17h) au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Savoie - Immeuble OMEGA - 53 rue de la République 73000 BARBERAZ ou par courrier (joindre une enveloppe de format 24 x 32 affranchie à 6,70 F et libellée aux nom et adresse du candidat).

Les dossiers de candidature complets devront être déposés ou expédiés exclusivement au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Savoie.

Les dossiers déposés directement dans les locaux du Centre de Gestion seront acceptés jusqu'au lundi 29 septembre 1997 à 18 heures.

Les dossiers expédiés par voie postale devront être déposés à la poste au plus tard le lundi 29 septembre 1997 à minuit le cachet de la poste faisant foi.

Le Syndicat d'Aménagement du Thiérès recrute un

Animateur culturel spécialiste du milieu rural

MISSIONS :
- Favoriser la coordination des associations culturelles entre elles (soutien des activités par exemple) - assurer un travail technique (assistance administrative, recherche de financement, etc.) - organiser et mettre en œuvre la politique culturelle, issue de la concertation avec le Conseil Général, selon les moyens les mieux appropriés au territoire et en double relation avec l'ensemble des partenaires (Alts, associations, enseignants, etc.).

PROFIL :
Le candidat devra avoir une formation dans le domaine de la culture du milieu rural ou DES ou être autodidacte confirmé en la matière. Une grande capacité d'écoute et des dispositions pour l'animation sont nécessaires. Des connaissances en informatique (Word, Excel) et en régie générale seraient appréciées. Bilingualité française anglaise (anglais, espagnol).

NIVEAU DE SALAIRE : En fonction du niveau et de l'expérience. Les candidatures sont à adresser avant le 1er septembre 1997 à : Madame la Présidente du Syndicat d'Aménagement du Thiérès - 38000 SAINT MARTIN DE CLELLES.

313 000 Cadres de l'administration sont des lecteurs du Monde.

Pour tous renseignements, contactez Sacha LAUZANNE au 01.42.17.39.34

source IPSOS Cadres actifs 1996 LNM

Ingénieurs et Informaticiens

LILLE METROPOLE Communauté Urbaine

Rejoindre Lille Métropole-Communauté Urbaine, c'est mettre ses compétences au service de la coopération intercommunale pour le développement d'une Métropole qui rassemble 87 communes et plus d'un million d'habitants. Avec un budget de 7 milliards de francs, la Communauté Urbaine de Lille intervient dans le domaine de l'aménagement et gère les services publics de transports en commun, voirie, écologie urbaine...

Ainsi, rejoindre Lille Métropole-Communauté Urbaine, c'est travailler à l'émergence d'une grande agglomération internationale puissante, moteur du développement local, régional et transnational.

Ingénieur d'études

(Ingénieur subdivisionnaire par voie de mutation, de détachement ou après concours)

Missions : Lille Métropole-Communauté Urbaine met en place un ambitieux schéma de gestion des résidus urbains articulé autour du triptyque "jeter moins, trier plus et traiter mieux". Une collecte sélective des ordures ménagères d'ores et déjà appliquée pour 200 000 habitants sera progressivement généralisée à l'ensemble de la population.

Dans ce cadre, vous réalisez l'ensemble des études sur la conception, l'expérimentation et le contrôle des nouveaux modes de collecte sélective, en relation étroite avec les équipes d'exploitation :

- Vous analysez et contrôlez les résultats obtenus dans les phases d'expérimentation puis de mise en œuvre.
- Vous êtes également chargé de l'élaboration et du suivi des marchés s'y rapportant.

Profil : Après une formation supérieure scientifique (école d'ingénieurs, 3ème cycle universitaire), vous souhaitez exercer un travail d'études servi par vos capacités d'analyse et de synthèse. Vous maîtrisez les outils statistiques ainsi que l'utilisation des outils bureautiques (Excel, Access).

Votre motivation pour le domaine de l'environnement est un atout supplémentaire. Merci d'adresser votre candidature par lettre manuscrite avec curriculum vitae et photo sous réf. 96-56 LM à M. le Président de la Communauté Urbaine de Lille, Service Développement des Ressources Humaines, 1 rue du Ballon, BP 749, 59034 LILLE Cedex.

RÉGIONS

LE MONDE / SAMEI 26 JUILLET 1997

ÉQUIPEMENT Le projet de construction d'une ligne électrique à très haute tension entre la Savoie et l'Italie se heurte à l'opposition des associations de protection de la nature

et de la majorité des élus de la vallée de la Maurienne. ● **LES OPPOSANTS** ont adressé le 8 juillet au ministre de l'environnement une lettre pour protester contre cette réalisation d'une

ligne de deux fois 400 000 volts entre Grande-Île, près de Montmélian (Savoie), et Piosasco, dans le Piémont italien. ● **CE PROJET** souhaité par EDF pour exporter du courant sur le ré-

seau électrique italien est considéré, par les autorités européennes, comme « l'un des projets énergétiques prioritaires d'intérêt commun pour l'Union européenne ». ● **LES**

élus dénoncent le coût élevé et les conséquences pour l'environnement de cette construction dans une vallée déjà traversée par une autre ligne à très haute tension.

Les Savoyards refusent une deuxième ligne à très haute tension en Maurienne

90 % des communes concernées par le projet dénoncent le coût et les conséquences pour l'environnement de la construction d'une ligne de deux fois 400 000 volts entre la Savoie et l'Italie, qui permettrait à EDF de transporter son courant sur le réseau transalpin

CHAMBERY
de notre correspondant
La présence d'un ministre vert au gouvernement ne suffit pas à rassurer totalement les opposants au projet d'une nouvelle ligne à très haute tension (THT) souhaitée par EDF entre la Savoie et l'Italie. Philippe Bost et Annie Colombet, respectivement présidents du Comité d'opposition à la ligne et de l'association Vivre en Maurienne, ont ainsi adressé, le 8 juillet, un courrier au ministre de l'environnement, Dominique Voynet. « Les promesses du gouvernement actuel et tout particulièrement votre volonté de réorienter la politique énergétique trouveraient un large écho dans nos vallées si elles se concrétisaient par l'abandon d'un projet inutile, coûteux et dévastateur », indiquent-ils, ajoutant que « les Savoyards comprennent très mal que la France accorde encore son rôle de centrale nucléaire de l'Europe ».

Une épée de Damoclès est en effet suspendue au-dessus de la vallée de la Maurienne depuis que l'ancien ministre de l'Industrie, Franck Borotra (RPR), a reconduit, en juillet 1996 et pour cinq ans, la déclaration d'utilité publique signée en 1991 autorisant la réalisation d'une ligne de deux fois 400 000 volts entre les postes de Grande-Île, près de Montmélian (Savoie), et de Piosasco, dans le Piémont italien, soit 95 kilomètres côté français et 35 kilomètres côté italien. EDF compte sur cette réalisation pour compléter les liaisons

de son réseau avec celui de l'ENEL, son partenaire italien. Déjà deux lignes de très haute tension traversent les vallées savoyardes de Tarentaise et de Maurienne en direction de la Péninsule. Une troisième permettrait, selon un responsable d'EDF, « de sécuriser le réseau en renforçant l'interconnexion entre les deux pays ».

Retenue lors du sommet européen de Corfu, en juin 1994, la ligne Grande-Île-Piosasco a de nouveau été mentionnée comme « l'un des projets énergétiques prioritaires d'intérêt commun pour l'Union

européenne » lors du sommet d'Essen six mois plus tard. Depuis l'origine, le projet se heurte à l'hostilité des associations de protection de la nature et des élus locaux des deux côtés de la frontière.

PLUSIEURS REVERS

90 % des communes savoyardes concernées par le tracé ont ainsi pris position contre la ligne THT, dont la réalisation entraînerait l'édification de pylônes de 30 à 60 mètres de haut tous les 500 mètres, à l'aplomb d'une vallée qui accueille déjà plusieurs infra-

structures de transport dont une autoroute et la voie ferrée Paris-Mo-

« Ce projet a été mené dans une totale incohérence des procédures », commente Michel Bouvard, député RPR de la troisième circonscription de Savoie (Chambéry-Maurienne), rappelant que le tracé prévu traverse la zone périphérique du parc national de la Vanoise alors que son conseil d'administration n'a même pas été consulté lors de l'enquête publique. Les associations de défense connaissent cependant plusieurs revers devant les juridic-

tions administratives. Déboutées de leur demande de sursis à statuer devant le Conseil d'Etat en mai 1995, elles ont également perdu sur le fond - l'utilité publique du projet - devant le tribunal administratif de Grenoble et ont fait à nouveau appel devant le Conseil d'Etat.

La présence au gouvernement de Michel Barnier (RPR), ancien ministre délégué aux affaires européennes et président du conseil général de la Savoie, avait toutefois empêché EDF de donner les premiers coups de pioche il y a trois

ans. L'élu savoyard a en effet profité de son passage au ministère de l'environnement, entre 1993 et 1995, pour faire suspendre tous les projets de lignes transfrontalières. A la même époque, Jean-Pierre Souvion, ancien directeur général de l'Industrie, critiquait dans un rapport « la toute-puissance d'EDF » (Le Monde du 6 décembre 1994) et suggérait, pour les lignes à haute et très haute tension ayant une vocation transfrontalière, « une contre-expertise portant non seulement sur le tracé mais aussi sur la justification économique des ouvrages et sur les solutions alternatives ».

En mai 1996, une étude de l'Institut d'évaluation des stratégies sur l'énergie et l'environnement en Europe (Inestene) consacrée aux échanges d'électricité en Europe a encore enfoncé le clou. Dans ses conclusions, elle estime que « les exportations d'électricité de l'EDF ne sont rentables ni pour l'économie en général ni pour les consommateurs français », entraînant « un surcroît de risques physiques et financiers et des atteintes à l'environnement ».

Les Savoyards espèrent donc aujourd'hui un signe fort de la part du nouveau gouvernement. Ils ne se privent pas de rappeler qu'un projet similaire à travers les Pyrénées et en direction de l'Espagne, celui de la ligne de 400 000 volts Cazaillan-Aragon, a été abandonné il y a un an sur décision d'Alain Juppé.

Les montgolfières passent par la Lorraine

METZ
correspondance

« La tulle serait que le temps se mette à l'orage. » Dans le canton rural de Chambley, entre Pont-à-Mousson et Longwy (Meurthe-et-Moselle), tout le monde guette févreusement le ciel. Pas pour les moissons, qui ont démarré depuis deux bonnes semaines, mais pour les ballons. Vendredi 25 juillet doit démarrer la cinquième Biennale mondiale de l'aérostation, la grande affaire de la région depuis plus de quinze ans. De l'ancienne base aérienne léguée par l'OTAN il y a une trentaine d'années doivent s'envoler, jusqu'au 3 août, des centaines de montgolfières - un millier, espère Philippe Buron-Pilâtre, qui a voué sa vie à la renaissance du ballon à air chaud dans la patrie de son ancêtre, le marquis François Pilâtre de Rozier, né à Metz en 1754.

Cet ancien journaliste à l'abord jovial, fervent adepte du « à vent », a réussi, à force

d'énergie, à convaincre une kyrielle d'élus et d'industriels de la région que la Lorraine pourrait devenir, une fois tous les deux ans, la capitale mondiale de l'aérostation, au même titre qu'Albuquerque, aux Etats-Unis.

DÉPÔT DE BILAN

Lors du bicentenaire de la Révolution, il avait gagné un premier pari en réunissant sur l'aéroport régional de Metz-Nancy sept cents montgolfières, avant d'installer, quatre ans plus tard, la biennale sur l'ancienne base aérienne de Chambley. Le succès de l'édition 1989 avait toutefois entraîné le dépôt de bilan du pôle aérostatique Pilâtre de Rozier, dont les finances n'avaient pas résisté à l'ampleur du déficit de la manifestation.

Philippe Buron-Pilâtre ne s'en est pas moins obstiné. Le pôle aérostatique a été confié à une société anonyme créée par d'autres passionnés, et la biennale poursuit son vol triom-

phal. Chacune de ses éditions s'attire des centaines de milliers de spectateurs, et les collectivités locales multiplient les efforts pour s'afficher sur les enveloppes multicolores des ballons.

Le petit monde des pilotes n'est pas en reste. Ils affluent du monde entier, y compris des Etats-Unis, qui envoient cette année des équipages d'une vingtaine d'Etats, dotés de moyens qui font pâlir de jalousie leurs collègues européens. Mais la Lorraine accueille aussi des pilotes des Bermudes, du Kenya et même, pour la première fois, du Pakistan.

Dans le canton de Chambley, les commerçants se frottent les mains. En attendant que le petit village ne devienne, au début du vingt et unième siècle, la « cité aéronautique » dont rêvent Philippe Buron-Pilâtre et quelques élus de la région.

Jacques Maillard

Philippe Révil

Le Monde INITIATIVES LOCALES

LES OFFRES D'EMPLOIS CADRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

UNIVERSITÉ CHARLES DE GAULLE

LILLE III

recrute :

UN CHARGE DE LA VALORISATION DE LA RECHERCHE

PROFIL : Le candidat devra :

- assurer l'interface entre la recherche menée à l'Université et le monde institutionnel,
- assurer la valorisation de la recherche,
- réaliser le montage et suivi de projets,

CONNAISSANCES SOUHAITÉES :

- connaissances des « politiques régionales » en matière de recherche,
- capacité à réaliser une réflexion épistémologique sur les Sciences Humaines et sur ses rapports avec les problèmes sociétaux.

DIPLOME : Doctorat en Sciences Humaines.

CONTRAT : CDD 1 an - Possibilité concours Fonction Publique.

REMUNERATION : 9 500 F net par mois environ.

POSTE A POURVOIR : mi-septembre.

Envoyer CV + Lettre manuscrite de motivation à :

Isabelle MARIE-ROSE

DRH - LILLE III

BP 149 - 59653 VILLENEUVE D'ASCQ CEDEX

avant le 8 août 1997



AVIS D'EXAMEN PROFESSIONNEL

LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE L'HERAULT ORGANISE CONJOINTEMENT AVEC LES CENTRES DE GESTION DES PYRENEES ORIENTALES, et des BOUCHES DU RHONE UN EXAMEN PROFESSIONNEL D'ACCES AU GRADE

d'ASSISTANT TERRITORIAL QUALIFIE DE LABORATOIRE HORS CLASSE

Les dossiers de candidature peuvent être retirés du lundi 1er septembre 1997 au lundi 29 septembre 1997 et doivent être déposés complets aux adresses suivantes :

Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des BOUCHES DU RHONE	Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'HERAULT	Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des PYRENEES ORIENTALES
13098 AIX EN PROVENCE Cedex 2 ☎ 04.42.29.65.85	2 rue Edmond Lautard 34184 MONTPELLIER Cedex 4 ☎ 04.67.04.38.81	6 rue de l'Ange BP 901 B6901 PERPIGNAN ☎ 04.68.66.45.54

Date des épreuves écrites : mercredi 26 novembre 1997

Date limite de clôture des inscriptions le lundi 29 septembre 1997 minuit dernier délai (le cachet de la poste faisant foi)

PS : Pour toute demande d'envoi postal, joindre une enveloppe de format 16 x 23 affranchie au tarif en vigueur (plus de 20 grammes)

FERNEY-VOLTAIRE (AIN)

recrute

ATTACHE TERRITORIAL (h/f)

Missions : seconder le Secrétaire Général, traitement et suivi des contentieux.

Profil : maîtrise ou licence de droit public, expérience dans un poste similaire, disponibilité et qualités rédactionnelles.

Rémunération : conditions statutaires.

Poste à pourvoir : 01/10/97

Date limite candidature : 15/08/97

Lettre de motivation, CV + photo à :

M. le Maire - 01210 FERNEY-VOLTAIRE

Ville de Vitry-le-François (Marne)
13.000 habitants - Foyer-Bibliothèque

RECRUTE dans le cadre du développement de sa politique de communication

UN COLLABORATEUR (H ou F)

Il sera chargé, en liaison avec le cabinet du Maire, de définir et mettre en œuvre la stratégie de communication, les relations publiques, les réalisations journalistiques et rédactionnelles de la Ville.

Maîtrise du logiciel « X-Press » et références demandées.

Emploi contractuel ouvert dans le cadre de la fonction publique territoriale. Envoyer C.V. à : E.D.L. (réf. Vitry-le-François) 5, rue de la Pommeraye - 78310 COGNIERES

LA VILLE DE MEUDON (HAUTS-DE-SEINE - 46.000 habitants)

recrute

UN DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION

Poste contractuel ou statutaire à pourvoir en septembre

MISSIONS :

- Diriger et coordonner les actions du service Informations-Communication : accueil, relations publiques, événementiel, information municipale, règle publicitaire et suivi des journaux.
- Superviser la conception-réalisation-diffusion des publications municipales (bulletin municipal, flash infos, annuaires, plaquettes, affiches, etc.).
- Assurer les relations avec la presse.
- Encadrer une équipe de 8 personnes (dont un graphiste PAO et un journaliste)

PROFIL :

- Formation supérieure - Expérience indispensable dans le secteur de la communication locale
- Bonne qualité d'expression écrite et orale - Connaissances des logiciels de PAO et de la chaîne graphique.

QUALITES REQUISES :

Rigueur et sens de l'organisation - Aptitude à diriger et animer une équipe - Grande disponibilité.

Merci d'adresser votre candidature à : Monsieur le Maire de Meudon

Secrétaire Général - 6 avenue le Corbeller - 92195 MEUDON Cedex

AVIS D'EXAMEN PROFESSIONNEL

LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE L'HERAULT ORGANISE CONJOINTEMENT AVEC LES CENTRES DE GESTION DU GARD, et des BOUCHES DU RHONE UN EXAMEN PROFESSIONNEL D'ACCES AU GRADE

d'EDUCATEUR CHEF DE JEUNES ENFANTS TERRITORIAL

Les dossiers de candidature peuvent être retirés du lundi 1er septembre 1997 au lundi 29 septembre 1997 et doivent être déposés complets aux adresses suivantes :

Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des BOUCHES DU RHONE	Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'HERAULT	Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du GARD
13098 AIX EN PROVENCE Cedex 2 ☎ 04.42.29.65.85	2 rue Edmond Lautard 34184 MONTPELLIER Cedex 4 ☎ 04.67.04.38.81	281 Chemin du Mas Coquillard 30900 NIMES ☎ 04.66.38.86.85

Date de l'épreuve écrite : mercredi 26 novembre 1997

Date de l'épreuve orale : A compter du lundi 1er décembre 1997

Date limite de clôture des inscriptions le lundi 29 septembre 1997 minuit dernier délai (le cachet de la poste faisant foi)

PS : Pour toute demande d'envoi postal, joindre une enveloppe de format 16 x 23 affranchie au tarif en vigueur (plus de 20 grammes)

HORIZONS

ENQUÊTE

En cette fin d'année 1993, les tam-tams résonnent jour et nuit dans la brousse ivoirienne. Le « Bélier de Yamoussoukro » est revenu mourir dans le village qui le vit naître et grandir, recevoir avec faste la grande famille des Blancs, et même un pape, dans la gigantesque cathédrale payée, disait-il, sur ses propres dents, et réalité l'argent du cacao et du café, de la rente si convoitée par la France, qu'il avait su tant d'années durant partager avec elle pour mieux régner. Houphouët, un mois plus tôt, est probablement à Genève, où il passait le plus clair de son temps. Mais un roi baoul   se doit de mourir parmi les siens, et on a eu la bonne idée d'annoncer sa fin officielle le 7 décembre, jour anniversaire de l'indépendance de son pays.

A peine un mois plus tard, le 11 janvier 1994, deux sorciers blancs se sont déplacés à Dakar pour une autre cérémonie f  od  bre. Entourés de quelques chefs d'Etat et ministres des finances africains venus jouer, sourire co  trits, les utilités, le ministre français de la coopération, Michel Roussin, et le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), un autre Français, Michel Camdessus, viennent de dévaluer l'Afrique, ou plutôt le franc CFA (Communauté financière africaine). Rançon de la poli-

PATRICK J. O'NEILL/MAGNUM



L'Afrique a ressenti la dévaluation du franc CFA, en janvier 1994, comme « un l  chage » de la part de la France.

FRANCE-AFRIQUE, LES LIAISONS DANGEREUSES

tique du franc fort et de l'atonie durable du dollar, la devise perd brutalement 50 % de sa valeur après un demi-siècle ou presque de stabilité.

Nou, le vieux chef baoul   n'aurait pas voulu voir   a, malgré l'intérêt que la Côte-d'Ivoire trouve à la fin dans ce remède de cheval. Aucun des amis africains de la France ne veut entendre les voix de la révolte, ni les économiques, ni les politiques. Paris parle en paris de marchés. Les « francophones » répondent en cris du cœur. Les voilà l  ch  s, d  cass  s, humiliés, jetés    pasture aux institutions de Bretton Woods, qui r  valent depuis si longtemps de désintégrer la zone franc et sa monnaie coloniale.

Michel Roussin avait prévenu : la France ne fera plus les fins de mois de l'Afrique. Il était temps de s'ajuster.    Libreville, Abidjan, Dakar, Ouagadougou, on se pin  ait pour le croire. Un gouvernement de cohabitation, gaulliste de surcroît – mais si peu –, enfin, un gouvernement balladurien prévoit la lourde responsabilité de casser le CFA. La g  n  che n'aurait jamais os  . Aux experts du Trésor qui assaillaient de notes pro-dévaluation, Pierre B  dougou renvoyait ce message : « Ne plus m'en parler. » Jacques Foccart, conseiller du général de Gaulle pour les affaires africaines, eut beau mettre en garde son successeur à Matignon contre une dévaluation hasardeuse, « l'ami de trente ans » de Jacques Chirac n'en fit rien. Une page se tournait dans les relations France-Afrique.

« Bouche qui mange ne parle pas », dit le proverbe. Longtemps, la métropole et son empire avaient préservé une discrète « politique du ventre » qui permettait à chacun de manger : les entreprises françaises bénéficiaient de marchés privilégiés, chantiers, travaux publics, coo  cations pour la gestio   de l'eau, de l'électricité, des mines et autres richesses. Les pays du champ, gouvernés par des fidèles, recevaient une aide publique au développement, substantielle, qui revenait par flux réguliers vers les partis au pouvoir (mais pas seulement eux) sous forme de valises bourrées de billets ou de simples comptes numérotés. Cette vision patrimoniale du couple franco-africain relevait davantage du marigot qu   de la diplomatie   a toasts et citations dans le texte.

Ouvrait plutôt ici un univers souterrain de réseaux informels mais efficaces où se mêlaient agents de renseignement, militaires en retraite, émissaires plus ou moins accrédités de puissants chefs blancs ou noirs comme tels – Foccart, Pasqua, Mitterrand fils –, ambassadeurs en rupture de ban, francs-maçons, Corses sp  -

cialis  s dans le jeu de hasard, p  trotiers corsaires vendant au plus offrant or noir et poudre aux yeux. Depuis les années 60, ces réseaux prospéraient (« tripartite gentiment », selon l'expression de Guy Penne, conseiller de François Mitterrand pour les affaires africaines).    chaque naissance d'un éléphant blanc (constructeur somptuaire, inutile et co  tueux, très répandue à Afrique de l'Ouest), à chaque ouverture de route, de casino, de PMU, à chaque poignée de main d'un chef d'Etat p  trotier (du Gabon ou du Cameroun) avec un chef de bande français (gauche et droite confondues, à compter de 1981), l'Afrique devenait une affaire de fr  . Ne pas oublier la petite phrase du président gabonais, Omar Bongo : « La France sans l'Afrique est une voiture sans essence ; l'Afrique sans la France est une voiture sans chauffeur. »

Le savait-il ? Edouard Balladur a enfreint le code de bonne conduite à deux reprises. En dévaluant le CFA de moitié, il tapait au portefeuille son futur adversaire à la présidentielle. La reſte africaine de Jacques Chirac s'à trouvait fortement réduite pour le financement de la campagne de 1995. En ommant Philippe Jaffré à la tête d'Elf, le premier ministre de la deuxième cohabitation tarissait – ou détournait au profit de son camp ? – la manne p  troti  re. Au vu de ces deux décisions, nombre d'observateurs africains comprirent qu'Edouard Balladur briguaient l'Élysée... D'autant que son m  riste de l'Intérieur, Charles Pasqua, réactivait ses propres réseaux de collecte (jeux de hasard, retours sur travaux publics réalisés à Gabon par le conseil général des Hauts-de-Seine, appui logistique pour la r  lection d'Omar Bongo, etc.).

Romp   aux curiosités du jeu politique français, le président gabonais aime    répéter qu'il à-

Bibliographie

- Foccart parle, entretiens avec Philippe Gaillard, deux tomes, Fayard-J  me Afrique, 1995 et 1997, Paris.
- La Politique africaine de François Mitterrand, Jean-François Bayart, Karthala, 1984, Paris.
- La série des Dossiers noirs de la politique africaine de la France, Ag  ric/Surviv  -L'Harmattan, Paris.

perd jamais à tier  t, puisqu'il mise sur tous les chevaux. Ainsi va le couple « fran  africain » depuis l'ère des indépendances, un mélange de compromis et de services rendus, sur fonds d'intérêts bien compris. Loin de rebattre les cartes, la g  n  che, parvenue au pouvoir le 10 mai 1981, est entrée dans le jeu trouble des affaires à la petite semaine (incarné par Jean-Christophe Mitterrand et ses amis), des financements occultes, du « diviser pour mieux régner ». Aussi l'idée de réformer les structures de la coopération, de créer une grande agence de développement multilatérale ou de rendre plus transparente la politique africaine est-elle u  e risible chimère.

De rapport Jeanneney (1963) en rapport Hessel, Vivien ou Michalov (entre 1981 et 1994), o  l o'est parvenu à moderniser, pour les assainir, les procédures d'intervention en Afrique. Aux débuts de la V   République, Jacques Foccart régnait sur une équipe d'une centaine de personnes – dont plusieurs Africains – qui cultivait le bien privilégié entre la France et son ancien empire. Foccart recevait chaque jour les rapports du S  dec (Service de documentation extérieure et de co  tre-espionnage) consacrés au « champ », et chaque jour il en rendait compte au général, o  mettant jamais de lui faire signer le moindre télégramme et recevoir le moindre vizeur d'importance ayant affaire avec l'Afrique. « Vous me gaspillez ! Vous me dépensez en menue monnaie ! », protestait de Gaulle, tout en s'exécutant. Pour rien au monde il n'aurait coupé le fil.

Le sphinx des réseaux africains avait les mains libres. Assez pour couvrir l'empoisonnement    Genève de l'opposant Felix Moumi  

par un agent du S  dec, en 1957, ou pour organiser le pont aérien sur le Biafra, dix ans plus tard. Chassé par Giscard, « embauché » par Chirac pendant la première cohabitation avant de revenir par la grande porte à l'Élysée en 1995, Jacques Foccart aura incarné, jusqu'à sa mort, la p  renit   d'une présence française en Afrique food  e sur la raison d'Etat et sur la prospérité des entreprises et l'assistance sociale aux présidents noirs et à leurs cliques (fournitures de visas, d'adresses de tailleurs, de bourses universitaires, etc.).    la fin de sa vie, il aura réussi à enlever la réforme du ministère de la coopération (et son absorption par le Quai d'Orsay) voulue par Alain Juppé et Dominique de Villepin.

EXÉCUTANTS de moindres   vergure, Guy Penne et Jean-Christophe Mitterrand, qui n'ont jamais caché leurs bonnes relations avec les « réseaux Foccart », creusèrent le même sillon, dans un style modeste pour le premier, débraillé pour le second. Où prêta à ce dernier plus qu'il à pouvait faire (notamment l'expédition de missiles vers l'Afrique du Sud). Mais, pour les générations m  nantes du continent, la France de cette fin de siècle, avec ses habitudes affairistes et m  fieuses, sa coo  plomatie africaine, ses interventions militaires ou paramilitaires hasardeuses (y compris    l'époque de Valéry Giscard d'Estaing, avec l'opération « Crevette » menée par Bob Denard au Bénin ou celle du même Denard aux Comores), cette France était décidément bien encombrante, et décevante. Saos oublier ses conseillers si prévenants : l'avocat

Verg  s et le professeur Debbasch, auprès de Goassin   Eyad  ma, au Togo ; le général Jean-Pierre Lacaze, auprès de Mobutu, au Zaïre ; le colonel Jean-Claude Mantoo, longtemps « proconsul » de Centrafrique aux côtés du président Kolingba ; l'ancien ambassadeur de France Yvon Omnes, dévoué conseiller du président camerounais Paul Biya. La liste est longue.

Le 10 mai 1981 o'a pas porté de fruits en Afrique. Incarcéré dans une prison togolaise, le futur foodateur de l'hebdomadaire *L'Afrique Afrique*, Jean-Baptiste Placca, sautait de joie dans sa cellule, espérant que ce cbaogemeot à France anno  ait la liberté pour son pays. Il a fallu déchanter. Mitterrand a conforté Eyad  ma, et « Papamadi   » a introduit au Togo son ami Jean-Pierre Fleury, patron d'Ad  fi International, une agence de communication qui filma  t à l'occasion les manifestations d'opposants africains en France. Tout à continué. La Carrefour du développement, le Rwanda, la dévaluation du franc CFA, la restauration des dictateurs, jusqu'à l'insupportable Mobutu, jusqu'à la percée si décriée, si redoutée, des Américains. O  t-ils gagné l'Afrique à mesure que la France la perdait ? Avant sa brutale disparition, en avril 1996, le secrétaire américain au commerce Rou Brown avait défini l'ambition de Washington : « Le marché africain, disait-il, a un potentiel similaire à celui de l'Amérique latine il y a dix ans, ou de l'Asie il y a quinze ans. »

Quand la France continue de regarder ce continent comme une chasse gard  e peuplée d'assistés, les Etats-Unis voient, à tort ou à raison, un capitalisme émergent, sept cents millions de consommateurs. Déjà présents sur le pétrole

du golfe de Guinée – et du Tchad –, les voici à l'affût des grandes privatisations. U  e stratégie opportuniste où le calcul à s'accompagne d'aucune stratégie globale d'entraîne. L'Amérique distoque sans état d'  me l'Afrique « utile » de l'Afrique « inutile ». L'intervention man  qu  e en Somalie l'a dissuadée pour longtemps de jouer une partie plus ambitieuse de général ou d'arbitre. Seule compte la rente, cette fameuse reſte que la France croyait à jamais sienne. En dénonçant la présence américaine, elle à fait qu'exprimer ses propres doutes.

DEPUIS 1994, le ombre des cadres expatriés    dimin  e de moitié (de dix mille à quelques cinq mille), mais près de sept cent cinquante filiales de grands groupes ont maintenu leur activité dans la zone franc.

D'après le Centre des investisseurs français à Afrique (CIAF), dirigé par l'ancien ministre Jean-Pierre Prieux, « le fonds de commerce de l'investissement ne bouge plus ». Pas de recul. Pas d'avancée à plus. L'immobilisme, à l'image de la diplomatie (sauf une exception : les postes commerciaux des ambassades en Afrique devraient être réduits de 20 %, à la faveur d'un redéploiement vers l'Asie et l'Amérique du Sud).

Deux chiffres soulignent pourtant les échecs : Paris demeure le premier partenaire bilatéral du continent avec 20 % du marché. L'exc  dent commercial France-Afrique présente un solde positif de 23,7 milliards de francs (   comparer avec les 26,3 milliards d'exc  dent dégagés auprès des autres pays membres de l'Union européenne, et surtout avec le déficit de 23 milliards de francs enregistré par les échanges franco-américains).

Pas à pas, Washington incite les pays du continent à conclure des accords de libre-échange plus vastes que les antiques conventions de Lomé, afin de favoriser l'écarter des produits *made in Africa* sur le marché intérieur des Etats-Unis. U  e surech  re se prépare. La France connaît le terrain et les hommes. L'Amérique jouit d  ormais d'un avantage de taille : elle o'a sur ce continent aucun passé.

Eric Fottorino

FIN

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-50
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

Restauration en Albanie

LES communistes sont revenus au pouvoir en Albanie. Dans ce petit État, le plus pauvre et le plus arriéré d'Europe, ils ont gagné des élections libres, pour la deuxième fois depuis la chute du mur de Berlin. Ils ont la majorité au Parlement et depuis le jeudi 24 juillet, ils occupent la présidence de la République et la direction du gouvernement. Il est vrai que, comme leurs homologues d'Europe centrale et balkanique, les communistes d'antan ont changé de nom pour devenir des « socialistes » acceptables dans les aréopages internationaux. Il est vrai aussi que leurs opposants, arrivés au pouvoir en 1992 sous la bannière de la démocratie, n'ont pas donné une image très flatteuse de leurs convictions « libérales ».

Sali Berisha, qui a démissionné mercredi de la présidence de la République, avait lui-même été naguère membre du Parti communiste. Comment en avait-il été autrement dans un pays qui a vécu pendant quarante ans sous un régime où le dogmatisme marxiste-léniniste était défendu dans une splendeur solennelle contre tous les révisionnismes, yougoslaves, soviétiques et même maoïstes ? Le ralliement à l'économie de marché s'est transformé en force tragique. Quand les « pyramides financières » se sont effondrées, au début de cette année, la grande majorité de la population a perdu ses faibles économies. Les traditions tribales, brisées par le système communiste, ont pris le dessus sur des institutions étatiques faibles et corrompues.

Les diverses mafias, souvent liées aux organisations criminelles de l'Italie voisine, ont fait la loi, tandis que la rue était livrée aux bandes armées.

Le retour au pouvoir des post-communistes permettra-t-il de rétablir l'ordre ? Sans doute rétablir la seule force organisée capable de restaurer un embryon d'État et de canaliser les querelles claniques, à défaut de les supprimer. Le nouveau premier ministre, Fatos Nano, qui a passé quelques années en prison sous Berisha pour détournement de fonds, est aujourd'hui accueilli par la famille sociale-démocrate européenne. Il peut ainsi bien suivre l'exemple des post-communistes polonais ou hongrois, dont la conversion à la démocratie ne fait plus de doute, que devenir une sorte d'Ulisses albanais, perdurant sous les apparences d'un régime parlementaire les pratiques sinistres du despotisme.

Le choix ne dépend pas seulement du nouveau pouvoir. Après quelques hésitations, les Européens sont heureusement intervenus pour mettre fin aux incidents armés qui ont tué de même fait 1 800 morts en six mois. La force internationale, commandée par les Italiens, doit partir à la mi-août, mais il faudra continuer à assister une police livrée aux clans. Il faudra aussi aider le nouveau pouvoir à organiser une activité économique qui ne soit pas totalement vouée à la spéculation. Pour que le pays des Aigles échappe à l'obscurantisme et à l'anarchie, la communauté internationale doit rester vigilante et disponible.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani / Dominique Auby, directeur général
Nathalie Bergeon, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Robert Flouret
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Pierre Lhuissier, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges
Laurent Girel, Jean-Luc Lecaillon, Michel Robit, Bernard de la Gervillière
Directeur artistique : Dominique Royette
Rédacteur en chef technique : Eric Azam
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier
Médiateur : Thomas Fereczi
Directeur exécutif : Eric Pélissier / directeur délégué : Anne Chaussonnet
Conseiller de la direction : Alain Rollin / directeur des relations internationales : Daniel Verzet
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Bouvère-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lescaume (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1904
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Bouvère-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Interpresse, Le Monde Presse, Jean Pressat, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

35° à l'ombre de la statue de Bolivar

ON N'EST pas habitué aux cérémonies officielles, place de la Porte-Champerret. Bien que la statue de Simon Bolivar dresse là, entre deux cerisiers, son bronze équestre, les patrons et habitués des bistrots de l'endroit ne possèdent guère la biographie valeureuse du « Libertador » de l'Amérique latine. Mais si d'aventure l'on installe autour du monument les barrières du 14 juillet et si l'on dissimule aux fourches des branches des gueules de haut-parleurs, on est sûr de rassembler un bon public.

Et, comme il y avait hier cent soixante-quatre ans que naissait à Caracas Simon Bolivar, on ajouta même à cet appareil trois jeux de drapeaux, la musique de l'armée de l'air et une tribune aux harangues. La Ville de Paris avait rassemblé ses édiles et invité toute la colonie sud-américaine.

Les discours enflammés promon-

cés dans une ombre de 35° par un président, un ambassadeur et un ministre, tous en jaquette, firent l'admiration des badauds accoudés en manches de chemise aux barrières de l'enceinte provisoire. Un huissier à chaîne, chapeau au bras, transpirait à côté d'un brigadier trop ganté. Un parterre d'élégantes agitaient l'éventail, les paroles officielles et sonorisées jaillies des frondaisons chassaient sur l'assistance des rondes de bestioles ailées et mettaient au plus digne le mouchoir à l'oreille.

Enfin, il fut donné d'ouvrir pour la première fois un hymne à la nation hispano-américaine, qui fut qualifié de « *Marseillaise des peuples hispano-américains* ». Sur son socle, la statue de Bolivar vibrât dans un halo de lumière que reflétaient les cuivres des musiciens.

J.-M. Theolleyre
(26 juillet 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 06-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 06-36-68-03-78

Pour la Cour suprême, comparaison n'est pas déraison

par Michel Rosenfeld

Le juge constitutionnel est au cœur des débats de société. L'exemple des États-Unis, où le contrôle de la loi par le juge remonte à deux cents ans, en est une illustration. Au-delà de cet exemple, quelles sont les conséquences de la mise en place de cours constitutionnelles partout dans le monde ? Plus précisément, quels enseignements les juges américains et européens peuvent-ils tirer de leurs expériences propres ?

Rappelons que, contrairement à la France, où le Conseil constitutionnel est le seul à pouvoir contrôler la loi, aux États-Unis, chaque individu peut invoquer l'inconstitutionnalité d'une loi qu'on lui oppose, devant n'importe quel tribunal. Tout juge américain (à de rares exceptions près) est juge constitutionnel. Si des tribunaux différents peuvent donc donner une interprétation divergente des mêmes règles constitutionnelles, l'unification du droit est assurée par la Cour suprême des États-Unis, qui se prononce en dernier lieu, à l'issue d'une succession de recours en appel. Ainsi, la question que la Cour doit trancher a déjà été largement débattue dans le public.

Chaque année, la Cour suprême, saisie de quelque 8 000 requêtes, en choisit une centaine (un peu plus de 1 %), en fonction de ce qu'elle estime important. Deux affaires jugées ces derniers mois reflètent les préoccupations du moment. Dans la première, la Cour a déclaré à l'unanimité que la Constitution des États-Unis ne garantissait pas de droit général à l'assistance médicale au suicide. Dans la seconde, par contre, à la suite de la plainte de Paula Jones accusant le président Clinton de harcèlement sexuel alors qu'il était gouverneur de l'Arkansas, la Cour a décidé que la responsabilité civile d'un président des États-Unis pouvait être engagée pour des faits qu'il aurait commis avant son entrée en exercice, et a ainsi réaffirmé le principe qu'elle avait énoncé il y a presque deux cents ans : selon la Constitution, nul ne peut se situer au-dessus de la loi.

An centre des grandes controverses éthiques et politiques, la Cour suprême a pu prendre, parfois, des positions qui ont nourri plus qu'elles n'ont apaisé les conflits. Par exemple, en 1857, dans l'affaire *Deed Scott*, la Cour a déclaré inconstitutionnelle une loi

fédérale en faisant prévaloir le droit de propriété du maître sur la liberté de l'esclave. Sévèrement critiquée, à l'époque, par le président Lincoln, la décision de la Cour aurait, selon certains, accéléré le déclenchement de la guerre civile. L'arrêt *Brown*, déclarant, en sens inverse, l'apartheid inconstitutionnel, en 1954, a déclenché un long et intense combat en faveur de l'intégration raciale.

Dans la période récente, la décision *Roe contre Wade*, de 1973, sur l'interruption volontaire de grossesse, est incontestablement celle qui a suscité le plus de controverses, et même des actes de violence. Néanmoins, malgré les pressions extérieures, y compris de la part de certains présidents des États-Unis, la Cour suprême a

France, et surtout l'Allemagne, qui ont pu faire adopter par ces pays leurs modèles de cours constitutionnelles.

Une nouvelle évolution se dessine, qui conduit les juges et les juristes américains à se montrer davantage enclins à goûter les délices du droit comparé. Le souci que certains manifestent de suivre les évolutions de la justice constitutionnelle européenne est notoire.

D'une manière générale, il est vrai que la multiplication des cours constitutionnelles dans le monde donne lieu à un vaste mouvement d'échanges d'informations. Certaines cours n'hésitent pas à citer la jurisprudence de cours étrangères ou celle de la Cour européenne des droits de l'homme du Conseil de l'Europe. Ainsi, par-de-

visions artificielles à l'euthanasie). La conclusion de cette réunion confirme l'hypothèse d'un rapprochement des raisonnements utilisés par les juges et des principes constitutionnels affirmés par eux, même dans le cas où les solutions retenues sont opposées.

Le cas de la législation de l'euthanasie fournit un exemple frappant de ces rapprochements des raisonnements et des principes. Ainsi que le souligne la Cour suprême des États-Unis dans sa décision sur « l'assistance au suicide », l'euthanasie est constitutionnelle selon les Cours d'Australie et de Colombie, mais non selon la Cour suprême du Canada. Néanmoins, toutes ces juridictions sont unanimes quant à leur détermination d'aborder les problèmes difficiles soulevés par l'euthanasie, dans le cadre d'un équilibre entre la liberté de l'individu et la protection de la vie humaine. C'est ainsi que, malgré sa décision contre « l'assistance médicale », la Cour suprême des États-Unis a fortement soutenu l'importance de permettre à l'individu de mourir sans perdre sa dignité. De plus, certains juges, dont Stephen Breyer, ont précisé qu'il n'était pas exclu que, dans le futur, la Cour suprême reconnaisse un droit constitutionnel à l'euthanasie, dans la mesure où cette dernière serait nécessaire pour éviter des souffrances excessives subies par des malades sans espoir de survie.

Ces rencontres entre constitutionnalistes, auxquelles s'associent de plus en plus souvent les juges américains, annoncent une nouvelle vision du droit : un droit qui se mondialise, à l'instar de l'économie. Selon l'opinion dissidente d'un juge de la Cour suprême des États-Unis, formulée dans un arrêt rendu par cette cour en 1932, « c'est un aspect heureux du système fédéral qu'un État courageux puisse seul, si ses citoyens le choisissent, servir de laboratoire, et essayer de nouvelles expériences économiques et sociales, sans risque pour le reste du pays ». Ne peut-on transposer cette remarque à l'échelle de la planète, les laboratoires d'expériences étant alors les différents systèmes nationaux de droit constitutionnel, véritables points de rencontre des débats de société ?

Michel Rosenfeld est professeur de droit constitutionnel à la Cardozo School of Law de New York.

On assiste aujourd'hui – et cela n'est pas sans signification politique – à une ouverture certaine des États-Unis aux autres cultures juridiques du monde

réaffirmé l'existence d'un droit constitutionnel à l'interruption volontaire de grossesse. Parfaitement intégrée dans la société américaine, la justice constitutionnelle aux États-Unis est globalement demeurée à l'abri de l'influence étrangère... à l'exception de celle de l'Angleterre, laquelle est, en vérité, à l'origine du droit américain fondé sur la « *common law* ». Mais on assiste aujourd'hui – et cela n'est pas sans signification politique – à une ouverture certaine des États-Unis aux autres cultures juridiques du monde.

Le processus est progressif. A la fin de la dernière guerre mondiale, les autorités américaines se sont faites inspiratrices, voire « exportatrices », de Constitutions, influençant, par exemple, la rédaction des Constitutions du Japon, en 1947, et de l'Allemagne, en 1949.

La démarche a été poursuivie en 1989, mais sous une autre forme. Cette fois-ci, ce sont des juristes américains qui sont venus prêter leur concours aux pays d'Europe de l'Est pour les aider à jeter les bases de la démocratie constitutionnelle. Force est de constater, cependant, que les traditions juridiques de cette partie de l'Europe sont apparues peu compatibles avec le système américain. C'est la

la diversité des cours, se réalise un indéniable rapprochement de leurs façons de juger. Il y a même convergence entre les principes constitutionnels, dégagés, ici ou là, concernant les droits fondamentaux des citoyens.

Depuis peu, le juge américain a commencé, lui aussi, à tenir compte des enseignements livrés par les jurisprudences des cours autres qu'américaines. La preuve la plus claire en est la référence aux jurisprudences constitutionnelles étrangères faites par la Cour suprême lors de sa décision du 26 juin 1997 sur « l'assistance médicale au suicide ».

Cette évolution s'annonçait déjà, lors de deux manifestations récentes. L'une a réuni, en 1995, dans une faculté de droit de New York, des juges constitutionnels de sept pays (dont Ruth Ginsburg, de la Cour suprême des États-Unis, et Noëlle Lenoir, du Conseil constitutionnel), invités à discuter d'un cas concret fictif (l'exercice de la liberté religieuse à l'école). La seconde rencontre de juges et de professeurs de droit constitutionnel de pays divers (dont Stephen Breyer, de la Cour suprême des États-Unis) s'est tenue à Paris, au Sénat, en février dernier, pour évoquer les problèmes posés au juge lorsqu'il se prononce sur les pratiques de la biomédecine (des procréa-

Van Gogh, ses experts, ses liquidateurs

Suite de la première page

Van Gogh favorise de tels soupçons. On lui doit plus de deux mille œuvres – bulles, dessins, aquarelles – réalisées sur une période très courte, ce qui exclut de pouvoir procéder à des datations stylistiques précises. Rien que pour la période aversoise, il aurait peint plus d'un tableau par jour pendant soixante-dix jours. De surcroît, le peintre a traité souvent à plusieurs reprises les mêmes motifs – on lui attribue une bonne vingtaine de jardins –, avec des titres similaires. Seul un inventaire rigoureux effectué juste après sa mort aurait pu mettre de l'ordre. Mais le seul capable de le dresser, son frère Théo, est mort quelques mois après Vincent. Une liste existe bien, mais elle est tragiquement lacunaire. Dates et dimensions des toiles manquent. Quelques années après la mort de Van Gogh, avec sa consécration, le marché de l'art a obscurci l'histoire de nombre de toiles, qui sont passées de marchand en marchand – prêts, dépôts, ventes, reprises – sans que l'on puisse savoir aujourd'hui de quelle peinture exacte il s'agissait.

Il n'est donc pas étonnant que plusieurs experts se soient plongés dans l'étude d'un des peintres les plus médiatiques au monde, à la cote vertigineuse. Cette « mise en examen » a largement dépassé le cercle des spécialistes, universi-

taires et conservateurs, pour devenir la « chose » d'amateurs, parfois pointus, qui ont multiplié les enquêtes, amassé des indices, rassemblé des kilos de photocopies, alerté la presse et les pouvoirs publics. Un site a même été ouvert sur Internet.

TROIS ARGUMENTS

Pourquoi tant d'acharnement ? Par passion pour Van Gogh – « *Je le connais bien, mon Vincent* », dit un spécialiste. Par goût pour l'énigme. Mais aussi par plaisir de ferrailleur contre l'« établissement » de l'art, dont les uns et les autres dénoncent l'arrogance et l'entêtement. Plus discrets, sont entrés dans le jeu des auteurs d'expositions et de catalogues. Mais ils se méfient les uns des autres, travaillent en solo, se défendent parfois, pris dans des jalousies et des recherches farouchement personnelles.

Tous avancent trois types d'arguments pour contester l'authenticité des œuvres : leur provenance, leur style, et la correspondance du peintre. Mais, hors quelques exceptions, ces experts ne sont d'accord sur rien, se contredisent, ne contestent pas les mêmes tableaux, tirent des conclusions différentes. Comment déduire une vérité d'argumentations dominées par le « possible » et le « probable » ? C'est la notion même d'expertise qui s'en trouve déréglée.

Et quelle vérité ? Ces querelles peuvent distraire ou captiver un moment. Mais réduire le cas Van Gogh à de telles rumeurs, de telles affaires, c'est oublier l'essentiel. Ces controverses hémériques n'apportent aucune information nouvelle sur ce qui importe d'abord : l'œuvre, le peintre. Elles ne font en rien pro-

gresser la connaissance intellectuelle et historique de Van Gogh, qui ne dépend pas de dix ou douze pastiches, mais de l'examen scientifique du corpus et de son analyse plastique, d'une étude renouvelée de la correspondance, d'une enquête sur les lectures poétiques et romanesques, les références esthétiques et morales d'un peintre très complexe, très cultivé, très curieux d'esprit – tout le contraire de l'épileptique génial et écumant de la légende. Ce travail, nécessaire, certains experts le font, mais il est oblié par les polémiques. Il est donc grand temps « qu'un réexamen en profondeur » de l'œuvre, comme le demande Martin Bailey dans *Le Journal des arts*, soit entrepris, et qu'un groupe de recherche international et incontestable, soit mis en

AU COURRIER DU MONDE

L'INVENTION DU SCAPHANDRE AUTONOME

Cousteau n'a en aucun cas inventé le scaphandre autonome en 1943 comme on voudrait nous le faire croire. C'est en 1926 qu'un tel appareil, avec bouteille d'air comprimé portable donnant entière liberté au plongeur, a commencé de révolutionner la plongée sous-marine, grâce aux travaux réalisés par un homme à la carrière déjà exceptionnelle, le commandant Yves Le Prieur, né en 1885 et mort en 1963, sur le scaphandre de Fernel qui dépendait encore du pompage d'air à la surface.

Dès 1933, alors qu'il n'avait cessé d'améliorer ses travaux de 1926, Yves Le Prieur dotait son sca-

place pour mettre de l'ordre dans ce tintamarre.

Car il y a pour tout dire plus choquant. Celui qu'Antoine Artaud avait nommé « le suicide de la société » est devenu l'un des amateurs favoris de ladite société de consommation et du spectacle associés. Qu'est-ce qui se perd ? La violence de la dénonciation, la puissance de la singularité, l'énergie de celui qui refuse les normes. La portée de son œuvre est réduite, son sens oublié. Ne restent que certificats, cantions bancaires, remises en cause, contre-expertises, une « actualité » de Van Gogh, mais la plus pauvre, la plus démunie d'idées et de portée. Vincent est plus célèbre que jamais, oui, mais à ses dépens.

Philippe Dagen
et Michel Guerrin

phandre autonome d'un masque étanche dans lequel arrivait l'air comprimé de la bouteille. En 1935 la machine l'adoptait officiellement sur tous ses bâtiments. Cette même année, Le Prieur fondait avec son ami Jean Fahlberg le premier club de plongée sous-marine, à Paris et à Saint-Raphaël où il résidait.

C'est ainsi qu'en 1937 Cousteau (comme tant d'autres) y était initié à la plongée sous-marine avec le scaphandre autonome Le Prieur (à qui il devait son bonnet rouge d'initié !), ce dont Cousteau ne se cachait pas, au début du moins, comme l'un de ses premiers livres, *Par dix-huit mètres de fond* (Dorel Ed., Paris 1946), en témoigne, dédié « au commandant Yves Le Prieur, pionnier, maître et ami ».

Anne Mesnard Le Prieur,
La Turballe
(Loire-Atlantique)

par Michel Rosenfeld

LUXE Dans un long communiqué publié vendredi 25 juillet, les deux groupes agroalimentaires d'outre-Manche, Guinness et GrandMet, refusent tout compromis avec LVMH. Ils

affirment que leur propre projet de fusion à deux au sein d'une nouvelle entité intitulée GMG Brands est meilleur pour leurs actionnaires. LVMH, qui possède 12,03 % du capital de

Guinness et 11,03 % de celui de GrandMet, voudrait créer le premier groupe mondial de vins et spiritueux en rapprochant les marques des trois groupes. LE GROUPE FRANÇAIS pré-

voit par ailleurs de scinder les autres activités (bière, agroalimentaire, restauration rapide) des deux britanniques en trois entités indépendantes. GUINNESS ET GRANDMET jugent le

projet « inéquitable pour les autres actionnaires ». BERNARD ARNAULT, le président de LVMH, a déjà engagé plus de 12 milliards de francs pour soutenir son projet.

Guinness et GrandMet rejettent les propositions de fusion de LVMH

Les groupes britanniques d'agro-alimentaire estiment que leur projet de fusion à deux est meilleur pour leurs actionnaires. Bernard Arnault, PDG du groupe de luxe français, veut regrouper les différentes marques de champagne et de spiritueux

APRÈS avoir semblé faire des ouvertures de dialogue, les britanniques Guinness et GrandMet opposent une fin de non-recevoir aux propositions de fusion à trois que leur propose le groupe de luxe français LVMH. Dans un long communiqué publié vendredi 25 juillet, les deux groupes agro-alimentaires d'outre-Manche refusent tout compromis. Ils affirment que leur propre projet de fusion à deux au sein d'une nouvelle entité intitulée GMG Brands est meilleur pour leurs actionnaires. LVMH détient d'un accord avec Guinness de 12,03 % de son capital et de 11,03 % de GrandMet voudrait créer un grand groupe de vins et spiritueux en rapprochant les marques des trois groupes. Cette opération suppose de mettre à part, par scission, les autres activités des Britanniques. Trois sociétés différentes seraient créées à cet effet pour la bière, la restauration rapide et l'agro-alimentaire.

« Une scission détruirait plus de valeur (pour l'actionnaire) qu'elle n'en créerait et nous ne pouvons admettre que LVMH prime toute la valeur au détriment de nos autres actionnaires. La fusion GMG Brands est sur les rails et reste prévue pour jan-

vier », indique le communiqué. Faute d'entente, le conflit qui oppose LVMH et Guinness-GrandMet risque de se transformer en une grande bataille boursière en essayant de convaincre les actionnaires que le schéma présenté par son camp est le meilleur. La « création de valeur » ou gain potentiel pour l'actionnaire (shareholders value) devient le cœur du combat. Pour Guinness et GrandMet, le doute n'existe pas : leur projet de fusion de toutes les activités des deux groupes est le plus intéressant. Pour Bernard Arnault, PDG de LVMH, cette solution débouche sur un conglomérat qui sera coté en Bourse (c'est la cas de tous les conglomérats) d'une valeur de 1,6 milliard de livres (16 milliards de francs), une somme perdue par les actionnaires.

Cette décade n'existe pas, soutiennent les deux groupes britanniques : Guinness et GrandMet ne formeraient pas un conglomérat mais un ensemble regroupant deux portefeuilles de marques connues dans l'alimentaire et les boissons. Une structure « qui n'est pas très éloignée de LVMH », souligne une source proche des deux groupes. Les dirigeants de Guinness et

GrandMet ajoutent qu'ils ne s'entendent pas à revoir à tout moment leur périmètre si un médiateur ne leur apporte pas satisfaction. De plus, ajoutent-ils, la scission proposée par M. Arnault « loin de créer de la valeur, en détruirait ». L'éclatement des deux groupes entraînerait un surcoût fiscal de 1,6 milliard de livres, de notament à des impositions aux États-Unis et à des pertes de crédit d'impôt en Grande-Bretagne.

UN ÉLÉMENT « DÉTERMINANT »

Si Guinness et GrandMet reconnaissent que le rapprochement de leurs spiritueux avec Moët-Hennessy peut être intéressant, il n'est pas un élément « déterminant » pour le succès de la fusion. Si LVMH apportait à GMG Brands les 66 % qu'il détient dans les champagne Moët-Hennessy (Guinness possède les 33,3 % restants), le gain pour les actionnaires britanniques « n'équivaut à 10 % du bénéfice opérationnel de GMG Brands », écrivent les deux groupes. Ils constatent aussi que l'essentiel de la croissance de Guinness, notamment en Asie, a été réalisée grâce à des produits qui figurent pas dans l'accord passé entre le groupe et LVMH. Compte

tenu de ces chiffres, l'association de Moët-Hennessy avec Guinness et GrandMet ne justifie pas de remettre en cause le projet de création de GMG Brands qui s'est traduit déjà par une hausse de 20 % des actions des deux groupes en bourse.

George Bull et Tony Greener, présidents de GrandMet et Guinness, veulent toutefois laisser la porte ouverte. Ils se disent prêts à discuter mais à condition « que l'opération crée de la valeur et que celle-ci soit équitablement distribuée à tous les actionnaires ».

LVMH, dans ses projets, s'attribue 35 % du nouveau groupe de spiritueux en contrepartie de l'apport de ses 66 % dans Moët-Hennessy, de 12 % dans Guinness et 11,06 % dans GrandMet. Cette fraction est jugée exorbitante par les deux Britanniques. Ils jugent qu'elle désigne LVMH comme unique bénéficiaire de l'opération. Selon eux, les termes proposés par Bernard Arnault impliquent que le groupe français surestime son apport de 50 % et ceci pour devenir l'actionnaire de référence du nouvel ensemble. « Ce serait une grande première dans l'histoire des affaires », ironise un banquier londonien.

M. Arnault a entrepris de convaincre les actionnaires britanniques notamment les institutionnels. A la City, jeudi 24 juillet, il s'est dit prêt à discuter du pourcentage que LVMH pourrait détenir dans la nouvelle entité, en revanche, il refuse de réviser l'architecture de son projet. Lancement d'une vaste « offensive de charme », selon la presse anglaise, il a affûté ses arguments et ses chiffres pour tenter de convaincre des investisseurs qui le connaissent mal.

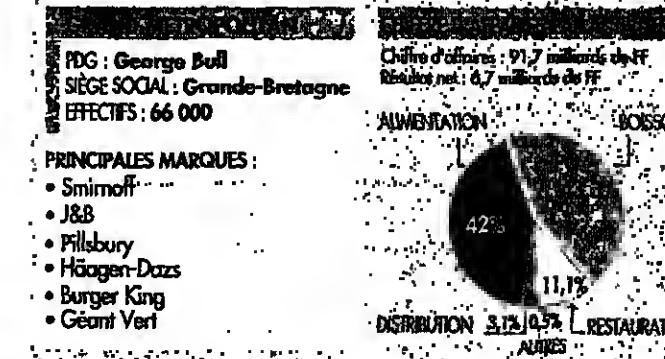
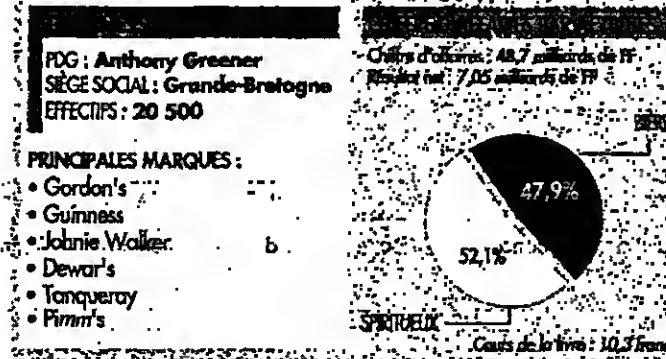
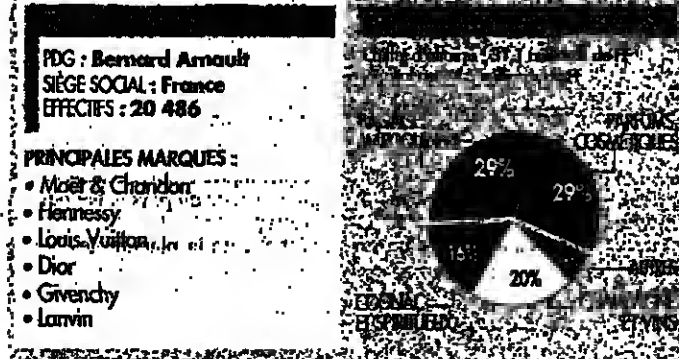
ESTIMATIONS GÉNÉRALES

Selon les estimations de LVMH, une fusion de Moët-Hennessy avec les activités « vins et spiritueux » de GrandMet et Guinness permettrait de réaliser 65 millions de livres (700 millions de francs) d'économies qui s'ajouteraient aux 175 millions de livres d'économies déjà identifiées par GrandMet et Guinness dans leur projet de rapprochement. L'essentiel proviendrait des réductions de coûts dans l'intégration des réseaux de distribution et de la diminution des frais de siège. En outre, souligne LVMH, le nouveau groupe pourra tirer profit de sa première place mondiale sur

cinq des six grandes catégories d'alcools pour attaquer de nouveaux marchés. « Un montant au moins égal (65 millions de livres) de profits opérationnels annuels sera obtenu par la mise en commun des marques de Moët-Hennessy avec celles de GrandMet et Guinness et un marketing commun ».

Guinness et GrandMet jugent les estimations données par LVMH « très généreuses ». Disant refuser toute polémique, ils assurent que, de toute façon, des réductions de coûts peuvent être obtenues sans lancer une opération aussi chère que celle prévue par LVMH. LVMH, vendredi matin, se refusait à faire le moindre commentaire sur le communiqué de Guinness et GrandMet. La réponse des deux groupes, toutefois, laisse très peu de compromis. Bernard Arnault, qui a déjà engagé plus de 12 milliards de francs pour s'opposer à la fusion des deux groupes britanniques, ne devrait pas en rester là. Jeudi 24 juillet, le groupe a continué à vendre du Guinness pour se renforcer dans GrandMet. Une nouvelle phase de la bataille boursière s'engage.

Martine Orange



L'Espagne va privatiser la compagnie d'électricité Endesa

MADRID de notre correspondant C'est décidé, le conseil consultatif des privatisations a donné son accord mercredi 23 juillet et le conseil des ministres, celui d'Endesa, le groupe semi-public de l'électricité espagnole, un des plus rentables, à la fois leader dans la production et la distribution sera privatisé. L'opération se déroulera en deux tranches, une à la rentrée en octobre, l'autre courant 1998. La première portera sur un minimum de 25 % du capital du groupe et un maximum de 35 %.

Contrôlé à 66,9 % par l'État, Endesa a déjà plus de 30 % de son capital déjà coté en Bourse. Un noyau dur d'actionnaires regroupe les entités bancaires Banco de Santander, BCH (Banco Central Hispano) et Argemaria. Particulièrement actif, le groupe dégage un bénéfice net consolidé d'environ 165 milliards de pesetas (6,6 milliards de francs). Il est associé avec la STET, les télécoms italiennes gagnantes de la privatisation de Retevisión (l'équivalent du TDF français), qui deviendra le futur deuxième opérateur de téléphonie de base. La privatisation d'Endesa, va sans doute donner lieu, au mois d'octobre, à l'une des opérations de privatisation les plus importantes effectuées jusqu'ici en Espagne. L'offre publique de vente (OPV) pourra rapporter, selon les estimations du gouvernement, entre « 750 milliards et 1 100 milliards de pesetas » (30 et 44 milliards de francs). D'après le ministre de l'énergie, M. Josep Piqué, 60 % des actions seront destinées aux particuliers et 40 % environ aux investisseurs institutionnels (dont 30 % réservées aux investisseurs étrangers et 10 % aux investisseurs espagnols). En mettant 25 à 35 % des actions d'Endesa sur le marché, le gouver-

nement de José Maria Aznar poursuit ses grandes opérations de privatisations « stratégiques », destinées surtout aux petits porteurs, ce qui lui permet de garder un certain contrôle. Avant Endesa, les deux plus importantes privatisations avaient été celle de la compagnie de télécommunications Telefonica (pour plus de 600 milliards de pesetas) et celle du complexe pétrolier Repsol (pour environ 180 milliards de pesetas).

Marie-Claude Decamps

Philips récolte le fruit financier de ses désinvestissements

LE GROUPE d'électronique néerlandais Philips a bouclé la première moitié de l'exercice 1997 sur un bénéfice net de 1,6 milliard de florins (4,8 milliards de francs), contre 236 millions de florins un an plus tôt. Ces résultats, présentés jeudi 24 juillet, tiennent pour une part à un profit exceptionnel de 481 millions de florins, lié à la vente d'actions d'ASM Lithography (équipements pour la fabrication de circuits intégrés) et à la sortie du capital du fabricant danois d'électronique grand public Bang & Olufsen. Philips, par ailleurs, ne consolide plus les résultats du groupe allemand d'électronique de loisirs Grundig (Le Monde du 22 juillet).

La politique de désinvestissements engagée depuis octobre 1996 par le nouveau PDG, Cor Boonstra, n'explique pas tout.

Les mesures de restructuration ont également joué. En témoigne le résultat d'exploitation, qui, fin juin 1997, s'établit à 1,99 milliard de florins, contre 1,2 milliard un an plus tôt. Toutes les activités sont désormais bénéficiaires. La division grand public (téléviseurs, hi-fi...), cœur d'activité de Philips, revendit ainsi 268 millions de florins de bénéfice opérationnel fin juin 1997, contre 92 millions de pertes fin juin 1996.

CONCURRENCE JAPONAISE

Pour autant, la croissance des ventes du groupe s'est ralentie à 4 % au premier semestre 1997 (à 33,38 milliards de florins). Elle était de 7 % sur la même période en 1996. Philips incrimine la faiblesse de la demande mondiale en téléviseurs, mais aussi

le ralentissement de sa progression en Asie, où il doit faire face à des concurrents japonais favorisés par la valeur du yen. Le groupe met aussi en exergue l'effet des baisses de prix (-6 % sur les six premiers mois de 1997, contre -4 % seulement au premier semestre 1996).

« Les performances sont satisfaisantes, mais nous devons faire plus encore », indique la direction de Philips, qui explique que toutes les unités ont remis des plans stratégiques pour les cinq prochaines années. Des décisions seront prises début 1998, la direction de Philips se déclarant, par exemple, prête « à affronter la question » d'une partition du groupe en filiales indépendantes cotées en Bourse.

Philippe Le Cœur

Compagnie Nationale de Navigation

LA COMPAGNIE NATIONALE DE NAVIGATION (CNN)
RENFORCE SES CAPACITÉS DE STOCKAGE PÉTROLIER

La Compagnie Nationale de Navigation (Groupe Worms & Cie) a signé avec Esys-Montenay, filiale de la Générale des Eaux, l'acquisition de 37 % de la Compagnie Générale Européenne de Stockage (CGES), propriétaire à 100 % de la Compagnie Industrielle Maritime (CIM).

Après le recentrage des activités de la CNN opérée depuis deux ans, cette acquisition a pour objectif la constitution d'un pôle de stockage et de logistique pétrolier à terre, dont l'activité et les résultats sont récurrents.

L'ensemble CGES-CIM, entreprise indépendante de stockage pétrolier, exploite, dans le cadre d'une concession du Port Autonome du Havre, des centres de stockage à Antifer ainsi que des stockages de produits raffinés en pleine propriété en région parisienne et au Havre.

La CNN détient déjà 50 % de la SPD qui possède un centre de stockage à La Pallice et 31 % de la SFDM (pipe-line Donges-Melun-Metz).



■ LA BOURSE DE TOKYO a fini en hausse de 0,51 % vendredi. L'indice Nikkei a gagné 103,31 points, à 20 389,54 points, soutenu par le nouveau record de Wall Street.

■ LE DOLLAR était en hausse vendredi, à 6,1925 francs, 1,8371 mark et 116,58 yens, contre respectivement 6,1662 francs, 1,8290 mark et 115,88 yens jeudi soir.

■ WALL STREET a battu jeudi 25 juillet son 35^e record de l'année et son troisième consécutif cette semaine. L'indice Dow Jones a gagné 28,57 points (+0,35 %), à 8 116,93.

■ OTTMAR ISSING, le chef économiste de la Bundesbank, a indiqué lors d'une interview être « préoccupé » par « la rapidité et l'ampleur de l'affaiblissement » du mark.

■ LES PRIX DU ZINC et de l'aluminium ont poursuivi leur ascension jeudi 24 juillet sur le London Metal Exchange (LME), poussés par la baisse continue des stocks.

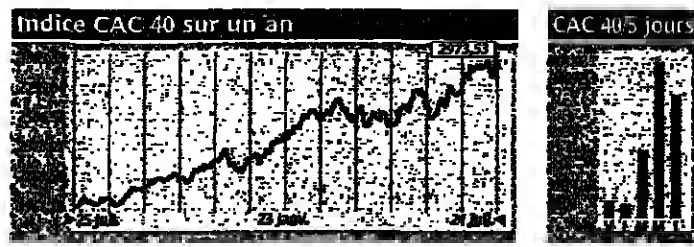
LES PLACES BORSIÈRES



Paris se reprend

APRÈS avoir été victime jeudi de prises de bénéfices au lendemain du record historique battu mercredi, la Bourse de Paris regagnait à l'ouverture du terrain vendredi 25 juillet. L'indice CAC 40, qui avait entamé la séance sur une hausse de 1,29 %, affichait en milieu de journée une progression de 0,66 % à 2 993,04 points.

Les volumes restaient importants, avec 3 milliards de francs échangés à midi. Sur le marché obligataire, le Matif reculait de 36 centimes, à 130,42 points, affecté par la faiblesse des emprunts allemands. Jeudi, Wall Street avait affiché son 35^e record de l'année. « Tous les signaux sont au vert et on ne voit pas pourquoi la Bourse de New York arrêterait sa progression, ce qui peut toujours profiter à Paris. Néanmoins une consolidation de la place parisienne devrait se confirmer, d'autant que sur un plan technique le CAC 40 n'a pas réussi à franchir le seuil des 3 030 points », estimait un boursier.

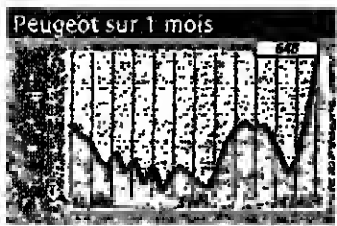


Parmi les valeurs vedettes, la BNP repartait à la hausse (+3,16 %), tout comme la Société générale (+0,90 %) et 78 MF (échanges). Rhône-Poulenc progressait de 2,45 % après l'annonce d'une hausse de 14 % de son bénéfice net au premier semestre 1997, à 1,6 milliard de francs.

Peugeot, valeur du jour

L'ACTION Peugeot a enregistré une hausse étonnante de 5,2 % jeudi 24 juillet à la Bourse de Paris, quand, dans le même temps, l'indice CAC 40 cédait 1 %. La valeur a atteint 648 francs dans un marché de 317 000 titres. Les analystes étaient partagés sur les raisons de cette brusque envolée. Les spécialistes estimaient pour la plupart que le constructeur automobile bénéficie des retombées de la hausse de la livre sterling face au franc. Elle a dépassé les 10,30 francs. Le

groupe Peugeot réalise 12 % de ses ventes au Royaume-Uni. Depuis le début de l'année, la valeur a gagné un peu moins de 11 %.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÉGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 24/07	Var. %	Var. %
Rue Impériale (L)	2500	+0,35	+7,84
Intersol	1400	+0,35	+38,38
DMC (Dollus M)	94,50	+0,35	+24,38
Metaleuro	91,30	+0,35	+116,60
Cher France Ly 8	751	+0,35	+18,28
Cores Européen	14,50	+0,35	+7,07
Casino Guichard	250,30	+0,35	+20,40
B.N.P.	277,40	+0,35	+38,14
Sis Rosagard	116	+0,35	+19,27
St Gallen	1289	+0,35	+2,71

BAISSES, 12h30	Cours au 24/07	Var. %	Var. %
Galeries Lafayette	2400	-0,35	+30,01
Canal +	1125	-0,35	-1,85
Le Grand ADP	800	-0,35	+39,37
Alcatel	1461	-0,35	+47,42
Bull	59	-0,35	+44,62
Lapeyre	374	-0,35	+25,50
Air Liquide	954	-0,35	+17,77
Publicis	591	-0,35	+34,75
S.E.B.	1050	-0,35	+3,24
St Spiridon (SES)	212	-0,35	-9,74

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	Changement	en F
Suez (Cie des)	30892	22623005
Société Générale	25301	199147267
Alcatel Alsthom	22614	17652188
Peugeot	22707	15816033
Schneider SA	42801	150936950
B.N.P.	47094	120011944
AGF-AsiGen-France	47701	102569030
Carrefour	22991	96888469
Unilever	37140	888424160
St Agathe	12675	86078075

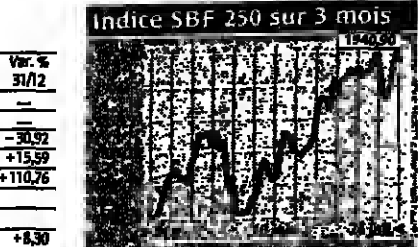
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 24/07	Var. %	Var. %
BO Lease 1	109,30	+0,35	—
Coria Industries	172,70	+0,35	—
Falvey 1	217,60	+0,35	+30,92
Jet Multimédia	734	+0,35	+15,59
Indopost	274	+0,35	+110,26

BAISSES, 12h30	Cours au 24/07	Var. %	Var. %
Cleyns (Ly)	54,15	+0,35	+8,30
Sidex	1212	+0,35	+25,48
Le Nipon N.Jind.	105	+0,35	+29,75
SEEF	8	+0,35	+33,33
André Trigano (Ly)	220	+0,35	+33,33

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Ind. SBF 120	24/07	Var. %
Ind. SBF 250	200,60	+0,35
Ind. Second Marché	190,42	+0,35
Ind. MidCAC	1610,69	+0,35



Nouveau record à Wall Street

LA BOURSE de Tokyo a terminé en léger progrès vendredi 25 juillet, grâce à l'avance de certaines valeurs vedettes dopées par le nouveau record atteint par Wall Street la veille. Le Nikkei 225 a fini la journée sur un gain de 103,31 points (soit 0,51 %), à 20 389,54 points. Mais le nombre de titres en hausse est resté relativement limité. « Ce qui a manqué au Nikkei 225, pour progresser davantage, c'est une hausse de certaines valeurs qui auraient pu profiter de l'avance des valeurs de la technologie », a observé Kenji Katkomi, de Daiwa Securities.

La veille, Wall Street avait battu son trente-cinquième record depuis le début de l'année et son troisième consécutif cette semaine, à l'issue d'une séance en dents de scie, marquée alternativement par l'euphorie

à la suite de bons résultats des sociétés et des vagues de prises de bénéfices. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a gagné 28,57 points (+0,35 %), à 8 116,93. Le principal baromètre de Wall Street a perdu jusqu'à 95 points dans le courant de la journée, sous l'effet de ventes bénéficiaires, avant de remonter la pente grâce à une chasse aux bonnes affaires.

INDICES MONDIAUX	Cours au 24/07	Var. %
Paris CAC 40	2993,04	+0,66
New York DJ	8116,93	+0,35
Tokyo Nikkei	20389,54	+0,51
London FT100	4885	+0,21
Frankfurt Dax 30	4335,24	+0,46
Bruxelles C20	3176,76	+0,21
Stockholm Afters	2605,13	+0,21
Londres FT30	3070,80	+0,21
Hong Kong Hang Seng	15709,20	+0,19
Singapore Straits	1901,28	+0,35

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

	24/07	23/07
Alcoa	84.06	85
Affiliated Signal	92.62	92.18
American Express	76.50	79.06
Bell	35.50	35.68
Borg-Warner	59.43	59.18
Caterpillar Inc.	54.95	55.68
Chevron Corp.	76.37	76.75
Coca-Cola Co.	70	69.66
Disney Corp.	78.61	77.93
Du Pont Nemours & Co.	66.45	67.62
Eastman Kodak Co.	67.93	68.68
Exxon Corp.	61.56	61.43
Gen. Motors Corp.H	58.56	59
Gen. Electric Co.	71.64	72.18
Goodyear T & Rubbe	63.31	63.50
Hewlett-Packard	65	65.81
IBM	107.56	108.18
Intl Paper	59.37	59.62
J.P. Morgan Co.	108.62	107.75
Johnson & Johnson	61.68	62.62
McDonald's Corp.	52	51.81
Merkel & Co.	103.93	104.56
Minneapolis Mfg.&Mfrs	55.40	56.43
Phillip Morris	43.75	42.68
Procter & Gamble C	153.43	152
Sears Roebuck & Co	61.18	59.62
Travelers	69.62	68.31
Union Carb.	52.43	52.75
Unit Technol	85.62	85.62
Wal-Mart Stores	37	36.62

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

	24/07	23/07
Allied Lyons	4,58	4,58
Bardays Bank	12,62	12,62
B.A.T. Industries	13,07	13,07
British Aerospace	13,37	13,37
British Airways	6,34	6,34
British Petroleum	8,34	8,34
British Telecom	4,23	4,23
B.T.R.	1,95	1,95
Cadbury Schweppes	5,86	5,86
Eurotunnel	0,67	0,67
Fortis	1,12	1,12
Glaxo Wellcome	13,52	13,52
Granada Group Plc	7,84	7,84
Grand Metropolitan	6,24	6,24
Guinness	6,03	6,03
Hanson Plc	0,67	0,67
Great Ice	6,12	6,12
H.S.B.C.	20,32	20,32
Imperial Chemical	9,11	9,11
Legal & Gen. Grp	4,26	4,26
Lloyds TSB	6,60	6,60
Marks and Spencer	5,90	5,90
National Westminster	6,67	6,67
Peninsular Orienta	6,23	6,23
Reuters	6,21	6,21
Saatchi and Saatchi	1,35	1,35
Shell Transport	4,36	4,36
Tate and Lyle	4,25	4,25
Unilever Ltd	17,27	17,27
Zeneca	20,52	20,52

FRANCKFORT Les valeurs du DAX 30

Allianz Holding N	24/07	23/07
Basf AG <td>470</td> <td>493</td>	470	493
Bayer AG <td>71,20</td> <td>71,20</td>	71,20	71,20
Bayer AG <td>75,70</td> <td>77,75</td>	75,70	77,75
Bayer AG <td>75,40</td> <td>75,40</td>	75,40	75,40
Bayer AG <td>102,50</td> <td>115</td>	102,50	115
BMW <td>1497</td> <td>1499</td>	1497	1499
Commerzbank <td>62</td> <td>65</td>	62	65
Daimler-Benz AG <td>148</td> <td>148,50</td>	148	148,50
Deutsche Bank AG <td>96,80</td> <td>95</td>	96,80	95
Deutsche Bank AG <td>119</td> <td>126</td>	119	126
Deutsche Telekom <td>43,30</td> <td>43,70</td>	43,30	43,70
Dresdner Bank AG <td>83</td> <td>83,80</td>	83	83,80
Henkel AG <td>104,20</td> <td>102,80</td>	104,20	102,80
Hoechst AG <td>86</td> <td>88</td>	86	88
Karstadt AG <td>666</td> <td>688,50</td>	666	688,50
Linde AG <td>129</td> <td>137,5</td>	129	137,5
MTU Aero Engines <td>95,30</td> <td>95,65</td>	95,30	95,65
Mann AG <td>560</td> <td>563</td>	560	563
Mannesmann AG <td>801</td> <td>807</td>	801	807
Metro <td>95,90</td> <td>218</td>	95,90	218
Muench Rne N <td>6500</td> <td>6680</td>	6500	6680
Preussag AG <td>368</td> <td>365</td>	368	365
Rohr AG <td>77,60</td> <td>78,30</td>	77,60	78,30
Sap VZ <td>446,50</td> <td>445,30</td>	446,50	445,30
Schering AG <td>196,20</td> <td>200,50</td>	196,20	200,50
Siemens AG <td>120,80</td> <td>120,15</td>	120,80	120,15
Thyssen <td>423</td> <td>418</td>	423	418
Veba AG <td>102,60</td> <td>101,30</td>	102,60	101,30
Viel AG <td>773</td> <td>775</td>	773	775
Volkswagen VZ <td>1025</td> <td>1025</td>	1025	1025

New York, Dow Jones sur 3 mois

Londres, FT100 sur 3 mois

Frankfurt, Dax 30 sur 3 mois

LES TAUX

Recul du Matif

LE MARCHÉ obligataire français a ouvert en baisse sensible, vendredi 25 juillet. Après quelques minutes de transactions, le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, cédait 32 centimes, à 130,42 points.

Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 5,46 %, soit 0,10 % au-dessous du rendement du titre allemand de même échéance.

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 24/07	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	5,13	5,35	6,18	1,20
Allemagne	5,97	5,30	6,32	1,80
Grande-Bretagne	6,81	6,46	NC	2,80
Italie	6,94	6,31	7,07	2,50
Japon	0,52	2,48	NC	0,50
États-Unis	5,50	6,75	6,43	3,30

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 24/07	Taux au 23/07	Indice (base 100 fin 96)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	4,22	4,22	98,50
Fonds d'Etat 3 à 7 ans	4,22	4,22	100,09
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,47	5,47	101,48
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	5,81	5,87	101,20
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6,39	6,38	102,67
Obligations françaises	5,76	5,75	101,82
Fonds d'Etat à TME	1,95	1,96	98,28
Fonds d'Etat à TRE	2,18	2,15	98,86
Obligat. franc. à TME	2,20	2,22	99,14
Obligat. franc. à TRE	2,07	2,07	100,14

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

Achat	Vente	Achat	Vente
24/07	24/07	24/07	24/07
Jour le jour	3,1875	3,1825	—
1 mois	3,24	3,23	3,34
3 mois	3,34	3,33	3,38
6 mois	3,44	3,43	3,42
1 an	3,54	3,53	3,52

PIBOR FRANCS	Achat	Vente
Pibor Franc 1 mois	3,3980	3,3978
Pibor Franc 3 mois	3,50	3,4950
Pibor Franc 6 mois	3,4975	3,4950
Pibor Franc 9 mois	3,5000	3,4980
Pibor Franc 12 mois	3,5025	3,5000

PIBOR ECU	Achat	Vente
Pibor Ecu 3 mois	4,2500	4,2498
Pibor Ecu 6 mois	4,2500	4,2498
Pibor Ecu 12 mois	4,2500	4,2498

MATIF	Échéance 24/07	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Sept. 97	170989	130,78	131,16	130,64	130,92	—
Oct. 97	2042	99,96	100,02	99,74	99,74	—
Mars 98	2	99,14	99,14	99,14	99,14	—

PIBOR 3 MOIS	Sept. 97	23/07	24/07	25/07
Sept. 97	23529	96,52	96,57	96,52
Oct. 97	13308	96,41	96,49	96,41
Mars 98	11067	96,32	96,42	96,32
Jun 98	475	96,21	96,57	96,28

ECU LONG TERME	Sept. 97	2044	97,68	98	97,68	97,85
----------------	----------	------	-------	----	-------	-------

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéance 24/07	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
juillet 97	18324	2979	3004	2975	3020
août 97	2429	2990	3040	2990	3033
sept. 97	1284	2998	3050	2998	3041
oct. 97	—	—	—	—	—

LES MONNAIES

Le dollar poursuit son ascension

LE DOLLAR continuait à s'apprécier vendredi 25 juillet dans la matinée, notamment face aux devises européennes. Il s'échangeait à 6,1925 francs, 1,8371 deutsche mark et 116,58 yens, contre respectivement 6,1662 francs, 1,8290 mark et 115,88 yens dans les échanges interbancaires de jeudi soir. Dans un entretien diffusé jeudi soir par une chaîne de télévision allemande, Ottmar Issing, le chef économiste de la Bundesbank, s'est déclaré « préoccupé » par la dépréciation du mark. « Je ne fais pas partie de ceux qui ne sont pas préoccupés » par « la rapidité et l'ampleur de l'affaiblissement » du mark. C'est pourquoi la Bundesbank va continuer à « observer de près et avec la plus grande attention » le développement de la situation.

Dans la foulée du billet vert, la livre s'échangeait vendredi matin à 10,3480 francs, en hausse par rapport aux échanges interbancaires de jeudi à 10,3210 francs.

PARITES DU DOLLAR	24/07	23/07	Var. %
FRANCK : USD/DM	1,8345	1,8345	+0,47
TOKYO : USD/Yens	116	115,88	+0,29

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES	comptant	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar États-Unis	61510	61510	61510	61510	61510
Yen (100)	53104	53104	53104	53104	53104
Deutsche mark	3				

دكان من الذهب

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / SAMEDI 26 JUILLET 1997 / 13

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDREDI 25 JUILLET
Liquidation : 22 août
Taux de report : 3,13
Cours relevés à 12h30

CAC 40
+0,55 %
2989,97

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. Lists various French companies and their stock prices.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. Continuation of French stock prices.

Table with 4 columns: Valeurs Étrangères, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. Lists international stock prices.

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30

VENDREDI 25 JUILLET

Table with 4 columns: Obligations, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. Lists bond prices.

Table with 4 columns: Actions Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. Lists French company stock prices.

Table with 4 columns: Actions Étrangères, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. Lists international company stock prices.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12h30

VENDREDI 25 JUILLET

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. Lists various financial instruments.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. Continuation of second market data.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. Continuation of second market data.

SICAV et FCP

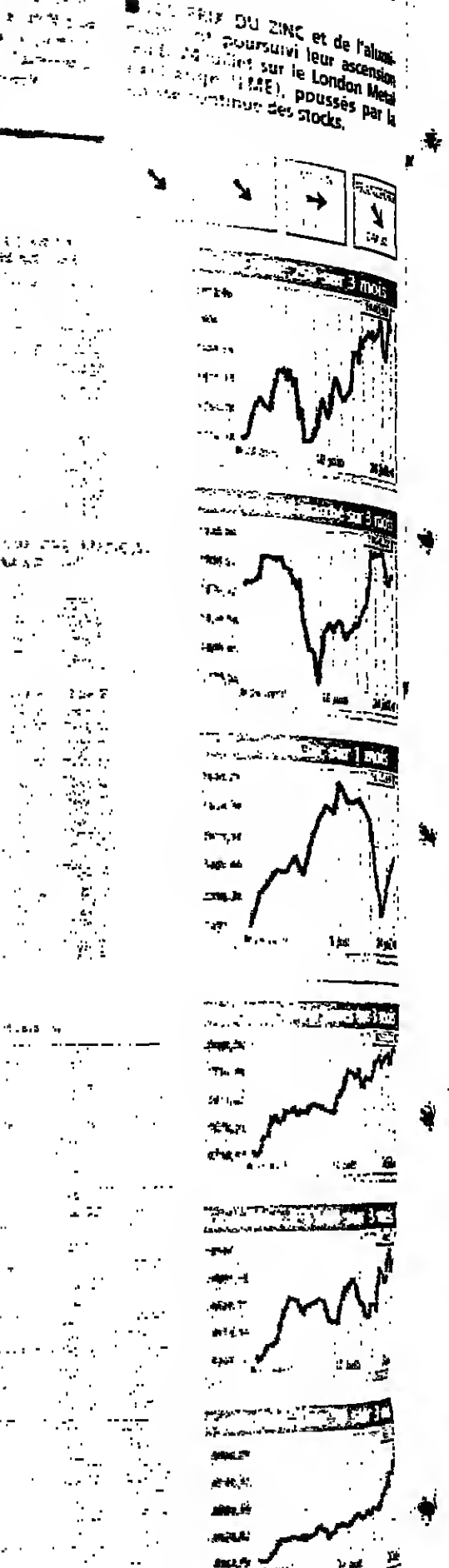
Une sélection Cours de clôture le 24 juillet

Cours de clôture le 24 juillet

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. Lists SICAV and FCP prices.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. Continuation of SICAV and FCP prices.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. Continuation of SICAV and FCP prices.



MATIÈRES PREMIÈRES

TOUR DE FRANCE 1997 Le Grand Ballon et le ballon d'Alsace posés sur la route du peloton, qui courait, jeudi 24 juillet, la 18^e étape, Colmar-Montbéliard (175,5 km),

n'ont rien changé : Jan Ullrich (Telekom) est toujours maillot jaune et Richard Virenque (Festina) reste son dauphin. Les autres leaders, usés, n'ont pas relayé l'offensive du



combatif grimpeur, qui a dû se contenter d'offrir la victoire à son coéquipier Didier Rous, tandis que le capitaine de route de l'équipe Festina, Pascal Hervé, prenait la

deuxième place. Vendredi 25 juillet, le Tour conduisait les coureurs à Dijon, après 172 km de route, au terme desquels les sprinters devaient de reprendre le pouvoir.

Didier Rous conclut victorieusement l'offensive ratée des Festina

Colmar-Montbéliard. Si l'attaque de Richard Virenque contre le maillot jaune Jan Ullrich (Telekom) a tourné court dans la 18^e étape, jeudi 24 juillet, son équipe a quand même placé deux de ses coureurs à l'arrivée et offert la victoire à un autre équipier modèle

MONTBÉLIARD
de notre envoyé spécial
Heureux les simples d'esprit, le Tour de France est à eux. L'équipe Festina n'a qu'une idée en tête : attaquer, tous les jours, par tous les temps. Avec de tels coureurs, il y a toujours du boufre-pif dans l'air. Ces gars-là aiment la bagarre, surtout quand la route se cabre. Pour ces baroudeurs d'altitude, tant qu'il y a de la pente il y a de l'espoir. Qu'ils étaient encore beaux à voir, ces pionsniers partant à l'assaut du Haut-Rhin, jeudi 24 juillet. Ils étaient tous là, ou presque, debout sur les pédales, le regard fixé sur cette ligne des Vosges aussi bleue que leur uniforme.

Cette formation ressemble à une meute de pitbulls cyclistes qui préfèrent mourir plutôt que de lâcher prise. Bruno Roussel, éleveur : « Le matin, je leur dis : "Si vous sentez bien, allez-y !" Je choisis des hommes avec des qualités physiques

mais aussi mentales. Depuis cet hiver, ceux qui sont ici savaient qu'ils allaient faire le Tour : ils se sont donc préparés pour cette course. A l'arrivée, c'est la meilleure équipe de ce peloton et la plus belle que j'ai jamais eue à diriger. »

Il n'est qu'un berger allemand pour parvenir à résister à ces féroces carnassiers. Encore celui-ci a-t-il vacillé sous les morsures, sur le chemin qui menait de Colmar à Montbéliard. « On aurait pu faire basculer le Tour », dit Didier Rous l'a espéré jusqu'au kilomètre 97. Il a bien pensé que sa formation allait réussir dans ces splendides montagnes à vaches ce qu'elle n'était parvenue à atteindre ni dans les Pyrénées ni dans les Alpes : faire plier le maillot jaune Jan Ullrich (Telekom). Elle a échoué une nouvelle et probablement dernière fois. Didier Rous s'est consolé par une belle victoire, venant après celle de Neil Stephens la veille, à Colmar.

Retour sur ces cent premiers kilomètres, qui, s'ils avaient été plus longs, auraient pu changer la face de la course.
Le ballon d'Alsace fut gravi pour la première fois par les coureurs du Tour en 1905. Dire si les Vosges sont terre de connaissance du peloton. Les pentes douces ne semblaient pas propices au combat des chefs.

LA FUGUE DES SANS-GRADÉ
Les « et cetera » du classement général pensaient donc leur jour venu. Ils étaient une ribambelle de déclassés, taraboués par la fatigue, à se dire : « Pourquoi pas moi ? » Laurent Jalabert (ONCE) fut le premier déshérité à laisser pointer son impatience, au pied du Grand Ballon (1 360 mètres). Une quinzaine d'hommes, comme lui orphelins d'une victoire, se lançaient à sa poursuite.
A l'avant du peloton, l'équipe Telekom

délivrait sans compter les fameux « hons de sortie », après avoir vérifié que les bénéficiaires n'étaient d'aucun danger au classement général. Ils furent bientôt vingt et un en fugue. Laurent Jalabert eut bien vite le sentiment de traîner une colonie de vacances. Mais, derrière, l'équipe Festina avait senti Jan Ullrich à la peine. L'impression se confirma à la première accélération de Richard Virenque, au kilomètre 47. « Ce matin, je me suis dit que je n'allais pas quitter ce Tour sans encore essayer », expliquera le Français après coup.

Le fuyard, rejoint notamment par Marco Pantani (Mercatone Uno) et soutenu par Laurent Brochard, compta 23 secondes d'avance sur Jan Ullrich au sommet du Grand Ballon. Aidé en la circonstance par Abraham Olano (Banesto), le maillot jaune rejoindra pourtant ses rivaux dans la descente, au kilomètre 73. Fin du premier acte.

Une fois les ténors de nouveau regroupés, ils se persuadèrent qu'ils avaient assisté à la salve d'honneur des Festina. La route était à nouveau libre. Jaja and Co. s'élançèrent donc à nouveau dans le col du Hundsruck (748 mètres). Successivement, une dizaine de candidats s'égaillèrent dans la pente, avec l'idée d'être le premier sur la ligne. Mais l'équipe de Bruno Roussel n'était pas encore décidée à lâcher. « Richard [Virenque] n'y croyait plus, raconte Pascal Hervé, le capitaine de route de la formation. Mais lui ai dit : "On remet ça !", et on est

par l'Allemand.
Didier Rous et Pascal Hervé partirent donc vers Montbéliard. « Didier roulait tellement vite que je ne pouvais pas prendre les relais, poursuit Pascal Hervé. Je lui ai dit : "Vas-tout seul !" »

Le brave grognard laissait à un autre les bonheurs. Car derrière, une fois la seconde alerte passée, les sans-grade n'osaient plus y croire. Un triste cortège de neuf hommes sans prétensions se forma bien dans la montée du Ballon d'Alsace, dernière difficulté de la journée. Mais c'était là un ramassis

Nouvelle exclusion d'un directeur sportif

L'équipe belge Lotto a perdu un directeur sportif. Jos Braeckvelt a été en effet exclu du Tour de France, jeudi 24 juillet, à l'issue de la 18^e étape, par les commissaires de course, pour avoir aidé illicitement un de ses coureurs, le Français Benoît Salomon (également mis hors course), surpris accroché à la fenêtre arrière de la voiture de son équipe, qui l'a, par la suite, ravitaillé irrégulièrement.
Un confrère de Jos Braeckvelt avait connu le même sort lundi 21 juillet, après l'étape Courchevel-Moraine : il s'agit du Russe Nikolai Gorelov, de l'équipe Roslotto-ZG Mobil. Son exclusion sanctionnait également l'abri prolongé d'un coureur et un ravitaillement irrégulier.

reparti devant. Une attaque de Marco Pantani (Mercatone Uno) a sorti le porteur du maillot à pois de son provisoire abattement.

Aidé de Pascal Hervé et Didier Rous, Richard Virenque a creusé la différence avec Jan Ullrich, accompagné du seul Udo Bolts. L'affaire devenait délicate pour le maillot jaune, isolé à l'arrière, avec la perspective de parcourir près de 80 kilomètres contre tous. L'écart montera jusqu'à une quarantaine de secondes.

LA DÉPRIME DES LEADERS

Mais il n'y a qu'une seule équipe Festina dans le peloton. Abraham Olano et José María Juncos (Banesto), Marco Pantani, Fernando Escarín (Kelme) s'étaient convertis depuis longtemps à l'idée que Jan Ullrich avait remporté le Tour.

Fût-ce pour l'honneur, aucun n'accepta de relayer les Festina. Richard Virenque succomba à son tour à la déprime. « Il m'a dit : "C'est fini, le Tour. Vas-y avec Didier !" », raconte Pascal Hervé. Le porteur du maillot à pois se laissait rattraper

d'âmes en peine, se disant qu'ils avaient décidément mal choisi leur jour, contrôlés aisément par deux coureurs de l'inévitable formation Festina, Pascal Hervé, toujours, et Laurent Dufore.

Quatre minutes devant eux, Didier Rous exultait. Le coureur de Montauban chahutait sur sa bicyclette, lançait des baisers à la volée, applaudissait, tour à tour euphorique. Il signait, à bientôt vingt-sept ans, sa plus belle victoire, franchissant la ligne en pleurs. « La veille, racontait-il, ma femme m'avait dit que c'était la dernière étape que je pourrais gagner. Je lui avais répondu : "Tu parles !" »

Après Neil Stephens, autre travailleur de l'ombre honoraire la veille à Colmar, après Laurent Brochard et Richard Virenque, Didier Rous a fourni une quatrième victoire à Festina dans ce Tour. « On va encore boire la champagne ce soir », a lancé un mécanicien de la formation. Bruno Roussel et les siens n'ont que deux choses à craindre : Jan Ullrich, et les contrôles d'alcoolémie.

Benoît Hopquin

Jean-Cyril Robin, deuxième Français et premier Breton

MONTBÉLIARD
de notre envoyé spécial

Jean-Cyril Robin (US Postal Services) a pris la mouche, au départ de Colmar, jeudi 24 juillet : deux reporters de la télévision française avaient eu le mauvais goût d'évoquer son « anonymat relatif » et son statut de « sans-grade ». Vexé, le Nantais, exilé dans la seule équipe américaine du peloton, tenait à remettre les choses au point. Quinzième du classement général, il est le deuxième Français, derrière Richard Virenque (Festina), et le premier du contingent des douze Bretons engagés sur le Tour. « Il faut défendre cette place, c'était mon objectif de finir dans les dix ou quinze premiers », dit-il sans s'apitoyer sur son résultat enviable au plan national.

Jean-Cyril Robin, athlète longiligne et cycliste élégant, espérait « faire l'étape » entre Colmar et Montbéliard. Deux ballons au programme du jour l'avaient inspiré ; alors, il est parti dès la première ascension, la côte de Guebetschwihr, puis il a fait la route en tête avec une vingtaine d'hommes. Hélas ! pour lui et ses compagnons, Richard Virenque, son ancien leader chez Festina, a attaqué. « Encore une fois, Richard a foué le bazar. Ullrich a été distancé, ils ont fait la course tous les deux, analyse Jean-Cyril Robin. Cela a tout bouleversé, on n'a pas pu prendre la ligne. Les autres années, une échappée comme celle-là, sans aucun coureur dangereux au général, aurait dû prendre cinq minutes d'avance. Derrière, ils auraient dû se regarder. Au lieu de cela, ils se sont fait la guerre et on s'est fait rattraper. »

Après moult rebondissements, Jean-Cyril Robin a tout de même pris la sixième place de l'étape, quinze secondes devant son suivant immédiat au classement général, le Néerlandais Michael Boogerd (Rabobank). Il s'en inquiète : « Maintenant, je dois protéger ma place, j'ai peur de la perdre samedi, dans le contre-la-montre de Mame-la-Vallée. » Le jeune homme à la houppe décolorée n'a pas masqué sa déception de voir tant d'efforts couronnés par un gain aussi mesquin.

DERNIÈRE OCCASION

Son groupe d'échappés, dans lequel figuraient ses anciens partenaires de l'équipe Castorama de ses débuts professionnels, Laurent Roux et Laurent Madouas, n'a pas réussi à entendre. « Personne ne voulait faire le travail avec moi, regrette-t-il. Les mecs roulaient pour dire qu'ils roulaient. Ils essayaient d'en faire le minimum. »

L'occasion de briller sur ce Tour est passée pour le grimpeur de l'US Postal Services. Ce Tour n'en offrira aucune autre à l'ancien grand espoir du cyclisme français. Champion de France Juniors en 1987, Jean-Cyril Robin, vingt-sept ans, avait jusque-là sans cesse repoussé le moment de son éclosion au plus haut niveau. Une invraisemblable succession d'accidents avait infléchi son palmarès : en six ans de professionnalisme, il n'avait récolté que cinq victoires. La dernière remontait aux Quatre Jours de Dunkerque, en 1995.

L'étiquette de perdant commençait à lui coller au quissard lorsqu'il a décidé de quitter les Festina, à la fin de la saison dernière. Expatrié parce qu'on ne lui faisait « pas confiance », Jean-Cyril Robin a dû essayer quelques quolibets du genre : « Tu vas t'enfermer là-bas. » Le natif de Lannion (Côtes-d'Armor) a répondu en obtenant le statut de leader de son équipe pour le Critérium du Dauphiné Libéré, et la troisième place de l'épreuve. Ce bon résultat serait-il le dédicé tant attendu ? « Je ne me suis jamais senti dans de telles dispositions, confiait-il avant le Tour. Faire la course en tête dans la montagne, cela me fait fantasmer. »

Régénéré, l'homme avait débargué à Rouen en arguant de sa « soif de résultats » et de sa volonté de s'illustrer : « Avant, j'étais trop juste pour prendre l'initiative. » Etre dans la montagne « avec les costauds » faisait partie de ses objectifs prioritaires. « J'aurais aimé finir dans les dix premiers, ajoutait-il à Colmar, trois jours avant l'entrée du peloton dans Paris. Mais j'ai connu une petite panne de jambes dans les Pyrénées. » Il avait perdu plus de onze minutes dans la montée vers Arcalis, et quelques illusions. Mais son bilan personnel semble le combler : « J'ai fait ma course tous les jours. Quand je n'étais pas bien, comme à Arcalis, je me suis battu tout seul. J'aurais peut-être dû me mettre un jour dans un gruppéto et attaquer le lendemain. Mais non, j'ai été régulier. Régulier, ça me va bien. »

Eric Collier

RÉSULTATS

18^e étape (175,5 km)

Colmar-Montbéliard

1. D. Rous (Fra., FES), à 1 h 24 min 48 s ; 2. P. Hervé (Fra., FES), à 1 min 9 s ; 3. B. Jalabert (EU, COF), à 5 min 10 s ; 4. L. Rous (Fra., TVM), à 5 min 10 s ; 5. A. Casero (Esp., BAN), à 5 min 11 s ; 6. J.-C. Robin (Fra., USPI), à 5 min 12 s ; 7. L. Dufore (Sui., FES), à 5 min 12 s ; 8. D. Nardello (Ita., MAP), à 5 min 14 s ; 9. M. Belkhan (Esp., BAN), à 5 min 14 s ; 10. L. Madouas (Fra., LOT), à 5 min 18 s ; 11. E. Zabel (All., TEL), à 5 min 28 s ; 12. G.-M. Pagnani (Ita., SAE), à 5 min 28 s ; 13. T. Gouvenou (Fra., BIG), à 5 min 28 s ; 14. P. Charrière (Fra., CSO), à 5 min 28 s ; 15. J. L. Arrieta (Esp., BAN), à 5 min 28 s ; 16. M. Arturghini (Ita., MER), à 5 min 28 s ; 17. O. Snaadon (Ita., ROS), à 5 min 28 s ; 18. F. Senon (Fra., GAN), à 5 min 28 s ; 19. G. Vinciguerra (EU, USPI), à 5 min 28 s ; 20. O. Camenzind (Sui., MAP), à 5 min 28 s ; 21. C. Vassaur (Fra., GAN), à 5 min 28 s ; 22. B. Zberg (Sui., MER), à 5 min 28 s ; 23. C. Mengin (Fra., FDI), à 5 min 28 s ; 24. B. Voskamp (PB, TVM), à 5 min 28 s ; 25. P. Van Hylte (Bel., LOT), à 5 min 28 s ; 26. A. Tati (Ita., MAP), à 5 min 28 s ; 27. V. Elomov (Rus., USPI), à 5 min 28 s ; 28. L. Brochard (Fra., FES), à 5 min 28 s ; 29. R. Virenque (Fra., FES), à 5 min 28 s ; 30. M. Siboni (Ita., MER), à 5 min 28 s ; 31. Z. Jaskula (Pol., MAP), à 5 min 28 s ; 32. O. Agnolotto (Fra., CSO), à 5 min 28 s ; 33. C. Moreau (Fra., FES), à 5 min 28 s ; 34. T. Hamilton (EU, USPI), à 5 min 28 s ; 35. J. Ullrich (All., TEL), à 5 min 28 s ; 36. M. Pantani (Ita., MER), à 5 min 28 s ; 37. A. Olano (Esp., BAN), à 5 min 28 s ; 38. D. Rodriguez (Por., BAN), à 5 min 28 s ; 39. J. Pascual (Esp., KEL), à 5 min 28 s ; 40. F. Gougnot (Fra., CSO), à 5 min 28 s ; 41. E. Zabel (All., TEL), à 5 min 28 s ; 42. G.-M. Pagnani (Ita., SAE), à 5 min 28 s ; 43. T. Gouvenou (Fra., BIG), à 5 min 28 s ; 44. P. Charrière (Fra., CSO), à 5 min 28 s ; 45. J. L. Arrieta (Esp., BAN), à 5 min 28 s ; 46. M. Arturghini (Ita., MER), à 5 min 28 s ; 47. O. Snaadon (Ita., ROS), à 5 min 28 s ; 48. F. Senon (Fra., GAN), à 5 min 28 s ; 49. G. Vinciguerra (EU, USPI), à 5 min 28 s ; 50. O. Camenzind (Sui., MAP), à 5 min 28 s ; 51. C. Vassaur (Fra., GAN), à 5 min 28 s ; 52. B. Zberg (Sui., MER), à 5 min 28 s ; 53. C. Mengin (Fra., FDI), à 5 min 28 s ; 54. B. Voskamp (PB, TVM), à 5 min 28 s ; 55. P. Van Hylte (Bel., LOT), à 5 min 28 s ; 56. A. Tati (Ita., MAP), à 5 min 28 s ; 57. V. Elomov (Rus., USPI), à 5 min 28 s ; 58. L. Brochard (Fra., FES), à 5 min 28 s ; 59. R. Virenque (Fra., FES), à 5 min 28 s ; 60. M. Siboni (Ita., MER), à 5 min 28 s ; 61. Z. Jaskula (Pol., MAP), à 5 min 28 s ; 62. O. Agnolotto (Fra., CSO), à 5 min 28 s ; 63. C. Moreau (Fra., FES), à 5 min 28 s ; 64. T. Hamilton (EU, USPI), à 5 min 28 s ; 65. J. Ullrich (All., TEL), à 5 min 28 s ; 66. M. Pantani (Ita., MER), à 5 min 28 s ; 67. A. Olano (Esp., BAN), à 5 min 28 s ; 68. D. Rodriguez (Por., BAN), à 5 min 28 s ; 69. J. Pascual (Esp., KEL), à 5 min 28 s ; 70. F. Gougnot (Fra., CSO), à 5 min 28 s ; 71. E. Zabel (All., TEL), à 5 min 28 s ; 72. G.-M. Pagnani (Ita., SAE), à 5 min 28 s ; 73. T. Gouvenou (Fra., BIG), à 5 min 28 s ; 74. P. Charrière (Fra., CSO), à 5 min 28 s ; 75. J. L. Arrieta (Esp., BAN), à 5 min 28 s ; 76. M. Arturghini (Ita., MER), à 5 min 28 s ; 77. O. Snaadon (Ita., ROS), à 5 min 28 s ; 78. F. Senon (Fra., GAN), à 5 min 28 s ; 79. G. Vinciguerra (EU, USPI), à 5 min 28 s ; 80. O. Camenzind (Sui., MAP), à 5 min 28 s ; 81. C. Vassaur (Fra., GAN), à 5 min 28 s ; 82. B. Zberg (Sui., MER), à 5 min 28 s ; 83. C. Mengin (Fra., FDI), à 5 min 28 s ; 84. B. Voskamp (PB, TVM), à 5 min 28 s ; 85. P. Van Hylte (Bel., LOT), à 5 min 28 s ; 86. A. Tati (Ita., MAP), à 5 min 28 s ; 87. V. Elomov (Rus., USPI), à 5 min 28 s ; 88. L. Brochard (Fra., FES), à 5 min 28 s ; 89. R. Virenque (Fra., FES), à 5 min 28 s ; 90. M. Siboni (Ita., MER), à 5 min 28 s ; 91. Z. Jaskula (Pol., MAP), à 5 min 28 s ; 92. O. Agnolotto (Fra., CSO), à 5 min 28 s ; 93. C. Moreau (Fra., FES), à 5 min 28 s ; 94. T. Hamilton (EU, USPI), à 5 min 28 s ; 95. J. Ullrich (All., TEL), à 5 min 28 s ; 96. M. Pantani (Ita., MER), à 5 min 28 s ; 97. A. Olano (Esp., BAN), à 5 min 28 s ; 98. D. Rodriguez (Por., BAN), à 5 min 28 s ; 99. J. Pascual (Esp., KEL), à 5 min 28 s ; 100. F. Gougnot (Fra., CSO), à 5 min 28 s ; 101. E. Zabel (All., TEL), à 5 min 28 s ; 102. G.-M. Pagnani (Ita., SAE), à 5 min 28 s ; 103. T. Gouvenou (Fra., BIG), à 5 min 28 s ; 104. P. Charrière (Fra., CSO), à 5 min 28 s ; 105. J. L. Arrieta (Esp., BAN), à 5 min 28 s ; 106. M. Arturghini (Ita., MER), à 5 min 28 s ; 107. O. Snaadon (Ita., ROS), à 5 min 28 s ; 108. F. Senon (Fra., GAN), à 5 min 28 s ; 109. G. Vinciguerra (EU, USPI), à 5 min 28 s ; 110. O. Camenzind (Sui., MAP), à 5 min 28 s ; 111. C. Vassaur (Fra., GAN), à 5 min 28 s ; 112. B. Zberg (Sui., MER), à 5 min 28 s ; 113. C. Mengin (Fra., FDI), à 5 min 28 s ; 114. B. Voskamp (PB, TVM), à 5 min 28 s ; 115. P. Van Hylte (Bel., LOT), à 5 min 28 s ; 116. A. Tati (Ita., MAP), à 5 min 28 s ; 117. V. Elomov (Rus., USPI), à 5 min 28 s ; 118. L. Brochard (Fra., FES), à 5 min 28 s ; 119. R. Virenque (Fra., FES), à 5 min 28 s ; 120. M. Siboni (Ita., MER), à 5 min 28 s ; 121. Z. Jaskula (Pol., MAP), à 5 min 28 s ; 122. O. Agnolotto (Fra., CSO), à 5 min 28 s ; 123. C. Moreau (Fra., FES), à 5 min 28 s ; 124. T. Hamilton (EU, USPI), à 5 min 28 s ; 125. J. Ullrich (All., TEL), à 5 min 28 s ; 126. M. Pantani (Ita., MER), à 5 min 28 s ; 127. A. Olano (Esp., BAN), à 5 min 28 s ; 128. D. Rodriguez (Por., BAN), à 5 min 28 s ; 129. J. Pascual (Esp., KEL), à 5 min 28 s ; 130. F. Gougnot (Fra., CSO), à 5 min 28 s ; 131. E. Zabel (All., TEL), à 5 min 28 s ; 132. G.-M. Pagnani (Ita., SAE), à 5 min 28 s ; 133. T. Gouvenou (Fra., BIG), à 5 min 28 s ; 134. P. Charrière (Fra., CSO), à 5 min 28 s ; 135. J. L. Arrieta (Esp., BAN), à 5 min 28 s ; 136. M. Arturghini (Ita., MER), à 5 min 28 s ; 137. O. Snaadon (Ita., ROS), à 5 min 28 s ; 138. F. Senon (Fra., GAN), à 5 min 28 s ; 139. G. Vinciguerra (EU, USPI), à 5 min 28 s ; 140. O. Camenzind (Sui., MAP), à 5 min 28 s ; 141. C. Vassaur (Fra., GAN), à 5 min 28 s ; 142. B. Zberg (Sui., MER), à 5 min 28 s ; 143. C. Mengin (Fra., FDI), à 5 min 28 s ; 144. B. Voskamp (PB, TVM), à 5 min 28 s ; 145. P. Van Hylte (Bel., LOT), à 5 min 28 s ; 146. A. Tati (Ita., MAP), à 5 min 28 s ; 147. V. Elomov (Rus., USPI), à 5 min 28 s ; 148. L. Brochard (Fra., FES), à 5 min 28 s ; 149. R. Virenque (Fra., FES), à 5 min 28 s ; 150. M. Siboni (Ita., MER), à 5 min 28 s ; 151. Z. Jaskula (Pol., MAP), à 5 min 28 s ; 152. O. Agnolotto (Fra., CSO), à 5 min 28 s ; 153. C. Moreau (Fra., FES), à 5 min 28 s ; 154. T. Hamilton (EU, USPI), à 5 min 28 s ; 155. J. Ullrich (All., TEL), à 5 min 28 s ; 156. M. Pantani (Ita., MER), à 5 min 28 s ; 157. A. Olano (Esp., BAN), à 5 min 28 s ; 158. D. Rodriguez (Por., BAN), à 5 min 28 s ; 159. J. Pascual (Esp., KEL), à 5 min 28 s ; 160. F. Gougnot (Fra., CSO), à 5 min 28 s ; 161. E. Zabel (All., TEL), à 5 min 28 s ; 162. G.-M. Pagnani (Ita., SAE), à 5 min 28 s ; 163. T. Gouvenou (Fra., BIG), à 5 min 28 s ; 164. P. Charrière (Fra., CSO), à 5 min 28 s ; 165. J. L. Arrieta (Esp., BAN), à 5 min 28 s ; 166. M. Arturghini (Ita., MER), à 5 min 28 s ; 167. O. Snaadon (Ita., ROS), à 5 min 28 s ; 168. F. Senon (Fra., GAN), à 5 min 28 s ; 169. G. Vinciguerra (EU, USPI), à 5 min 28 s ; 170. O. Camenzind (Sui., MAP), à 5 min 28 s ; 171. C. Vassaur (Fra., GAN), à 5 min 28 s ; 172. B. Zberg (Sui., MER), à 5 min 28 s ; 173. C. Mengin (Fra., FDI), à 5 min 28 s ; 174. B. Voskamp (PB, TVM), à 5 min 28 s ; 175. P. Van Hylte (Bel., LOT), à 5 min 28 s ; 176. A. Tati (Ita., MAP), à 5 min 28 s ; 177. V. Elomov (Rus., USPI), à 5 min 28 s ; 178. L. Brochard (Fra., FES), à 5 min 28 s ; 179. R. Virenque (Fra., FES), à 5 min 28 s ; 180. M. Siboni (Ita., MER), à 5 min 28 s ; 181. Z. Jaskula (Pol., MAP), à 5 min 28 s ; 182. O. Agnolotto (Fra., CSO), à 5 min 28 s ; 183. C. Moreau (Fra., FES), à 5 min 28 s ; 184. T. Hamilton (EU, USPI), à 5 min 28 s ; 185. J. Ullrich (All., TEL), à 5 min 28 s ; 186. M. Pantani (Ita., MER), à 5 min 28 s ; 187. A. Olano (Esp., BAN), à 5 min 28 s ; 188. D. Rodriguez (Por., BAN), à 5 min 28 s ; 189. J. Pascual (Esp., KEL), à 5 min 28 s ; 190. F. Gougnot (Fra., CSO), à 5 min 28 s ; 191. E. Zabel (All., TEL), à 5 min 28 s ; 192. G.-M. Pagnani (Ita., SAE), à 5 min 28 s ; 193. T. Gouvenou (Fra., BIG), à 5 min 28 s ; 194. P. Charrière (Fra., CSO), à 5 min 28 s ; 195. J. L. Arrieta (Esp., BAN), à 5 min 28 s ; 196. M. Arturghini (Ita., MER), à 5 min 28 s ; 197. O. Snaadon (Ita., ROS), à 5 min 28 s ; 198. F. Senon (Fra., GAN), à 5 min 28 s ; 199. G. Vinciguerra (EU, USPI), à 5 min 28 s ; 200. O. Camenzind (Sui., MAP), à 5 min 28 s ; 201. C. Vassaur (Fra., GAN), à 5 min 28 s ; 202. B. Zberg (Sui., MER), à 5 min 28 s ; 203. C. Mengin (Fra., FDI), à 5 min 28 s ; 204. B. Voskamp (PB, TVM), à 5 min 28 s ; 205. P. Van Hylte (Bel., LOT), à 5 min 28 s ; 206. A. Tati (Ita., MAP), à 5 min 28 s ; 207. V. Elomov (Rus., USPI), à 5 min 28 s ; 208. L. Brochard (Fra., FES), à 5 min 28 s ; 209. R. Virenque (Fra., FES), à 5 min 28 s ; 210. M. Siboni (Ita., MER), à 5 min 28 s ; 211. Z. Jaskula (Pol., MAP), à 5 min 28 s ; 212. O. Agnolotto (Fra., CSO), à 5 min 28 s ; 213. C. Moreau (Fra., FES), à 5 min 28 s ; 214. T. Hamilton (EU, USPI), à 5 min 28 s ; 215. J. Ullrich (All., TEL), à 5 min 28 s ; 216. M. Pantani (Ita., MER), à 5 min 28 s ; 217. A. Olano (Esp., BAN), à 5 min 28 s ; 218. D. Rodriguez (Por., BAN), à 5 min 28 s ; 219. J. Pascual (Esp., KEL), à 5 min 28 s ; 220. F. Gougnot (Fra., CSO), à 5 min 28 s ; 221. E. Zabel (All., TEL), à 5 min 28 s ; 222. G.-M. Pagnani (Ita., SAE), à 5 min 28 s ; 223. T. Gouvenou (Fra., BIG), à 5 min 28 s ; 224. P. Charrière (Fra., CSO), à 5 min 28 s ; 225. J. L. Arrieta (Esp., BAN), à 5 min 28 s ; 226. M. Arturghini (Ita., MER), à 5 min 28 s ; 227. O. Snaadon (Ita., ROS), à 5 min 28 s ; 228. F. Senon (Fra., GAN), à 5 min 28 s ; 229. G. Vinciguerra (EU, USPI), à 5 min 28 s ; 230. O. Camenzind (Sui., MAP), à 5 min 28 s ; 231. C. Vassaur (Fra., GAN), à 5 min 28 s ; 232. B. Zberg (Sui., MER), à 5 min 28 s ; 233. C. Mengin (Fra., FDI), à 5 min 28 s ; 234. B. Voskamp (PB, TVM), à 5 min 28 s ; 235. P. Van Hylte (Bel., LOT), à 5 min 28 s ; 236. A. Tati (Ita., MAP), à 5 min 28 s ; 237. V. Elomov (Rus., USPI), à 5 min 28 s ; 238. L. Brochard (Fra., FES), à 5 min 28 s ; 239. R. Virenque (Fra., FES), à 5 min 28 s ; 240. M. Siboni (Ita., MER), à 5 min 28 s ; 241. Z. Jaskula (Pol., MAP), à 5 min 28 s ; 242. O. Agnolotto (Fra., CSO), à 5 min 28 s ; 243. C. Moreau (Fra., FES), à 5 min 28 s ; 244. T. Hamilton (EU, USPI), à 5 min 28 s ; 245. J. Ullrich (All., TEL), à 5 min 28 s ; 246. M. Pantani (Ita., MER), à 5 min 28 s ; 247. A. Olano (Esp., BAN), à 5 min 28 s ; 248. D. Rodriguez (Por., BAN), à 5 min 28 s ; 249. J. Pascual (Esp., KEL), à 5 min 28 s ; 250. F. Gougnot (Fra., CSO), à 5 min 28 s ; 251. E. Zabel (All., TEL), à 5 min 28 s ; 252. G.-M. Pagnani (Ita., SAE), à 5 min 28 s ; 253. T. Gouvenou (Fra., BIG), à 5 min 28 s ; 254. P. Charrière (Fra., CSO), à 5 min 28 s ; 255. J. L. Arrieta (Esp., BAN), à 5 min 28 s ; 256. M. Arturghini (Ita., MER), à 5 min 28 s ; 257. O. Snaadon (Ita., ROS), à 5 min 28 s ; 258. F. Senon (Fra., GAN), à 5 min 28 s ; 259. G. Vinciguerra (EU, USPI), à 5 min 28 s ; 260. O. Camenzind (Sui., MAP), à 5 min 28 s ; 261. C. Vassaur (Fra., GAN), à 5 min 28 s ; 262. B. Zberg (Sui., MER), à 5 min 28 s ; 263. C. Mengin (Fra., FDI), à 5 min 28 s ; 264. B. Voskamp (PB, TVM), à 5 min 28 s ; 265. P. Van Hylte (Bel., LOT), à 5 min 28 s ; 266. A. Tati (Ita., MAP), à 5 min 28 s ; 267. V. Elomov (Rus., USPI), à 5 min 28 s ; 268. L. Brochard (Fra., FES), à 5 min 28 s ; 269. R. Virenque (Fra., FES), à 5 min 28 s ; 270. M. Siboni (Ita., MER), à 5 min 28 s ; 271. Z. Jaskula (Pol., MAP), à 5 min 28 s ; 272. O. Agnolotto (Fra., CSO), à 5 min 28 s ; 273. C. Moreau (Fra., FES), à 5 min 28 s ; 274. T. Hamilton (EU, USPI), à 5 min 28 s ; 275. J. Ullrich (All., TEL), à 5 min 28 s ; 276. M. Pantani (Ita., MER), à 5 min 28 s ; 277. A. Olano (Esp., BAN), à 5 min 28 s ; 278. D. Rodriguez (Por., BAN), à 5 min 28 s ; 279. J. Pascual (Esp., KEL), à 5 min 28 s ; 280. F. Gougnot (Fra., CSO), à 5 min 28 s ; 281. E. Zabel (All., TEL), à 5 min 28 s ; 282. G.-M. Pagnani (Ita., SAE), à 5 min 28 s ; 283. T. Gouvenou (Fra., BIG), à 5 min 28 s ; 284. P. Charrière (Fra., CSO), à 5 min 28 s ; 285. J. L. Arrieta (Esp., BAN), à 5 min 28 s ; 286. M. Arturghini (Ita., MER), à 5 min 28 s ; 287. O. Snaadon (Ita., ROS), à 5 min 28 s ; 288. F. Senon (Fra., GAN), à 5 min 28 s ; 289. G. Vinciguerra (EU, USPI), à 5 min 28 s ; 290. O. Camenzind (Sui., MAP), à 5 min 28 s ; 291. C. Vassaur (Fra., GAN), à 5 min 28 s ; 292. B. Zberg (Sui., MER), à 5 min 28 s ; 293. C. Mengin (Fra., FDI), à 5 min 28 s ; 294. B. Voskamp (PB, TVM), à 5 min 28 s ; 295. P.

Le détail qui tue

C'était une échappée comme bien d'autres. On en fit une odyssée. Le héros fut mis à l'antenne à la hauteur de Flancher-Bas (440 m). On aurait dû se méfier. Happé par les caméras, le candidat à la victoire fut analysé à coups de gros plans. Son regard ? Serein. Son sourire ? Bien installé. Ses mains ? Femmes sur le cintre. Ses jambes ? Moulinant à merveille. Ses chevilles ? Souples. Son développement ? Un 54 x 12 ou quelque chose du genre, du gros braquet en tout cas. Cet homme-là tirait jusqu'au bout. Il était donc temps de narer sa triomphante : celle de l'équipier modèle complaisant des géants de la route. L'air est connu. On l'entenda donc sans peine.

Durant les 30 kilomètres restants, nous apprîmes en vrac que Didier et nous aurions une femme (Isabelle) et une fille (Camille) – à noter toutefois que, selon Jean-Paul Olivier, le champion aurait deux enfants ; qu'il s'embrassait très fort ; qu'il n'avait pas le temps de « goûter le paysage » ; qu'il était « euphorique ».

On nous révéla aussi que « du côté de Montauban, on [devait] être sacrément contents » et que notre échappé « aurait pu être chef d'orchestre », rapport à ses pestuciations de futur vainqueur. On aurait pu ajouter que sous sens de l'équivalence de Roustan, un tel homme, riche d'acrobatie, n'aurait pas le fit pas. On préféra vanter sa « pêche » et glisser que la victoire d'une bicyclette Peugeot à Montéillard était un « beau cin d'art ». On nous assura pour la millième fois depuis le début de Roustan que « c'est aussi ça le Tour ».

Manquait toutefois le détail, la précieuse intimité, le détail plus vrai que vrai qui vous change une gentille histoire en légende. Cette fois-là, c'est Jean-René Godard qui tenait le scoop : « Il faut préciser que Didier Rous est le grand copain de Laurent Malabert. Depuis cinq ans maintenant, ils y a une tradition : tous les ans, ils s'occupent le Navetel An ensemble et font un gros repas. C'est comme ça qu'ils le qualifient : un gros, grand et bon repas. » Uo diner plantureux le 11 décembre, c'est dingue, non ? Les champions sont vraiment des gens comme les autres.

Michel Dallori

Depuis 1994, TVM et Rabobank ont mis un terme à leurs querelles intestines

MONTBÉLIARD
de notre envoyé spécial

Entre elles, pas d'embrouilles. Rabobank et TVM, les deux équipes néerlandaises du peloton, se sont même faites la promesse mutuelle de ne jamais se « piquer » de coureur hollandais. Comme quoi même les plus obtus peuvent s'ouvrir. Le cyclisme professionnel aux Pays-Bas s'est, en effet, longtemps résumé à une guerre, dont Jan Raas, le manager de Rabobank, fut le Judas.

C'était en 1985. Pilier de la célèbre

L'égide de Panasonic, puis de Novemail, pour la première, de Superconfex, puis de Buckler, puis de Wordperfect, pour la seconde.

Leur plus glorieuse bataille eut lieu à Montlignon, en 1992, dans le cadre du Tour de France. Echappés en compagnie du Français Jean-Claude Colotti et en ballottage très favorable pour la victoire d'étape, le Panasonic Mark Sergeant et le Buckler Frans Maassen se condamnèrent sciemment l'un l'autre, car, dans les deux camps, la défaite du

coffres. Rabobank veut devenir ni plus ni moins que Raleigh, une des meilleures équipes du monde, composée presque en totalité de coureurs nationaux.

UN CYCLISME EN BAISSE

Pour ce faire, Rabobank a tissé une véritable toile sur l'ensemble du territoire néerlandais. Le groupe dispose d'équipes espoirs, juniors et recrute, désormais, à partir de quinze ans.

Si Rabobank dépense une fortune pour s'offrir les services du Danois Rolf Sörensen et de l'Autrichien Peter Luttenberger, surtout (3,5 millions de francs à l'année),

c'est, disent ses responsables, uniquement parce que les ressources hollandaises actuelles le permettent pas d'être compétitif au plus haut niveau. Mais ils sont quelques-uns au pays des polders à douter de l'honnêteté de ce discours, depuis l'annonce de l'arrivée dans l'équipe, la saison prochaine, du Suisse Beat Zeng, au moment où le jeune champion des Pays-Bas, Michael Boogerd, vainqueur d'étape sur le Tour en 1996, éclate en pleine lumière.

Pendant ce temps, le miracle TVM se poursuit. Le très riche Ad Bos continue d'entretenir sa « danseuse » : son équipe cycliste, qui ac-

complit sa douzième saison dans le peloton international, avec toujours une certaine réussite. Ainsi le sprinter Jeroen Blijlevens a-t-il profité de la mise hors course du Belge Tom Steels à Marennes pour offrir à TVM sa énième victoire d'étape dans le Tour. Le miracle, persistent les mauvaises langues, ne ténirait pas tant du mécanat à rallonge d'Ad Bos (22 millions de francs en 1997) que de la personnalité du directeur sportif de TVM, Cees Priem, un «*auri total*», témoin en de ses anciens sujets. Mais un pacifiste. C'est déjà ça.

Nicolas Guillori

Des bidons pour la soif

ON LES VOIT voler au-dessus du peloton et atterrir sur les bas-côtés où les amateurs de souvenirs se les arrachent. Les bidons de coureurs sont très recherchés et, puisque les champions s'en débarrassent sans regret, assez faciles à trouver sur les routes du Tour de France. Surprise : le leader européen de ce marché est français. Avec 17 000 000 pièces par an, la firme Spécialités TA (elle fabrique aussi des éléments mécaniques comme des pédaliers et des jeux de pédaliers), installée dans les Hauts-de-Seine, n'est guère concurrencée que par l'Italien Elite. Spécialités TA, fournisseur officiel du Tour de France depuis 1963 et détenteur de la licence Coca-Cola (partenaire de l'épreuve), développe trois modèles de bidons ergonomiques en polyéthylène souple recyclable, certifié alimentaire par le Laboratoire national d'essais (LNE) : un modèle classique à bouchon clipé («est-à-dire solide et sûr») d'un contenu de 400 ml, un modèle «goutte» (avec un large goulot pour les glaçons) d'une même contenance et enfin un modèle «géant» de 800 ml. Tous trois sont équipés de l'embout à débit rapide que l'on appelle «goutte d'eau», que les coureurs actionnent avec les dents. L'intérêt du bidon n'est pas uniquement physiologique, il est également publicitaire. Les annonceurs, toujours avides d'espaces, se sentent emparés de la surface offerte par la cage de bidons pour y apposer leurs marques et : «communiquer dans tous les secteurs d'activités». M. Da-

M. Del

★ Le modèle présenté ici est celui du bidon officiel du Tour de France fabriqué par la société française Spécialités TA. Son prix public est de 15 francs pour le modèle standard, et de 20 francs pour le grand modèle.



Le « chef » du Village du Tour mitonne des spécialités régionales

MONTBÉLIARD
de notre envoyé spécial

Tout commença à Rouen avec un scandale au sang. Ici, un rebelle avait ouvert la voie. Résistant à la pensée unique diététicienne, il avait jeté sur orties les conseils des tristes sires qui voulaient même lui interdire le champagne. Sachant que sa seule potion magique, le talent, lui faisait encore longtemps à la sienne bien au-dessus de la mêlée, Jacques Anquetil avait montré qu'on pouvait être au même temps un immense champion et un fin gourmet.

Forts de cet exemple, un certain nombre de «sueurs» purent faire honneur, sans rater aucune étape, sans aucune défaillance, aux buffets préparés par la Sodexho, le restaurant officiel du Tour de France. Chaque jour, au village-départ, près de 1 000 personnes se pressent ainsi autour des spécialités régionales, concentrant leurs conversations autour des deux seuls sujets dignes d'intérêt en ce mois de juillet pour un esprit normalement constitué : la cuisine et le vélo. Un recueil de recettes fut édité, célébrant un plat par ville-étape.

Par osmose avec les coureurs, qui brûlent près de 12 000 calories par jour (contre 2 500 pour tout un vacancier) et doivent s'alimenter en conséquence, les gastronomes du tour n'eurent aucune peine à laisser aller leur tempérament. Ils se

mirent en jambes par le prologue du canard au sang, dont ils apprécèrent que « la carcasse du supplicié, celui-ci ayant préalablement été étouffé et grillé au « feu d'enfer », sera pressée pour obtenir le sang ».

La petite fricassée d'andouille de Vire, plat dont on dit qu'il est celui de l'invité de dernière minute, fut consommée à satiété et si tard que la lanterne rouge put être de la partie.

A La Châtre, pour fêter la première victoire française, celle de Cédric Vasseur, quelques canetons de Challans aux pois de Chantenay firent l'affaire. « Dans une sauteuse, sur feu doux, verser quinze centilitres d'eau, ajouter les lardons, les petits pois, les oignons laissés entiers, le persil, la sarriette (queues coupées),

Les huîtres s'avèrent bien rafraîchissantes à Marennes et la nouillade justement épice à Bordeaux. Une mise en bouche agréable pour attaquer l'immense carapace bernoise, par laquelle les solides Gascons commencent tous les repas de fête. De l'authenticité, si l'on en croit la seule liste des ingrédients : carottes, navets, oignons, haricots blancs, pommes de terre - dont on précise qu'elles doivent être très farineuses -, palette de porc salé, jambonneau, poterne salée, pain de campagne. Les directeurs sportifs sont formels : avant d'ajouter les crêpes, il

Célébrant la vertu des femmes catalanes, qui préparent spécialement ce plat pour les bergers revenant de la montagne, les bols de *pi-cuolats* furent avant en l'honneur des Brochard, Vireoque, Ulrich, d'autre foubus et glorieux de leurs ascensions pyrénéennes. Conseil du chef Sোধexo : « Dans une chaudière en fonte à large fond, faire chauffer l'huile, faire fondre le lard. Dans cette graisse faire dorer les saucisses et les rebouillir. Faire blondir l'oignon, faire un roux blond avec la farine restante... Lorsque l'effumage a repris, assaisonner, ajouter les olives, le jambon et les boulettes. » Très important : la sauce doit arriver au niveau des boulettes.

AINES HABITUDES

Croquante, « presque crostille », la râpée de Saint-Etienne une galette de pommes de terre toute simple, avec seulement un œuf par pomme de terre et une bonne louche de beurre - permet de se préparer pour le contre-la-montre et la montée des virages de l'Alpe-d'Huez. Le grain dauphinois attire, les pommes de terre oivent, cette fois, être « biescaines et à chair jaune » - fut consommé à la santé de Marco Pantani et le paleron (partie plate charnue qui avoisine l'omoplate ou hœuf) au jus de Mondeuse.

pour célébrer celle de Richard Vi-
croque. Arrivé à Fribourg, on
Suisse, et pour montrer que le vrai
gastronomie ne connaît pas les
frontières et se moque du calen-
drier, pourvu que les produits
sont sains, les sports s'en don-
nent à cœur joie dans un menu
de la bénédiction : on fait, le repas cé-
lébrant la mi-août. Cochaube (petits
bains au raves), moutarde, bouil-
lon, bœuf, salade et sorbets, ra-
pés, légumes, et gros saucisson
pouces, jambon, saucisson, choux et
carottes, crème de gruyère et petits
pâtisseries, beignets, croquants, pains
d'anis : on comprend qu'un peuple
ayant de si saines habitudes culi-
naires ne peut pas donner naissance
à des Hogo Koblet, Ferdi Kubler,
Tony Rominger ou Laurent Duhal.

Cette légère escampote belvédéque
 coucée, on put s'attaquer à quel-
 ques « véritables » saucisses de
 Montbéliard beaucoup plus. « Faire
 revenir doucement au beurre, lit-on
 dans le guide de la Soederström, les mo-
 dèles, la carotte et l'échalote émin-
 cées. Disposer les (véritables) sau-
 cisses de Montbéliard dans la
 carotte, ajouter le vin blanc sec, la
 crème et les pommes de terre épi-
 chées. » Chacun se servit deux fois.
 Il fallait bien faire quelques ré-
 serves, les gastronomes ayant déci-
 dé de « brûler le ravit » à Disney-
 land-Paris.

José-Alain Fraloni

■ **Les bonnes affaires de Deutsche Telekom.** Sur le bord de la route, des milliers de supporters allemands et danois arborent des maillots de l'équipe Telekom. Ils sont vendus 170 deutschemarks (soit près de 500 francs). La panoplie peut se compléter d'une écharpe maison. En Allemagne, les ventes ont explosé ces dernières semaines. Les royalties sont perçues directement par la société Deutsche Telekom.

36 15 Blitz

LA PASSION DES ÉCHECS
POUR TOUT SAVOIR

- * JOUEZ EN DIRECT OU EN DIFFÉRÉ
- * CONTRE L'ORDINATEUR OU UN JOUEUR
- * SUIVEZ EN DIRECT TOUTS LES TOURNOIS
- * CONSERVEZ L'ACTUALITÉ MONDIALE
- * ÉCRIVEZ-NOUS
- * EXPRIMEZ-VOUS SUR NOTRE TRIBUNE

36 15 Blitz

UN GRAND MAÎTRE À DOMICILE

2,23 €/min S&A

2,27 F/mn S&A

La station Mir est en panne d'argent

A bord du complexe orbital « sinistré », les cosmonautes russes se préparent au retour sur Terre, tandis qu'au sol l'équipage de relève s'exerce à de délicates réparations. Mais l'Agence spatiale russe n'a pas les moyens de financer ces travaux sans une aide du gouvernement

DÉBUT D'INCENDIE en février, dépressurisation d'un module en juin, perte d'alimentation électrique en juillet, aujourd'hui panne d'argent... Mir n'est décidément pas au bout de ses peines. Le président de l'Agence spatiale russe, Youri Koptev, a indiqué, jeudi 24 juillet, que les réparations de la station orbitale - le 25 juin, une collision avec un cargo de ravitaillement Progress, lors d'une tentative d'amarrage manuel, a provoqué une perforation de 3 cm² du module scientifique Spektz - coûteront environ 20 millions de dollars. « Evidemment, nous n'avons pas cet argent. Nous devons soit annuler certains programmes, ce qui paraît très difficile, car il y a des accords signés avec nos partenaires, soit nous adresser au gouvernement », a-t-il ajouté. Moscou pourrait trouver les fonds nécessaires dans sa réserve spéciale pour les catastrophes ou en limitant les coupes budgétaires prévues pour la branche spatiale.

RÉPÉTITION EN PISCINE

A bord de Mir, la série noire semblait pourtant terminée. Vassil Tsibliev, Alexandre Lazoutkine et Michael Foale, les deux cosmonautes russes et l'astronaute américain emportés, à 400 km de la Terre, dans une ronde infernale, n'avaient pas connu, depuis un mois, semaine aussi calme. Après avoir fait face à une improbable accumulation d'incidents, les trois hommes avaient retrouvé un rythme de croisière plus routinier.

Le principal rebondissement est venu de la décision des responsables des vols spatiaux russes, annoncée officiellement lundi 21 juillet, mais pressentie depuis

plusieurs jours, de reporter la réparation du module endommagé. Elle sera confiée au prochain équipage, qui doit s'envoler du cosmodrome de Baïkonour (Kazakhstan) le 5 août, à bord d'un vaisseau Soyouz, et rejoindre Mir deux jours plus tard. La « bourde » monumentale commise le jeudi précédent - le débranchement d'un câble avait plongé dans le noir la station, dont les panneaux solaires n'étaient plus orientés vers le Soleil - a convaincu les responsables russes que l'équipage actuel n'était pas en état physique ni psychique de mener à bien une intervention qui s'annonce délicate.

Risque de sanctions financières pour les cosmonautes

Vassil Tsibliev et Alexandre Lazoutkine ne sont pas au bout de leurs épreuves. « L'équipage sera entendu à son retour sur Terre », pour « éclaircir » les causes de la collision entre la station et le vaisseau de ravitaillement et établir « les responsabilités », a fait savoir le directeur adjoint des vols spatiaux russes. Précisant qu'il ne s'agit pas d'un « procès » à l'issue duquel les prévenus risquent « une amende ou la prison », il a prévenu que « si une commission confirme que l'équipage a effectivement fait une erreur (...), alors une partie de sa rémunération sera supprimée ». Quelques jours plus tôt, il avait souligné que la rétribution des cosmonautes était à peine supérieure au salaire moyen russe. Il a néanmoins indiqué qu'une faute de l'équipage n'était que l'une des explications possibles de l'accident, parmi « une douzaine » d'autres.

Cela, même si les derniers bulletins de santé du commandant de bord, Vassil Tsibliev, qui pilotait la tragique manœuvre d'amarrage du Progress et qui - ceci expliquant peut-être cela, on vice versa - souffrait d'« arythmie cardiaque » et de « tension psychologique », sont plutôt rassurants.

Le matin du départ, ils absorberont des comprimés de sel aidant à la régulation de la pression artérielle. Sous leur scapulaire, ils enfilent un pantalon de contention en tissu élastique très serré, destiné à protéger l'organisme des très fortes accélérations subies lors de

la rentrée dans l'atmosphère et qu'ils garderont au sol pendant quarante-huit heures.

Quant à Michael Foale, « certainement le plus déçu » par le report de la réparation, selon la NASA, il devra attendre l'arrivée de la navette Atlantis, prévue le 20 septembre, pour être rapatrié. Il devait être remplacé à bord de Mir par sa compatriote Wendy Lawrence. Mais le conseiller de Bill Clinton pour les sciences et la technologie vient de faire savoir que le vol de cette astronaute pourrait être remis en question jusqu'au dernier moment si la sécurité n'était pas assurée à bord de la station. Les Américains craignent qu'en dépit de la réparation du module Spektz, la production d'énergie reste insuffisante.

Pendant ce temps, à la Cité des étoiles, située dans la banlieue de Moscou, Anatoli Soloviev et Pavel Vinogradov, le nouvel équipage russe, répètent en piscine, sur une maquette des six modules de la station orbitale, les gestes qu'ils auront à effectuer dans le vide. Dans un premier temps, l'intervention, qui aux dernières nouvelles ne commencera pas avant le 20 août, vise à rebrancher les quatre panneaux solaires du module Spektz, déconnectés lorsque les occupants de Mir avaient dû fermer en toute hâte le sas du bidon perforé afin de l'isoler du reste de la station. Les « dépanneurs », engoncés dans de lourdes combinaisons, devront effectuer une sortie dans le module dépressurisé et remplacer son sas par une écouille à connecteurs étanches permettant le passage des câbles électriques. S'ils réussissent cet exercice de haut vol,



L'équipage de relève, qui doit réparer la station Mir en août, s'entraîne dans la Cité des étoiles, à proximité de Moscou.

Mir l'obscur retrouvera la plénitude de son énergie, dont elle a perdu 40 %.

Ultérieurement, les mécaniciens tenteront une sortie dans l'espace pour inspecter de l'extérieur la brèche, de la taille d'un morceau de sucre, ouverte par le choc. « On va se promener, taper des pieds pour voir où l'étanchéité a été rompue », indique, impavide, Anatoli Soloviev. Plusieurs « excursions » seront nécessaires, d'ici au début de 1998, avant qu'ils n'essaient de colmater l'orifice.

Reste à savoir combien de temps encore Mir, conçue pour durer cinq ans, mais qui en a déjà onze, pourra être ainsi « rafistolée ». « La station est viable jusqu'en 2000 et peut-être même 2004 », assurent les Russes, d'autant plus confiants en sa bonne étoile qu'ils n'ont pas les moyens de se priver des devises que rapporte la location de la maison de l'espace.

Pierre Le Hir
(avec AFP et Reuters)

Les « dépanneurs » de l'espace

● **Anatoli Soloviev** : le commandant de la prochaine mission (Mir 24) compte, à quarante-neuf ans, parmi les cosmonautes les plus chevronnés de Russie. Ce colonel de l'armée de l'air, cosmonaute de classe 1 et héros de l'Union soviétique, possède à son actif quatre vols spatiaux : le premier de 9 jours, en juin 1988, comme commandant de l'équipage soviéto-bulgare du vaisseau Soyouz TM ; le deuxième de 179 jours, de février à août 1990, sur le complexe orbital Mir, en tant que responsable du vaisseau Soyouz TM 9 ; le troisième de 169 jours, entre juillet 1992 et février 1993, comme commandant du Soyouz TM 15 ainsi que de la mission franco-russe Antares (à laquelle participait le spationaute français Michel Tognini) ; le quatrième, enfin, de 76 jours, de juin à septembre 1995, sur la station Mir.

● **Pavel Vinogradov** : l'ingénieur de bord, qui fêtera ses quarante-quatre ans le 31 août sur Mir, n'a encore jamais séjourné dans l'espace. Ancien élève de l'Institut d'aviation de Moscou, il s'est occupé de la préparation des missions des équipages des vaisseaux Soyouz TM et de l'aviation orbital Bouran, ainsi que du développement de systèmes automatisés pour l'entraînement des cosmonautes. Depuis 1992, il a suivi la préparation spatiale générale dispensée au centre Youri-Gagarine et s'est entraîné en vue d'un vol à bord d'un Soyouz TM.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

01-42-17-29-94

Télécopieur : 01-42-17-21-36

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 105 F

Abonnés et actionnaires 95 F

Communications diverses 110 F

Thèmes étudiants 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en italique sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Le report de la mission franco-russe Pégase n'aura pas de conséquences scientifiques importantes

LE CENTRE NATIONAL d'études spatiales (CNES) estime que le report de la mission scientifique et technique franco-russe Pégase à janvier-février 1998 n'aura pas de répercussions graves sur les expériences envisagées. « Bien que décalée de six mois, l'intégralité de la mission, centrée sur les sciences de la vie et les sciences physiques en microgravité, est toujours prévue en l'état. A Moscou, le 19 juillet, les responsables des vols spatiaux russes nous ont expliqué qu'ils avaient besoin d'un peu de temps pour effectuer des réparations sur la station, et qu'elle ne pouvait donc être prête à la date prévue pour le départ de Léopold Eyharts le 5 août. Comme nous voulons être sûrs que le programme prévu sera effectué dans de bonnes conditions, nous avons préféré ajourner la mission », explique Jean-Yves Legall, directeur général adjoint du CNES.

Sur un plan plus anecdotique, il y a même un élément favorable à ce report. L'expérience de biologie animale Fertile, qui devait être menée sur des pleurodèles (salamandres) afin de dé-

terminer si leur fécondation in vivo est possible en microgravité, s'effectuera à une période bien plus favorable à leur reproduction.

Malgré toutes les péripéties vécues par Mir, le vol de longue durée (quatre mois) d'un astronaute français à bord de Mir avec sortie extra-véhiculaire est toujours prévu pour 1999, conformément à l'accord qui a été signé entre les deux parties en septembre 1996. A moins, bien sûr, que la station ne rende définitivement l'âme d'ici là. Les vols de longue durée sont importants pour les responsables spatiaux français, car ils permettent de bien connaître les effets physiologiques des missions en apesanteur et de préparer les astronautes français à des séjours de plusieurs mois à bord de la future station internationale Alpha.

Cette précieuse coopération est acquise « à moindre coût, en raison de l'excellence des relations françaises avec la Russie et les Etats-Unis », ajoute Jean-Yves Legall. La participation fran-

çaise à la mission Pégase, d'une durée de trois semaines, et au vol de quatre mois pourrait coûter au total entre 200 et 300 millions de francs. Pour les seize jours de la mission Cassiopee en août 1996, le CNES avait payé 63 millions de francs cas plus l'équivalent de 21 millions en matériel et prestations divers.

Enfin, la participation française à la mission américano-russe de septembre 1997 est suspendue à la décision américaine de maintenir ou non le vol de la navette Atlantis pour une septième jonction avec Mir. Le spationaute concerné est Jean-Loup Chrétien, qui fut en juin 1982 le premier astronaute français à participer à une mission spatiale à bord de la station soviétique Sallout-7. Il devrait avoir à ses côtés cinq astronautes américains, dont Michael Smith, et un cosmonaute russe, Vladimir Titov. Une autre mission française à bord d'une navette est prévue pour 1998, mais n'a pas encore été finalisée.

Christiane Galus

Léopold Eyharts, spationaute français de la mission Mir

« Le problème principal, c'est celui du système de régulation thermique de la station orbitale »

CITÉ DES ÉTOILES (nord-est de Moscou) de notre envoyé spécial

« Après la série noire de la station Mir, le danger ne vous semble-t-il pas supérieur à ce qui avait été évalué ?

— Ceux qui ont choisi d'être cosmonautes savent que ce n'est pas un métier sans risques. Nous n'imaginons pas que l'on va faire des expériences à bord de Mir on dans la navette américaine - à mon avis, les risques sont tout aussi grands sur la navette américaine - comme dans un laboratoire au sol. Le risque, on l'accepte, on sait l'apprécier. Il est mesuré. Nous ne sommes pas des casse-cou. On a peur de ce que l'on ne connaît pas. Or tous les cosmonautes savent apprécier techniquement le niveau des risques et sont prêts à les prendre.

— L'importance des expériences scientifiques à bord justifie-t-elle les risques et l'argent dépensé ?

— La science, à elle seule, ne justifie pas les dépenses que l'on fait pour les vols habités. C'est l'une des retombées de cette activité. La justification principale, c'est l'exploration, le développement de

l'humanité. On apprend à travailler dans l'espace. C'est un choc qui est presque philosophique. C'est une démarche d'évolution de l'humanité. Nous ne partons pas uniquement pour faire des expériences à bord. C'est quelque chose d'extraordinaire, qui vaut le coup d'être vécu. Certes, on peut discuter sur l'importance des moyens que l'on va mettre dans ce genre d'activités. Avant, c'était surtout une compétition politique, entre l'Ouest et l'Est.

— Et maintenant ?

— Aujourd'hui, il y a également une justification politique. L'espace est l'une des premières activités de coopération internationale. Pour une nation, l'espace est une vitrine technologique, qui met en avant son savoir-faire, qui a de très importantes retombées sur le plan économique, industriel. L'aventure spatiale est un tremplin, quelque chose d'extrêmement moteur, qui a permis la fabrication des lanceurs, de l'informatique, de l'électronique. Mais une autre des motivations, à laquelle beaucoup de gens s'identifient, c'est la part de rêve.

— Que pensez-vous des incidents qui ont eu lieu à bord de Mir ?

— Il se trouve que cette expédition a dû faire face aux deux seules situations d'extrême urgence qui existent à bord de la station : le feu et la dépressurisation. La dépressurisation a eu lieu suite à une collision, fait relativement rare mais accidentel. Sans liens avec l'état de la station. Il faut déterminer les causes de l'accident. Mais il ne faut pas, comme cela a souvent été fait, faire d'amalgames : l'accident est totalement déconnecté des problèmes liés à l'âge de la station. En dehors de la dépressurisation et de l'incendie, les problèmes techniques que l'on rencontre peuvent être résolus avec un niveau d'urgence qui n'est pas très élevé, y compris les problèmes électriques actuels de Mir. Evidemment, il y a des désagréments pour les cosmonautes, mais ce n'est qu'une panne de courant. Il n'y a pas d'urgence à la minute car il y a toujours un minimum d'énergie à bord qui permet d'assurer pendant plusieurs heures un minimum de survie. Et si, vraiment, il y a un gros problème, il reste toujours le vaisseau de secours Soyouz pour revenir sur Terre.

— Rien de grave, donc ?

— La collision a été un évé-

ment grave qui a mis en danger la vie des cosmonautes. A partir du moment où le module dépressurisé a été isolé, la situation est redevenue à peu près habituelle, hormis l'alimentation électrique, qui n'est pas un problème de sécurité à court terme. C'est du travail supplémentaire, un peu d'inconfort, mais le danger est le même qu'avant l'accident. Les autres problèmes sont ceux qui sont courants dans la station. C'est de l'entretien, de la réparation qui consomme plus ou moins de temps à bord. Mais ils ne posent pas de problèmes majeurs de sécurité. Si l'on fait la somme de tout ce qui s'est passé dans ce vol, cela paraît énorme. Il y a eu un concours de circonstances, la fatigue de l'équipage qui a joué. Mais ce n'est pas lié aux problèmes habituels de la station. On a fait beaucoup de bruit car c'était spectaculaire, dangereux, des événements forts qui ont menacé la vie de l'équipage. Mais la situation quotidienne n'est pas catastrophique, loin de là.

— Quels sont les risques liés à l'âge de la station ?

— Le problème principal, qui dure déjà depuis quelques mois, c'est celui du système de régula-

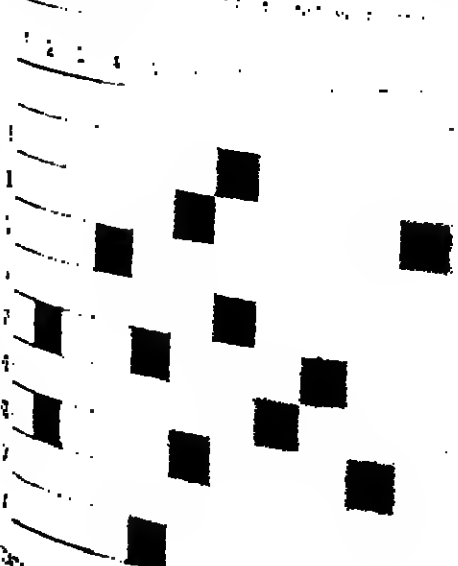
tion thermique. Ce sont des boucles de liquide réfrigérant qui passent dans des tubes à l'intérieur de la station. Cette tuyauterie est victime depuis quelques mois d'un certain nombre de fuites chroniques, dues à l'âge, à la corrosion. Dans ces boucles, il y a un produit qui s'appelle l'éthylène glycol, qui n'est pas toxique en lui-même mais ne doit pas être ingéré en grande quantité par l'équipage. Le danger est extrêmement faible. L'équipage actuel a réparé beaucoup de fuites. Il y a quelques semaines, ils ont réparé une fuite très importante qu'ils cherchaient depuis plusieurs mois. C'est un travail assez laborieux et fastidieux mené plus particulièrement par cet équipage depuis plusieurs mois.

— Alors, comment se pose le problème Mir ?

— La station Mir ne durera pas dix ans de plus, on le sait. La question est de savoir jusqu'à quel point on pourra l'amener. Si l'on passe son temps à réparer, à dépanner, cela ne vaut plus la peine.

Propos recueillis par
Jean-Baptiste Naudet

DES CROISÉS



Faibles pluies au nord

DES PERTURBATIONS peu actives circuleront, samedi, dans un flux d'ouest au nord de la France, entraînant quelques pluies faibles. L'anticyclone des Açores protégera le sud de la France, qui bénéficiera d'un temps agréable.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Près de la Manche, les nombreux orages donneront de petites pluies épaisses. Il fera frais, avec au mieux 18 à 20 degrés, et le vent d'ouest atteindra 50 km/h en rafales. Sur le sud de la Bretagne et les pays de Loire, quelques éclaircies se dessineront après les heures du matin. Il fera 22 à 24 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Quelques gouttes de pluie le matin. Une amélioration se dessinera dans la journée au sud de la Loire. Il fera 22 à 24 degrés.

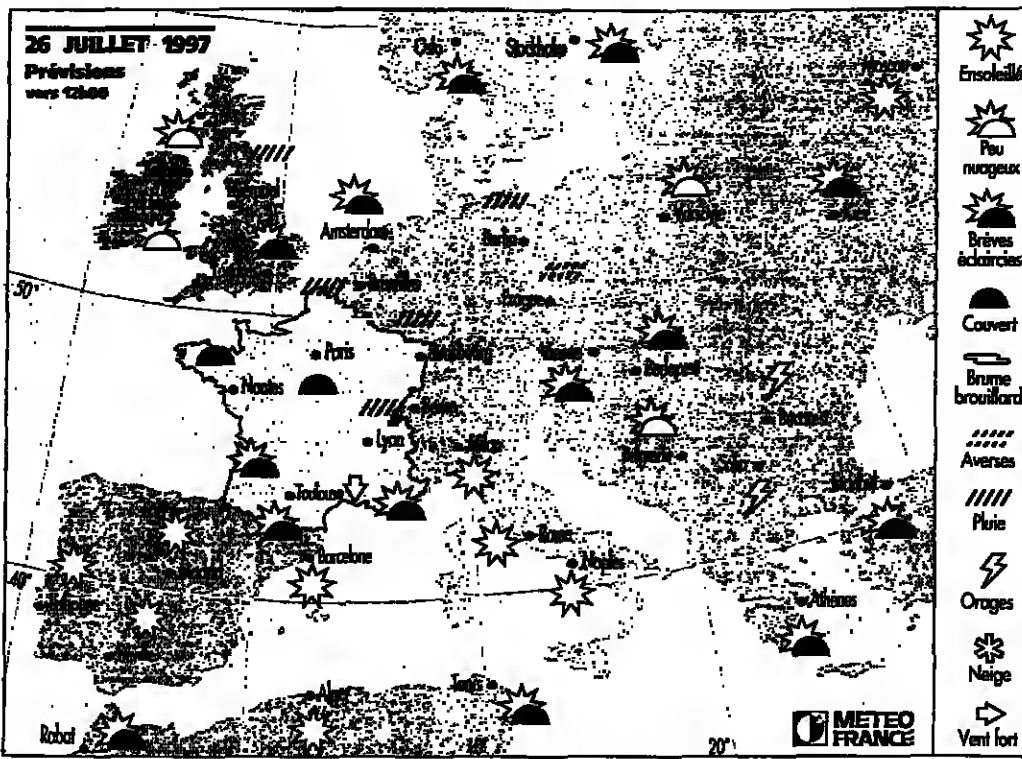
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Les nuages domineront la journée avec quelques moments quelques

gouttes. Une légère fraîcheur se fera sentir avec des maxima de 22 à 24 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Après la dissipation des brumes et autres grâilles matinales, les quelques nuages qui parsèmeront le ciel n'empêcheront pas le soleil d'être de plus en plus généreux, et de réchauffer l'atmosphère jusqu'à 27 à 29 degrés l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Après les quelques brumes du petit matin, les nuages se déchireront progressivement et de belles éclaircies se dessineront l'après-midi. Il fera 25 à 27 degrés.

Langue-doc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le soleil brillera largement du matin au soir. Seuls quelques petits nuages indolents se développeront le matin. Mistral et tramontane souffleront jusqu'à 90 km/h en rafales. Les températures, toujours estivales, atteindront 28 à 30, localement 32 degrés.



PRÉVISIONS POUR LE 26 JUILLET 1997

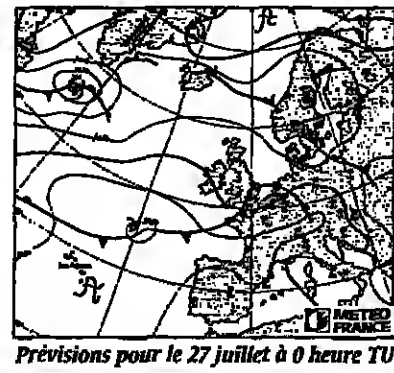
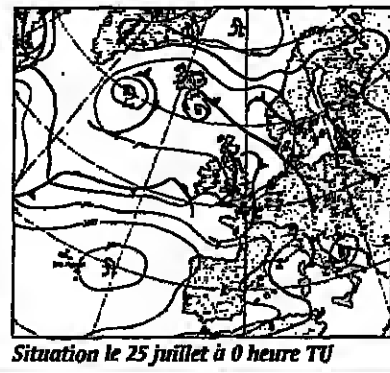
Ville pour ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

France métropolitaine	NANCY	14/24 P	PARIS	17/25 N	LYON	17/22 N	MARSEILLE	19/30 S
ALGER	18/28 S	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
AMSTERDAM	15/22 S	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
ATHÈNES	22/32 S	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
BARCELONE	22/32 S	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
BELGRADE	16/21 N	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
BERLIN	15/21 P	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
BIRMA	19/22 S	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
BOMBAY	28/30 P	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
BRAVO	28/30 P	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
BUEENOS AIRES	19/22 S	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
BUENOS AIRES	19/22 S	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
CHICAGO	24/32 N	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
COPENHAGUE	14/22 P	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
DUBLIN	13/17 N	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
FRANCOISVILLE	13/24 N	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
GENÈVE	15/23 P	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
HELSINKI	16/23 N	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
ISTANBUL	23/31 S	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
KIIV	16/24 S	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
LISBONNE	16/21 P	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
LIVERPOOL	16/23 S	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
LONDRES	16/23 S	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
LUXEMBOURG	16/23 S	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
MADRID	18/36 S	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
MILAN	19/22 S	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
MOSCOW	14/25 S	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
MUNICH	13/19 P	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
NAPLES	21/31 S	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
OSLO	14/20 S	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
PARMA	16/21 N	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
PRAGUE	16/29 S	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
ROME	16/29 S	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
SANTAGO	19/26 S	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
SANTO DOMINGO	28/30 P	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
SEVILLE	16/22 P	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
SOFIA	13/24 N	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
ST-PETERSBURG	13/24 N	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
STOCKHOLM	15/23 P	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
TENEFER	16/23 N	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
VARSOVIE	16/23 N	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
VENISE	19/28 N	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
VIENNE	16/20 S	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
BRASILIA	12/23 N	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
BUEENOS AIRES	19/22 S	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
CARACAS	25/29 S	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
CHICAGO	24/32 N	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
COLUMBIA	24/32 N	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
LA PAZ	12/25 N	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
LOS ANGELES	17/21 N	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
MEXICO	19/23 S	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
MONTREAL	19/23 C	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
NEW YORK	20/28 N	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
SAN FRANCISCO	12/19 N	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
SANTO DOMINGO	28/30 P	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
SANTIAGO	19/26 S	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
SEUL	27/32 S	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
SYDNEY	17/28 S	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C
TOKYO	24/27 P	17/25 N	19/26 N	15/25 C	16/26 N	14/22 C	16/20 C	15/25 C

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ETATS-UNIS.** La compagnie américaine United Airlines, qui dessert 225 destinations aux Etats-Unis, offre la possibilité d'effectuer, moyennant un supplément de 250 F, des escales de plusieurs jours à New York, Chicago, San Francisco ou Washington. A noter également des tarifs promotionnels vers New York (2 300 F), Philadelphie (2 650 F) et Miami (3 050 F) pour un départ du 15 septembre au 25 octobre (retour avant le 31 octobre) avec réservation avant le 16 août. Renseignements au 01-41-40-30-30.

■ **PALESTINE.** La compagnie aérienne palestinienne, qui gère deux Fokker de 48 places, donne par les Pays-Bas, à partir de la première ligne mercredi 22 juillet entre Amman (Jordanie) et la bande de Gaza (Egypte). Dans les prochaines semaines, elle devrait desservir Istanbul, Larnaca et Chypre. - (AFP)



VENTES

Trois aquarelles gouachées de Marin Marie aux enchères à La Trinité-sur-Mer

REPRÉSENTANT le *Leadership dans la tempête*, une rare aquarelle gouachée de Marin Marie sera mise en vente à La Trinité-sur-Mer le samedi 26 juillet, avec des meubles de marine. Cargos fabriqués par les Américains, les *Leaderships* ont contribué à ravitailler les Alliés pendant la dernière guerre. La notoriété du sujet historique, la présence d'une sculpture, la réussite de l'ensemble des dimensions importantes (65 x 88 cm) font estimer ce dessin autour de 200 000 francs. Reconnu et admiré de son vivant,

Marin Marie (1901-1987) est considéré comme un des meilleurs peintres de marine du monde contemporain. Personnage hors du commun, dessinateur et navigateur accompli, il a mené plusieurs carrières, travaillant dans la marine de commerce, de pêche, de plaisance et de guerre, tout à tour inventeur de gréements, architecte naval, vainqueur de la traversée de l'Atlantique en 1932, il fut nommé peintre officiel de la marine en 1935.

Il laisse une œuvre d'une qualité très homogène. Apprécié pour son talent d'observateur, admiré pour la

finesse du trait, le rendu du volume et des mouvements, la subtilité des lumières marines, il utilise surtout l'aquarelle gouachée, et les portraits de navires restent ses sujets les plus cotés. Grands voiliers, paquebots, bateaux de pêche, voquent et tangent sur une mer aux couleurs changeantes, épousant si précisément la houle que les connaisseurs peuvent évaluer la force du vent en regardant ses peintures.

Deux autres œuvres de Marin Marie sont proposées ici. *L'Aggression de Mers-el-Kébir*, datée du 3 juillet 1940,

montre le peintre officiel en action : le combat se déroule dans les fumées et l'agitation des troupes, sous le feu croisé des avions (aquarelle 70 x 146 cm, de 120 000 à 150 000 francs). La troisième illustre un genre plus classique, avec un *Trois-mâts au mouillage* daté d'avril 1937 (aquarelle gouachée 50 x 57 cm, de 70 000 à 80 000 francs).

Le mobilier d'officier du XVIII^e siècle fait aussi partie de cette vente. En ajoutant ces meubles ne portant aucun bronze dont les dorures auraient été attaquées par le

sel. A l'époque, les colles ne prennent pas sur l'acajou, et les ébénistes doivent utiliser des systèmes d'assemblage, comme les tenons et les mortaises qui confèrent à ces meubles une résistance et une solidité hors du commun. On trouvera ici une commode-bureau de pente de style transition, d'un travail très soigné (de 100 000 à 120 000 francs), et deux petites commodes également transition, à trois tiroirs (de 20 000 à 25 000 francs). Au XIX^e siècle, on emploie des éléments ajoutés, clous, vis, coins ou pdses. Une commode XIX^e en teck, à deux corps, avec poignée latérale encastrée en laiton, est estimée entre 7 000 et 8 000 francs, des coffres en camphrier, à coins et poignées en laiton, sont accessibles entre 4 000 et 7 000 francs, des meubles de toilette à partir de 5 000 ou 6 000 francs.

Catherine Bedel

★ Salle du Voulon, place du Marché, La Trinité-sur-Mer, samedi 26 juillet. Exposition sur place les 24 et 25. Etude Ruellan, 17, rue Joseph-Le Brix, 56001 Vannes. Tél. : 02-97-47-26-32. Expert : Laurent-Adrien Asselineau, 17, rue de l'Annonciation, 75016 Paris. Tél. : 01-42-24-42-13.

ANTIQUITES

● **Ascan (Pyrénées-Atlantiques),** complexe sportif Kiroleta, 70 expositions, entrée 20 F, du 24 au 27 juillet (9 h 30-19 h 30).

● **Millau (Aveyron),** parc de la Victoire, 40 expositions, entrée 20 F, du 25 au 27 juillet (10 heures à 19 heures).

● **Saint-Malo (Ile-et-Vilaine),** espace Duguay-Trouin, 50 expositions, entrée 25 F, du 25 au 27 (10 heures à 19 heures).

● **Trie-sur-Baïse (Hautes-Pyrénées),** centre-ville, 70 expositions, entrée 15 F, 26 et 27 juillet, samedi de 9 h 30 à 21 heures, dimanche de 9 h 30 à 19 heures.

● **Apt (Vaucluse),** salle des fêtes et centre-ville, 15 expositions, entrée libre, du 26 au 28 juillet, samedi de 15 heures à 20 heures, dimanche de 10 heures à 20 heures.

● **Landévant (Morbihan),** salle polyvalente, 30 expositions, entrée 20 F, 26 et 27 juillet (10 heures à 19 heures).

COLLECTIONS

● **Saint-Tropez (Var),** salle Despas, place des Lices, disques de collection et CD, 15 expositions, 25 et 26 juillet.

● **Gap (Hautes-Alpes),** Bourse cartes postales, vieux papiers et livres, 30 expositions, le samedi 26 juillet.

● **Le Molay-Littry (Calvados),** salle des fêtes, salon de la carte postale, 28 expositions, 26 et 27 juillet.

● **La Rochelle (Charente-Maritime),** hall de l'Enca, Automobilia, 26 et 27 juillet.

● **Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais),** moulin Wilbert, Bourse aux armes anciennes, 45 expositions, 26 et 27 juillet.

BROCANTES

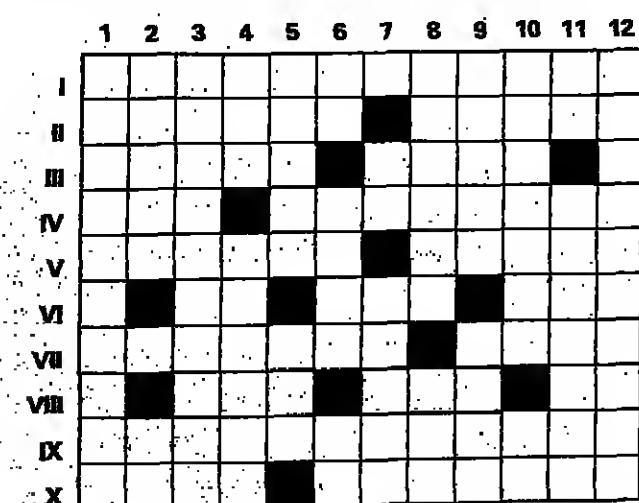
● **Sète (Hérault),** place Aristide Briand, 80 expositions, 25 et 26 juillet.

● **Riom-ès-Montagnes (Cantal),** place du Monument, 50 expositions, 26 et 27 juillet.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97157

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

1. Se rapporte à notre fondement. - II. Bien épuisé. En rapport avec le I horizontal. - III. Au bout de l'essieu. Matériau de construction apprécié des écologistes. - IV. Font partie des plaisirs. Règle d'écriture. - V. Viennent titiller nos sens. Poussa Néron au suicide avant de s'installer à sa place. - VI. Coule en Italie. Attrapée. Aujourd'hui, il faut dire filet. - VII. Ahris rudimentaires. Causa du tort. - VIII. Ville du Nigeria. Dans ce lieu. Personnel. - IX. Po dehors

du droit chemin. - X. Moyens de communication. Gros ciseaux.

VERTICALEMENT

1. Mettre le prix pour circuler. - 2. Préparer les fibres. Bon à grignoter quand il est petit. - 3. Amoureux de Moscou ou de Boris. - 4. Uoe grogne ancienne. Accompagnent les frites à Bruxelles. - 5. Essence rare. Dégénération ou art de la rue. - 6. De faible débit. Un peu salée. Tête d'Ibère. - 7. Platine. Qui sert souvent. - 8. Pour mettre sur la bonne voie. S'attaqua d'abord au

père avant de séduire la fille. - 9. A donné naissance au reggae. Capitale d'Amérique latine. - 10. Ouvrière qui ne revendique jamais. Dans le coup. - 11. Personnel. Problème excentrique. - 12. En relation avec ceux qui viennent d'arriver.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97156

HORIZONTALEMENT

1. Rectificatif. - II. Epouse. Amour. - III. Din. Ouster. - IV. Ougulé. Rein. - V. Nibé. Pies. - VI. Dé. Aspics. Vu. - VII. Arec. Ara. Hie. - VIII. Nem. Alarmant. - IX. Epi. Niet. - X. Equilibré.

VERTICALEMENT

1. Redondance. - 2. Epimère. - 3. Congé. Emeu. - 4. Tu. Ubac. Pi. - 5. Isles. Ail. - 6. Fene. Pal. - 7. Aspirant. - 8. Cat. Icarie. - 9. Amères. Mer. - 10. Tores. Hâte. - 11. Lu. Vin. - 12. Franquette.

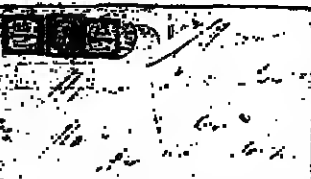
Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. ISSN 0385-2037

Imprimerie du Monde 12, rue M. Guesbroux 94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

PHILATÉLIE

Les chiffres-taxe carrés



LE 1^{er} JANVIER 1859, la France, qui a émis son premier timbre-poste dix ans auparavant, est à l'origine d'une première philatélie mondiale avec la mise en service des timbres-taxe, en fait officiellement dénommés « chiffres-taxe » jusqu'en 1947. Le duché de Bade et la Bavière suivent cet exemple en 1862, l'Italie et la Turquie en 1863. L'Angleterre, pays de naissance du

DISPARITIONS

Dora Maar

Photographe, peintre et égérie de Picasso

DORA MAAR, photographe, peintre, modèle et compagne de Picasso est morte mercredi 16 juillet à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

« Je n'ai jamais pu la voir, l'imaginer, qu'en train de pleurer », aurait dit elle-même Picasso. Outre leur liaison souvent orageuse, la source des larmes, c'était l'Espagne et plus encore la guerre civile, dont la série des Femmes en pleurs est un écho.

Selon le critique d'art Pierre Cabanne, « ces figures tragiques, la bouche convulsée au hurlant, grande ouverte, avec leurs yeux ruisselant de larmes, sont d'une puissance et d'une intensité bouleversantes : c'est d'après Dora Maar que Pablo Picasso les a dessinées et peintes. (...) Son caractère entier, souvent exalté, explique qu'il ait pris pour modèle dans cette suite de visages où parfois le gracieux se mêle au désespoir ».

Théodora Markovic, dite Dora Maar, est née en France - à Tours, selon Pierre Daix - le 22 novembre 1907 et a passé sa jeunesse en Argentine, où travaillait son père, un architecte d'origine yougoslave. De retour en France, elle étudia chez André Lhote en 1925, où elle recruta Henri Cartier-Bresson. Elle posa pour tous les grands photographes de l'époque, comme Man Ray, Germaine Krull, Roger Parry, Laure Albin-Guillot ou Emmanuel Sougez, qui l'encouragea à ouvrir son propre studio de photographes.

En 1931, elle illustre un livre de l'historien Germain Bazin, consacré au Moot-Saint-Michel, puis effectue des reportages à Barcelone en 1932, à Londres en 1934, qui révèlent des préoccupations sociales. Elle pratique également la photo de nu et réalise des publicités, entre autres pour une célèbre marque de lotions capillaires. Un journal de l'époque la décrit « vêtue d'une longue blouse blanche, tournant autour du modèle, cherchant comment les gestes les plus naturels favorisent les effets plastiques, jouant avec les lumières, obligeant les ambres à ne pas grimacer ».

GROUPE ANTIFASCISTE

Elle se lie également au milieu surréaliste, et particulièrement à Georges Bataille. Avec lui, André Breton, et d'autres, elle participe en 1934 à l'Union des intellectuels contre le fascisme, puis adhère au groupe antifasciste Coeur-attaque formé en octobre 1935. C'est à cette époque qu'elle réalise ses principaux travaux d'inspiration surréaliste, conservés aujourd'hui pour l'essentiel au Musée national d'art moderne, au Centre Georges-Pompidou. C'est également à ce moment que Paul Eluard la présente à Picasso, lors de la première projection du film de Jean Renoir *Le Crime de M. Lange*. Picasso peint sa chevelure brune, ses yeux noirs, ses ongles rouges. C'est elle qui lui trouve un nouvel atelier rue des Grands-Augus-

tins. Picasso va y exécuter *Guernica*, dont Dora Maar photographie chaque étape. Elle inspire également la figure de la femme tenant une lampe, tendue vers le centre de la composition ; comme elle servira plus tard de modèle pour le buste du *Manuel Apollinaire*, installé dans le square Salot-Germain-des-Près.

Et surtout, elle a une part déterminante dans les prises de position politiques de Picasso, qui voit en se radicalisant jusqu'à son adhésion au Parti communiste, en octobre 1944.

Dora Maar expose alors ses peintures à la galerie Jeanne Bucher, puis à la galerie Vendôme. Mais Picasso la délaisse pour une nouvelle compagne, Françoise Gilot. Dora Maar subit coup sur coup une dépression nerveuse suivie d'un internement psychiatrique. Lacan se penche sur son cas.

Ses troubles psychologiques sont pour beaucoup dans la méconnaissance de son travail. Elle-même s'ingéniait, semble-t-il, à ce que l'on ne prenne pas en compte ses photographies, et ne voulait plus montrer que sa pein-

ture. Ce qu'elle fit à la galerie Berggruen en 1957, puis aux Leicester Galleries de Londres en 1958. A l'exception d'une exposition en 1990, à la galerie 1900-2000 à Paris, préfacée par Edouard Jaguer, les occasions de juger son travail ont été rarissimes, ce qui explique sans doute la pauvreté de la bibliographie la concernant.

Celle que Marcel Duchamp qualifiait lapidairement de « co-bocharde » mérite mieux, une rétrospective par exemple qui montrerait qu'avant d'être une égérie brisée par un des moindres sacrés du siècle elle était elle aussi une grande artiste.

Harry Bellet

Elio Reve

Un grand chef d'orchestre cubain

ELIO REVE, fondateur de l'un des orchestres afro-cubains les plus populaires, l'Orchestra Reve, est mort jeudi 24 juillet dans un accident de la circulation près de Santa Clara (centre de l'île de Cuba). Il était âgé de soixante-sept ans. Grand homme aux allures décontractées, Elio Reve avait commencé à travailler très jeune, avant de se lancer dans la musique avec un succès jamais démenti. Né à Guantanamo (à l'extrême est) le 23 juin 1930, Elio Reve avait inventé le rythme de danse *changui*, introduit les tambours de la tradition noire de Cuba dans un orchestre qui s'appuyait sur l'éclat des cuivres.

Personnage au caractère fort,

parfois colérique et débordant, il fut l'un des premiers musiciens cubains à tourner dans le monde entier - jamais aux Etats-Unis, où ses albums étaient pourtant diffusés. Elio Reve a beaucoup enregistré pour les studios d'Etat cubains (Egrem), mais aussi pour le label RealWorld de Peter Gabriel.

EFFICACITÉ DE LA DÉRISION

En 1955, il fonda l'Orchestra Reve, une formation qui compta dans ses rangs quelques-uns des plus célèbres musiciens cubains comme Juan Formell, directeur musical des Van Van, et Chucho Valdés, fondateur du groupe Irakere et pianiste de jazz de renommée internationale.

Elio Reve n'avait rien d'un grand-père nostalgique. Coiffé à la façon des rappeurs afro-américains, il n'avait pas cédé au charme de la *trova* d'avant la Révolution. Grand admirateur de Celia Cruz, il n'a jamais renoncé à l'efficacité de la danse et de la dérision. Il fut, pour la nouvelle vague cubaine, un père turbulent et ouvrier.

V. Mo.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Rose et Louis COCCO
Amick et Claude Le SCIELOUR
ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils,

Julien,

le 17 juillet 1997, à Paris.
Chez Patricia et Philippe.

M. Jean MARIMBERT
et M^{me} née Fabienne HAAS,
ont la joie de faire part de la naissance de
Lactia,
le 29 juillet 1997.

Anniversaires de naissance

— Pour ses cinquante ans, bon anniversaire,

Frédéric.

Elisabeth,
Ivry-sur-Seine.

Mariages

M. Guy CANEVET
et M^{me} née VIEROT,
M. Guy LEBLOUX
et M^{me} née STEVENEL
ont le plaisir de faire part de leur mariage de leurs enfants,

Sophie et Thierry,
le 26 juillet 1997.

Philippe LACOSTE
et Agathe CALEMARD
sont heureux de faire part de leur mariage qui a été célébré, le 19 juillet 1997, à Pont-de-Vaux (Ain).

Décès

— Le ministère des affaires étrangères a le regret de faire part du décès de

René-Jean DUPUY,
professeur au Collège de France,
membre de l'Institut,
président d'honneur
de la Société française
de droit international,
ancien secrétaire général
et membre du conseil d'administration
de l'Académie de droit international
de La Haye,
président de l'Institut
de droit international.

5^e participation à la délégation française dans les négociations des Nations unies sur le droit de la mer, son rôle actif au service de la France dans différents arbitrages, son action en faveur de la francophonie ont largement contribué au rayonnement du droit international et de la culture française.

— Jacqueline,
son épouse,
ses parents,
Et ses amis,
ont le chagrin de faire part du décès de

M. Max DUPUIS,
procureur de la République honoraire,
chevalier de la Légion d'honneur,
survenu à Cremps, le 23 juillet 1997, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu à Cremps, dans l'intimité.

Lien-dit « Pech-Petit »,
46230 Cremps.

— Claude, Elisabeth, Pierre,
ses enfants,
et leurs conjoints,
Ses petites-filles
et leurs conjoints,
Ses arrière-petites-filles,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre HÉROS,
entrepreneur BTP,
pupille de la nation,
survenu en son domicile, le 21 juillet 1997, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

— M^{me} Philippe Neillard,
M. et M^{me} Jean-Jacques Neillard
et leurs fils Vincent,
M. et M^{me} Yves Neillard
et leur fils Philippe,
ses enfants et petits-enfants,
Ainsi que toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès,
survenu le 18 juillet 1997, de

M. Philippe NEILLARD,
professeur honoraire
d'éducation physique et sportive,
né le 20 novembre 1909, à Audincourt (Doubs).

L'inhumation a eu lieu le jeudi 24 juillet, dans l'intimité familiale.

24, rue Ferdinand-Jaquin,
92340 Bourg-la-Reine.
S. rue Lucien-Simon,
92120 Saint-Maur.

— M. Robert Scoffoni,
son épouse,
Bruno Scoffoni et Dominique Dreyfus,
Dominique et Michèle Jacob,
ses enfants, belle-fille et gendre,
Paul et Noémie Jacob,
ses petits-enfants,
Les familles parentes, alliées et amies,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Robert SCOFFONI,
née Jeanine POULQUEN,
survenue le 19 juillet 1997.

82, rue du Commandant-Rolland,
13008 Marseille.

— Jean de Vaulx,
son épouse,
Catherine et Brigitte de Vaulx,
ses filles,
Guillaume et Thibault,
ses petits-fils,
Stefano Sironi et Pierre Bérail,
ont l'immense douleur de faire part de la mort de

Bruno de VAULX,
né CADMI,
survenue le 16 juillet 1997, dans sa soixante-troisième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité au cimetière du Père-Lachaise.

2, rue du Parc-Montsouris,
75014 Paris.

Anniversaires de décès

— Il y a dix ans, le 25 juillet 1987,
Le Seigneur a rappelé à Lui

Jean DELBÈQUE,
président du tribunal administratif.

Une prière ou une pensée est demandée à celles et ceux qui l'ont aimé ou connu.

— Il y a trois ans, ma mère,

Andrée DONOT
nous quitte à jamais.

Depuis, plus un jour, il n'a fait beau dans ma vie.

Jean-Pierre Donot.

Concours

Le Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de la Haute-Saône organise un concours sur titres d'assistant socio-éducatif : 1 poste pour le CCAS de la mairie du Puy-en-Velay et 1 poste pour le CCAS de Saint-Jean-de-Briey. Conditions d'inscription : Concours ouvert aux candidats titulaires du diplôme d'Etat de conseiller en économie familiale et sociale. Retrait des dossiers d'inscription du 8 septembre au 30 septembre 1997 inclus au CDG FPT, 46, avenue de la Mairie, 43000 Espaly.

Date de clôture des inscriptions : le 30 septembre, à minuit (cachet de la poste faisant foi).

CARNET DU MONDE

Renseignements :

01-42-17-29-94
Télécopieur : 01-42-17-21-36

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 105 F
Abonnés et actionnaires 95 F
Communicants divers 110 F
Thèmes étudiants 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en italique sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Le Monde ABONNEMENT VACANCES

Abonnés, en vacances changez de vie, pas de quotidien

Faites suivre votre abonnement sur votre lieu de vacances

ou suspendre

TRANSFERT SUR LE LIEU DE VACANCES

Je demande que mon abonnement soit transféré pendant mes vacances du : inclus au inclus (en France métropolitaine uniquement).

► Mon adresse habituelle :

Nom : Prénom :

Code postal : (impératif)

Mon numéro d'abonné : (impératif)

* Ce numéro se trouve à la « une » du journal en haut à gauche

► Mon adresse en vacances :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Localité :

SUSPENSION VACANCES

Je demande la suspension de mon abonnement pendant mes vacances du : inclus au inclus.

* Votre abonnement sera prolongé d'autant

Si vous êtes absent par problèmes techniques votre compte sera réglé au prorata des numéros servis dans le mois.

► Mon adresse habituelle :

Nom : Prénom :

Code postal : (impératif)

Mon numéro d'abonné : (impératif)

Bulletin à renvoyer au moins 12 jours avant votre départ à :

LE MONDE, service abonnements

24, avenue du Général-Ledoux - 92046 Garches Cedex - Tél. : 01-42-17-32-90

USA - CANADA

Le Monde (ISSN 0000-7256) is published daily for \$ 92 per year. Le Monde, 21 bis, rue Claude-Bernard,

75014 Paris, France. For advertising rates and other information, please contact :

N.Y. US and Canadian mailing offices, 100 WASHINGTON ST., NEW YORK, N.Y. 10038

Box 15-18, Champs-Élysées, N.Y. 10019-1518

* Pour l'étranger nous consulter <http://www.lemonde.fr>

RAZZIA SUR LES ŒUVRES D'ART

une série écrite par Roland-Pierre Paringaux et Emmanuel de Roux

Une grande enquête en treize épisodes consacrée au trafic des objets d'art dans le monde. Avec les auteurs de cette série, partez sur les traces d'œuvres d'art volées ou disparues.

Tous les jours, du samedi 26 juillet jusqu'au 9 août dans **Le Monde**

L'ÉTÉ FESTIVAL

LA PHOTOGRAPHIE DE GÉRARD RONDEAU

Passé les grands rendez-vous du jazz-spectacle, les festivals reprennent format humain, plus créatifs, plus diversifiés, dans des lieux superbes

black and black

Théâtre de Dix Heures

LOCATION : 01 46 06 10 17
90, boulevard du Château d'Orléans Paris
BOULEVARD DU CHATEAU D'ORLEANS
BOULEVARD DU CHATEAU D'ORLEANS

MAIRIE DE PARIS

A L'AFFICHE

Jeunes chanteurs lyriques à l'Opéra de Vichy
Le Jeune Théâtre lyrique de France (JTLF), troupe de dix chanteurs lyriques en début de carrière, sera en résidence à l'Opéra de Vichy (Allier) du 27 juillet au 10 août. Le 9 août, ils participeront à une production de l'opéra bouffe *La Finta Semplice*, de Mozart. Le JTLF reprendra, le 29 juillet, *Les Folies Offenbach*, puis, le 3 août, donnera un programme de mélodies françaises.

Opéra de Vichy, 5, rue du Casino, 03200 Vichy. Tél. : 04-70-30-50-30.
Soirée Offenbach du 29 juillet, à 20 h 30, 80 F à 220 F.
Concert-déjeuner mélodies françaises, 3 août, à 11 h 30, 70 F à 120 F (concert seul). La Finta Semplice, le 9 août, à 20 heures, 70 F à 340 F.

2 Auteurs en acte à l'Isle-sur-la-Sorgue
La deuxième édition du festival Auteurs en acte, de l'Isle-sur-la-Sorgue (Vaucluse), est ouverte au monde espagnol et latino-américain. A signaler : un récital de tango argentin contemporain par Adrián Politi et Alain Petit, un spectacle poético-musical d'après García Lorca, le comédien argentin Ricardo Bo (un ancien du groupe TSE) qui interprétera *Une soirée pour Borges* (10 et 11 août) et la pièce d'Arrabal *Le Fay Rire des Lilliputiens*, lue en public (12 août).

Festival Auteurs en acte, l'Isle-sur-la-Sorgue, 84800. Tél. : 04-90-39-67-81. Du 6 août au 16 août.

ET SUR INTERNET
* Le Journal des festivals, nos photographies et reportages : www.lemonde.fr/festivals

Lucien Gourong ouvre son conte à la BNP

Quand Paris Quartier d'été pactise avec le diable

AVEC Paris Quartier d'été, les habitants de la capitale peuvent faire de sérieuses économies de voyage et même, vu le temps qu'il fait, de vacances. Pour la plupart des spectacles programmés jusqu'au 15 août, Paris représente en effet une simple étape, comme le centre d'une toile d'araignée dont les fils arrivent au partent dans tous les coins de France, d'Europe. Il y a quelques exceptions, comme la Parade des quartiers d'été, deuxième édition, samedi 26, aux Tuileries, de ce grand défilé fabriqué par le Théâtre du Campagnol avec un bon millier de participants.

Mais la plus originale des initiatives est sans doute, programmée par Muriel Bloch, une espèce de manifestation itinérante, *Paris sur Paroles*, qui permet de faire découvrir, dans des lieux méconnus de la capitale, des arts et des artistes qui d'ont pas encore fait sauter le hip-parade. Cette année : *Cantes en banque*. Une idée partie d'un jeu de mots assez bête, mais enrichie d'un pari singulier : convaincre les plus prestigieuses institutions financières de prêter leur siège pour en faire le strapontin intrusiste d'un festival de conteurs. « *Paris Quartier d'été, dans son désir toujours renouvelé de faire découvrir les talents les plus inattendus de Paris et de sa banlieue, ouvre les salons dorés des banques les plus prestigieuses...* », annoncent, gourmands, les organisateurs.

Hélas ! la Société générale, qui possède, derrière l'Opéra Garnier, l'une des plus belles verrières de France, n'a pas daigné participer au jeu. Le Crédit lyonnais, dont le

siège, boulevard des Italiens, avait été bousillé par des architectes avant même de partir en fumée, n'a pas non plus été en mesure de s'offrir ce micro-Hollywood. Mais d'autres ont fait crédit à Muriel Bloch et se sont prêtées à l'exercice : le CIC, la BNP, la Banque de France, le Crédit municipal ou la SNVB. Lucien Gourong ouvrait le feu à la BNP, rue Bergère. Lui, Gourong, c'est un conteur breton qui raconte des histoires qui sentent le voyage et les mille et une nuits, même si tout se passe entre un café du Finistère, une maison bantée à Paris, un dolmen, un ceruciel capricieux qui se refuse à prendre le large.

Le conteur, lui, vocifère, il chante, il tempête, il emmène son public dans un drôle d'abordage

Elle, la BNP, c'est un immeuble extravagant, à peu près laissé dans son jus d'origine, mais rempli d'un mobilier de bureau hétéroclite, démodé, avec des paravents en tissus navrants de désolation, un mélange d'armoires métalliques, de bureaux d'ordinateur, quelques employés sont restés à leur poste pour profiter du conteur. Le public, une cinquantaine d'adultes consentants et un enfant en bas âge qui participe en vagissant, se tasse autour de Lucien Gourong : l'acoustique est déplorabile. Ce n'est évidemment pas le genre d'endroit où l'on

crie sur les toits l'état de sa fortune ni le montant de son découvert. Or le conteur, lui, vocifère, il chante, il tempête, il emmène son public dans un drôle d'abordage. Et il finit par faire oublier la majesté décatie de la banque, avalant dans un drôle de tourbillon toutes les réalités du monde, les plus palpables comme les plus imaginaires.

Gourong a tenté de pactiser avec le diable. Il a intitulé son affaire *Mélez-vous de mes comptes*, pour assumer son mariage forcé avec la banque. Mais on ne compte vraiment pas de la même manière dans l'or de ses casernes et dans les colonnes sévères de la BNP Ben Zimet, qui a pris la suite à la SVNB,

était plus à l'aise pour faire livrer ses contes à la tradition juive : *Comment l'argent est venu au monde*, a-t-il intitulé sa prestation. Les 25 et 26, à 17 h 30, il sera deux comédiens munichois, Hög Banesche et Hedwig Rost, pour animer le CIC Paris (60, rue de la Victoire, 17 h 30) avec « *le plus petit théâtre du monde* ». Dans cette affaire, on ne sait pas s'il faut d'abord encourager le public à faire la tournée des grands édifices bancaires, ou exalter l'intérêt de cette invitation au voyage des conteurs.

Frédéric Edelmann

HORS CHAMP

■ L'architecte sino-américain Ieoh Ming Pei (notre photographie), qui a réalisé le réaménagement du Grand Louvre à Paris, a décidé de confier la plupart de ses archives personnelles - écrits et dessins - à la bibliothèque du Congrès de Washington, a annoncé, le 23 juillet, la bibliothèque.



XAVIER LABROUSSE/METIS

■ Pascal Dusapin a été sélectionné avec cinq autres compositeurs d'Espagne, Italie, Argentine, Corée et Israël comme finaliste du concours de composition 1997 Leonard Bernstein. Les épreuves finales auront lieu à Jérusalem du 29 novembre au 3 décembre avec la participation de l'Orchestre symphonique de Jérusalem.

aujourd'hui à des fondations privées américaines) et de nous les rendre ? » Le ministre russe a, en outre, jugé juridiquement « très imprécis » l'accord germano-russe signé en 1992 qui prévoit la restitution par la Russie à l'Allemagne d'un fabuleux butin de guerre de 200 000 objets d'art, de deux millions de livres rares et de trois kilomètres d'archives.

M. Sidorov a précisé que Moscou n'entendait pas restituer le Trésor de Priam, joyau des œuvres confisquées par l'Armée rouge.

■ Le réalisateur Steven Spielberg a commencé en Irlande le tournage de *Saving Private Ryan*, film situé en France durant la seconde guerre mondiale, peu après le débarquement en Normandie, a annoncé Paramount Pictures, co-producteur du film avec DreamWorks, le nouveau studio créé par le réalisateur des *Dents de la mer*. Tom Hanks est l'acteur principal du film dont la sortie aux Etats-Unis est prévue pour 1998.

■ Les temples romains de Baalbek (Liban), qui ont accueilli un prestigieux festival de musique et de danse - Karajan, Ella Fitzgerald, Miles Davis, Oum Kalthoum s'y sont produits - brutalement interrompu en 1975 par la guerre, vient de renaître. Ce festival a ouvert avec la compagnie de danse libanaise Caracalla et s'achèvera, le 30 juillet, avec le violoncelliste Mstislav Rostropovitch et l'orchestre philharmonique de Radio France conduit par Marek Janowski. Nombre de résidents de Baalbek, ville appauvrie par la guerre, jugent ce festival comme « appartenant à une autre planète ».

Le désastre expliqué de Joanna Haigood, femme volante

Avignon/Danse. Face à l'incurie du Festival, la chorégraphe a tenté une impossible représentation de son spectacle aérien « Psalm ». Sans rancune ni rancœur, elle reviendra en France en 1998

PARFOIS la colère vous prend. On essaie alors de se raisonner et de comprendre. Pourquoi Joanna Haigood, chorégraphe de San Francisco, a-t-elle donné une performance visiblement à l'état d'ébauche, alors qu'elle arrivait à Avignon précédée d'une belle et curieuse réputation, celle d'une marginale ayant choisi la danse dans les airs ? Pourquoi avons-nous vu deux danseurs quand le programme en annonce sept ? Et interrogation majeure : pourquoi, alors qu'elle devait danser le long des parois du Palais des papes, a-t-elle été déplacée à l'intérieur du Vieux Cloître ?

Joanna Haigood serait arrivée au Festival d'Avignon via la mairie. A-t-elle été imposée ? La belle affaire : son nom est inscrit dans le programme depuis le début. Il y a des choix qu'il faut assumer.

Très grande, belle, on devrait dire splendide. Pas du tout décidée à en découdre. Et pourtant... « Quand je suis venue en novembre 1996 reconnaître les lieux avec mon maître-accordeur, le Festival m'a juste signalé qu'il risquait d'y avoir quelques échafaudages. Quand je suis arrivée, en juillet, six jours avant la représentation, la parole à nous deviens danser était inabordable. J'ai dû dire à quatre danseurs de rester à San Francisco. Avec mon directeur technique, et le danseur Brentan Cheng, plus une équipe du Festival formée de trois alpinistes, des hommes miraculeux, nous avons eu trois jours pour esquis-

ser quelques idées pour une nouvelle danse dans la cour du Vieux Cloître. »

On l'a vu voler, hirodelle noire, chapeau noir, ris peut-être, en tout cas bel oiseau, tentation d'un moine dont la silhouette apparaît de temps à autre dans l'embrasure des fenêtres. Le filin du moine se pouvait être accroché que très court. Sans réelle liberté de manœuvre, quand il arrive enfin à se saisir de l'horizontale, objet obscur de son désir, il l'agrippe avec des gestes grotesques. « Psalm, que nous devions danser, explique Haigood, nous l'avons créé dans la baie de San Francisco, tout en haut d'une grue. Un bon entraînement au mistral ! Il y avait un ballet de six filins. Il y avait des robes jusqu'à terre. Un rideau rouge immense se déployait, découpaient l'espace, comme dans une scène de kabuki. Les harnais aussi étaient de couleur écarlate. Mon propos était de parler de l'Église quand le pouvoir politique le disputait au pouvoir spirituel, du combat de l'esprit et de la chair. »

BALLET AÉRIEN

Joanna Haigood est née à New York d'un père afro-américain et d'une mère allemande. Il y a dix-sept ans déjà, elle décide de former, à San Francisco, sa propre compagnie autour de la danse aérienne : le Zacccho Dance Theatre. « J'ai toujours aimé grimper aux arbres, passer par les fenêtres. C'est à Londres, alors que j'étudiais à The Place, que j'ai voulu casser tout cet

apprentissage de danse. J'ai alors suivi les cours de trapèze chez Barnum & Bailey. Ma vocation a été irrésistible. J'aime être celle qui est très haut. » A Avignon, en guise de dédicace, elle a reçu l'autorisation de grimper où elle voulait sur le Palais des papes : « On est allé partout. Là où peut-être jamais personne n'a posé le pied. Quand j'ai entendu de si près le son des cloches, c'était si beau que j'en ai pleuré. Pourquoi ne pas avoir annulé ? Je suis très fière d'avoir relevé le gant. »

Joanna Haigood reviendra en France dès janvier 1998 : elle a été sélectionnée pour continuer les projets entrepris avec des chorégraphes par l'École nationale du cirque de Châlons-sur-Marne. Elle est, en outre, une habituée du Jacob's Pillow, lieu du nec plus ultra de la danse américaine. En 1999, elle y présentera un projet qu'elle prépare depuis deux ans : *Invisible Wings*. Une épopée sur les familles d'esclaves et la construction des chemins de fer aux Etats-Unis. « Un vrai travail de généalogie. Les survivants sont très vieux. » Elle se lève pour imiter une femme qui tourne avec les bras très écartés du corps. « Il faut que j'aille répéter. » On se retourne. Elle a déjà disparu. Et si, pour répondre à autant de *fair play*, le Festival invitait Joanna Haigood dès à présent avec ses Ailes invisibles ?

Dominique Frétyard

Etonnant MIMI

Arles/Musique. Les innovateurs explorent de nouveaux genres

12^e FESTIVAL MIMI, Théâtre antique d'Arles. Jusqu'au 28 juillet. Tél. : 04-90-40-40-20. Entrée adhésion Association Amis 100 F, donnant accès à l'ensemble des concerts.

Dès l'entrée du Théâtre antique d'Arles, les étiquettes posées devant des bacs de disques annoncent quelques-unes des orientations du Festival du Mouvement International des musiques innovatrices (MIMI) : free-pop, avant-rock, post-jazz, bruitiste, acoustique... toutes les variations sont possibles. Depuis sa création, le MIMI, qui débute jeudi 24 juillet sa 12^e édition, parvient à une remise en question créative des frontières entre les genres sans effort hétérodoxe. Au milieu des affiches prévisibles de la plupart des festivals d'été, le MIMI tranche aisément.

Alors que la ville d'Arles sort tout juste des Rencontres de la photographie et du Festival SUD, les premiers « minimalistes » arrivent d'un peu partout dans le monde. Certains ont suivi le festival dans ses différents lieux dont Arles est le dernier en date pour la deuxième année consécutive. A la nuit tombée, le festival a fait un premier plein de spectateurs, de six à sept cents personnes, plus que prévu par Ferdinand Richard, fondateur et créateur du MIMI. Les soirées du MIMI ne se ressemblent jamais, elles ont toujours des noms évocateurs : Nuit flash, Nuit bleue, Nuit du sable (sous-titrée Nuit du conseil général des Bouches-du-Rhône), Nuit des maisons, Nuit du recyclage.

La Nuit flash démarre en coup de force avec une formation japonaise, Harpy, pour sa première sortie hors de son pays. La scène japonaise underground la plus énerve est maintenant bien implantée dans les réseaux français. Harpy vient montrer d'autres intentions. A partir de chansons parfaitement construites sur des motifs cycliques apparemment simples, Harpy est une belle surprise qu'avait annoncée un disque, *Do Not Eat* (chez Stupeur et Tromperie). Le groupe doit beaucoup au batteur Kenji Ito, c'est par lui que passent toutes les impulsions.

En premier plan, la chanteuse Kyoko, longiligne silhouette entre les deux colonnes encore presque intactes du théâtre antique. Sa voix, au registre ample, évoque tout à tour une gamine boudoise, une Betty Boop hallucinée, une canta-

trice en vol libre ou une brute de dessins animés. Le chant enchaîne les mots, plus pour leur sonorité que pour leur sens, des cascades d'onomatopées répondent aux tricotages habiles du guitariste Suzuki et au presque classique du pianiste Onotetsu. Avec l'air d'être une bande sonore pour Alice au pays des merveilles, Harpy évite l'accroche et conserve une approche très vigoureuse qui transforme chaque morceau en miniature à la fois forte et savamment déglutée.

INSTRUMENTS DÉTOURNÉS

Avec le trio inédit qui leur succède, la nuit s'embellit un peu plus. Au duo new-yorkais régulier de la harpiste Zena Parkins et du guitariste - ou plutôt joueur d'instrument à cordes - Elliott Sharp, est venu se greffer le Français, Le Quan Ninh, l'un des rares percussionnistes issus de la musique contemporaine (avec Jean-Pierre Drouot) à aller à la rencontre des expériences les plus hardies. Là où Harpy jouait la rapidité, le trio avance dans la durée. En une longue recherche sur le timbre de leurs instruments déformés de leur fonction traditionnelle, les trois musiciens atteignent à cet imprévisible que permet la musique improvisée. Les cordes, les cymbales, les peaux sont frottées, frappées, déformées par l'électronique en un lent mouvement qui s'emballe parfois. C'est une musique qui s'impose d'elle-même, sans références ou repères formels, comme surgie de nulle part. On en restera longtemps étonné.

Sylvain Sicler

La tragédie des artistes algériens

Avignon/Théâtre. La force de la création malgré les menaces, la mort et l'exil

ALGÉRIE : UN COUTEAU DANS LE SOLEIL. Textes d'Hélène Cixous, Tahar Djaout... Mise en scène : Hamida Alt El Hadj. Avec Hamid Chabouni, Assia Guemra, Serge Karim, Kassia Borderie, Abdelrahmane Gouaneche. Jusqu'au 31 juillet, 20 heures, temple Saint-Martial, Avignon. Tél. : 04-90-82-48-77.

« Tous les jours, nous avons du sang à essuyer » : la pièce se passe dans l'Algérie d'aujourd'hui, celle des artistes si touchés par les crimes islamistes. Malgré les menaces, une troupe de comédiens continue ses répétitions. Ils ne veulent pas renoncer, sur scène, à « parler d'amour dans un pays où l'on tue ». Alors le jeune premier (joué par Hamid Chabouni) répète son duo de théâtre avec la danseuse (Assia Guemra). Pendant leur échange d'amour courtois, des coups de feu retentissent. A l'entrée du théâtre, le metteur en scène vient de se faire assassiner.

D'une voix superbe, le second rôle féminin, une chanteuse berbère

incarnée par Kassia Borderie, veut couvrir le bruit des slogans haineux. Le poète (Serge Karim) déclame « son » pays, fort différent de celui des barbus : « Je suis algérien, berbère, juif, espagnol... » Quand la chanteuse le conjure de fuir l'Algérie avant d'être assassiné, lui reprochant à lui et aux autres de « vouloir se faire tuer en héros », il refuse. De jour en jour, l'angoisse gagne. Les menaces de menaces « au nom de Dieu » s'accumulent dans les boîtes à lettres des comédiens. Les intégristes les plus audacieux font irruption à l'intérieur même de la salle de spectacle.

RÉFUGIÉS EN FRANCE

La troupe survit, alternant les instants de peur et de révolte avec les pulsions de vie : Assia Guemra répète une danse éblouissante qui doit clore le spectacle ; Hamid Chabouni entonne *Alger la blanche*, le tube de Lili Boniche, le grand chanteur juif d'Alger, parti en 1962. Mais, à son tour, il craque. « Il faut que je respire », lâche-t-il en annonçant son départ à ses compagnons. « Comment se sauver sans se

perdre ? », s'interroge en réponse le poète. Avec le soutien d'Ariane Mnouchkine, Hamida Alt El Hadj, metteur en scène algérienne aujourd'hui exilée en France, a puisé dans la réalité pour concevoir ce spectacle. Azzedine Medjoubi a été assassiné en février 1995 devant le Théâtre national algérien (TNA) qu'il dirigeait. Il avait joué dans des spectacles mis en scène par Hamida Alt El Hadj. Plusieurs des comédiens du TNA, traumatisés par ce meurtre, se sont exilés en France où leur situation matérielle, administrative et morale est éprouvante (*Le Monde* du 17 juin). Une partie des acteurs de cette Algérie : un couteau dans le soleil vivent, à Paris, les souffrances de l'exil.

Mêlant des textes de Tahar Djaout, l'un des premiers écrivains assassinés, Hélène Cixous, Jean Ségur, Ben Mohamed, etc., Hamida Alt El Hadj cherche aussi à montrer que l'Algérie n'est pas seulement une terre ensanglantée, un régime politique marqué par trente années de parti unique. Des artistes et aspirent à créer. Des traditions d'arts raffinés y existent. D'ailleurs, les

chants de Kassia Borderie et les danses d'Assia Guemra constituent les instants les plus émouvants du spectacle.

Catherine Bédarida

JARDIN DES TUILLERIES
SAMEDI 26 JUILLET 18H
ACCÈS LIBRE

LA PARADE DES QUARTIERS D'ÉTÉ

15 TABLEAUX, 14 COMPAGNIES
1000 PARTICIPANTS

PARIS, QUARTIER D'ÉTÉ
01 44 83 64 40

PALAIS ROYAL
DU 26 AU 29 JUILLET 22H

TWYLA THARP DANCE COMPANY

TARIF : 120F / TARIF RÉDUIT : 80F

PARIS, QUARTIER D'ÉTÉ
01 44 83 64 40 / 3615 FNAC

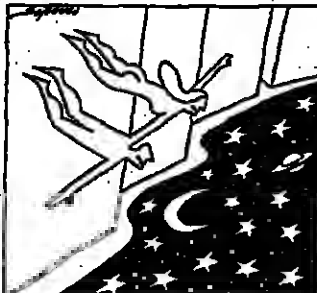
هكذا في الوطن

GUIDE CULTUREL

LE MONDE / SAMEI 26 JUILLET 1997 / 21

Les artistes ont le nez creux

A Paris, une exposition consacrée aux odeurs



L'ART contemporain ne sent pas toujours très bon. En témoignent une chaussette portée par Ben durant quinze jours, un gigantesque pot-pourri de Bontanski ou une combinaison infernale de Chanel n° 5 et de Shalimar, par Bertrand Lavier. D'ailleurs, vu par Mario Merz, il sent le fagot, et le souffle lorsqu'il passe par les boîtes d'Ingeborg Lüscher. Il dégage parfois des exhalaisons contre nature : ainsi, ce parterre d'impatiens planté par Anne Deleigne et parfumées à la rose. La rose... Beuys l'a dédiée à la démocratie directe, et Josef Breitenbach en a photographié les senteurs dans les années 30. Ces images étranges voisinent avec le Nez de Giacometti, rendu plus long que celui de Cézanne par la poésie de Jacques Pajou. Organisée par un des meilleurs spécialistes de Mar-

cel Duchamp, Jacques Caumont, l'exposition « Odeurs... une odyssée » ne néglige aucune facette du maître, ni la typographie nicotique ni l'odeur de sainteté des litanies marmiteuses de Rose Sélavy. La quarantaine d'artistes représentés constituent un répertoire réjouissant, qui démontre aux nez pinçés que l'art contemporain n'est pas près de s'essuyer. Le visiteur trouvera également, au sous-sol, la démonstration hilarante d'un pétomane anglais surnommé « Mister Methane ». Sous forme de film, heureusement : la télévision transmet les formes, les couleurs et les sons, pas les parfums.

* Passage de Retz, 9, rue Charlot, Paris 3^e. M^{me} Filles-du-Calvaire. De 10 heures à 19 heures. Fermé lundi. Tél. : 01-48-04-37-99. Jusqu'au 31 août. 35 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Jean Guillou (orgue)
Jean Guillou est un improvisateur de génie, un organiste dont la virtuosité, la technique en jeu et le sens des registrations en font l'héritier de Franck et de Vierne, qu'il sert sur son orgue de Saint-Eustache. Œuvres de Franck, Vierne et Guillou.
Eglise Saint-Eustache, 2, rue du Jour, Paris 1^{er}. M^{me} Les Halles. 21 heures, le 26. Tél. : 01-49-87-50-50. 50 F.
Quatuor Kandinsky
L'excellent Quatuor Kandinsky propose deux concerts à l'Orangerie du parc de Sceaux. Le premier, auquel viendra se joindre le non moins excellent flûtiste Philippe Bernold, est consacré à Mozart. Le second est un magnifique et copieux programme de quatuors avec piano (œuvres de Beethoven, Brahms, Faure), par un ensemble qui pratique ce répertoire à l'année. Autant dire qu'il ne s'agit pas d'un groupe improvisé pour la saison des festivals.
Sceaux (92), Orangerie, parc de Sceaux. M^{me} Bourg-la-Reine. 17 h 30, les 26 et 27. Tél. : 01-46-60-07-79. De 100 F à 140 F.

Derviches tourneurs de Damas
Julien Weiss, maître français de la musique arabe, virtuose du kamanj, la cithare à cordes pincées, vit à Alep, en Syrie. Avec son ensemble, El Kindi, il accompagne les meilleurs chanteurs du monde arabe, tel Cheikh Hamza Chakour, ici présent avec les Derviches tourneurs de Damas. (A écouter : Sufis Songs of Damascus, un CD Long Distance-WMD.)
Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, Paris 4^e. M^{me} Rambuteau. 20 heures, les 26 et 27. Tél. : 01-44-78-13-15. Entrée libre.
Daniilo Perez Trio
Floraisons odorantes et colorées du Parc floral, scène conviviale, public mélangé entre amateurs et professionnels, le festival « A fleur de jazz » est l'un des lieux de l'été. La programmation se tient. Le pianiste Daniilo Perez, originaire de Panama, a précédé la vague latino actuelle avec une orientation qui passe par un jeu rythmique décomposé et un lyrisme maîtrisé.
Parc floral de Paris (bois de Vincennes), bois de Vincennes, Paris 12^e. M^{me} Château-de-Vincennes. 16 heures, le 26. Entrée libre.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS
COUP DE FOUDEUR ET CONSÉQUENCES
Film américain d'Andy Tennent, avec Matthew Perry, Salma Hayek, Jon Tenney, Carlos Gomez, Tomas Milian, Stephen Collins (1 h 40).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-39-99-40) (+); UGC Odéon, 6^e (01-40-39-99-40) (+); UGC Champs-Élysées, dolby, 6^e (01-43-87-35-43) (+); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (01-47-70-33-88) (+); UGC Lyon Bastille, 12^e (01-47-02-55-88) (+); Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (01-43-87-35-43) (+); UGC Odéon, 6^e (01-40-39-99-40) (+); Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-48-26-42-27) (+); Pathé Wepler, dolby, 18^e (+); Le Gambetta, dolby, 20^e (01-46-36-10-96) (+).
LE JOUR DE LA BÊTE (*)
Film espagnol d'Alex de la Iglesia, avec Alex Angulo, Armando de Razza, Santiago Segura, Terie Pavez, Nathalie Sesena, Marie Grazia Cucinotta (1 h 40).
VO : UGC Ciné-été les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-39-99-40) (+); Gaumont Opéra 1, dolby, 2^e (01-42-12-91-40) (+); UGC Odéon, dolby, 6^e (01-43-87-35-43) (+); Gaumont Champs-Élysées, dolby, 6^e (01-43-87-35-43) (+); Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-48-26-42-27) (+); Pathé Wepler, dolby, 18^e (+); Le Gambetta, dolby, 20^e (01-46-36-10-96) (+).
MAD DOGS
Film américain de Larry Bishop, avec Ellen Barkin, Gabriel Byrne, Richard Oreyfuss, Jeff Goldblum, Diane Lane, Gregory Hines (1 h 32).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-39-99-40) (+); Gaumont Opéra 1, dolby, 2^e (01-42-12-91-40) (+); UGC Odéon, dolby, 6^e (01-43-87-35-43) (+); Gaumont Champs-Élysées, dolby, 6^e (01-43-87-35-43) (+); Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-48-26-42-27) (+); Pathé Wepler, dolby, 18^e (+); Le Gambetta, dolby, 20^e (01-46-36-10-96) (+).
VF : UGC Montparnasse, 6^e ; Paramount Opéra, dolby, 9^e (01-47-02-55-88) (+); UGC Lyon Bastille, 12^e (01-47-02-55-88) (+); Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (01-43-87-35-43) (+); Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-48-26-42-27) (+); Pathé Wepler, dolby, 18^e (+); Le Gambetta, dolby, 20^e (01-46-36-10-96) (+).

LES MILLE MERVEILLES DE L'UNIVERS (*)
Film français de Jean-Michel Roux, avec Thierry Karyo, Julie Delpy, Chick Ortega, Feodor Atkine, Maria De Medeiros, James Hyndman (1 h 27).
VO : UGC Ciné-été les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-39-99-40) (+); Gaumont Opéra 1, dolby, 2^e (01-42-12-91-40) (+); Les Montparnasse, 14^e (01-39-17-10-00) (+).
SPEED 2 : CAP SUR LE DANGER
Film américain de Jan De Bont, avec Jason Patric, Sandra Bullock, Willem Dafoe, Teneuer Morrison, Brian McCordie, Christine Fikins (2 h 10).
VO : UGC Ciné-été les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-39-99-40) (+); Gaumont Opéra 1, dolby, 2^e (01-42-12-91-40) (+); Les Montparnasse, 14^e (01-39-17-10-00) (+).
VF : Rex (Le Grand Rex), dolby, 2^e (01-39-17-10-00) (+); UGC Montparnasse, dolby, 6^e (01-43-87-35-43) (+); Paramount Opéra, dolby, 9^e (01-47-02-55-88) (+); Les Nations, 12^e (01-43-87-35-43) (+); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (01-47-02-55-88) (+); UGC Odéon, dolby, 14^e (01-43-87-35-43) (+); Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (01-43-87-35-43) (+); Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-48-26-42-27) (+); Pathé Wepler, dolby, 18^e (+); Le Gambetta, dolby, 20^e (01-46-36-10-96) (+).

(*) Films interdits aux moins de douze ans.
(+) Réservation au 01-40-30-20-10.

SPECTACLES
RÉSERVEZ VOS PLACES SUR MINTEL
3615 LEMONDE

RÉGIONS

Une sélection musicale, danse, théâtre et art en région

MUSIQUE CLASSIQUE

BEAUNE
L'Enfance au sérial de Mozart, Elizabeth Magnusson (Konstanze), Gwendoline Bradley (Gloria), James Taylor (Belmonte), Christopher Ganz (Pedro), Reinhard Hagen (Olim), Orik Schortemeyer (Selin), Das Neue Orchester, Chor Musicus Köln, Christoph Spiering (direction).
Hospices, rue de l'Hôtel-Neuf, 21 Beune. 21 heures, le 26. Tél. : 03-26-21-30. De 90 F à 390 F.
EUROPA GALANT
Pergolèse : Stabat Mater, Salve Regina, Maria Constanta Nocentini (soprano), Laura Constanta Nocentini (soprano), Florin Szepiet (violin), Dan Iarca (alto), Dorci Fedoreanu (violoncelle), Gabriel Tacchino (piano).
Basilique Notre-Dame, impasse Notre-Dame, 21 Beune. 21 heures, le 1^{er} août. Tél. : 03-26-21-30. De 80 F à 300 F.
CANNES
Jean-Philippe Collard (piano).
Chopin : Ballade, Nocturnes, Valses, Scherzo, Rachmaninov : Préludes, Sonate pour piano op. 36.
Parvis de l'église Notre-Dame-d'Espérance, place de la Castré, 06 Cannes. 21 h 15, le 26. Tél. : 04-92-99-31-08. De 180 F à 200 F.
Carte blanche à Gabriel Tacchino.
Franck : Quintette pour piano et cordes op. 81, Constantin Bogdanac, Florin Szepiet (violin), Dan Iarca (alto), Dorci Fedoreanu (violoncelle), Gabriel Tacchino (piano).
Parvis de l'église Notre-Dame-d'Espérance, place de la Castré, 06 Cannes. 21 h 15, le 26. Tél. : 04-92-99-31-08. De 180 F à 200 F.
MENTON
Orchestre philharmonique de Monte-Carlo.
Mozart : Divertissement pour cordes, haubois et deux cors KV 251, Concerto pour piano et orchestre KV 467, Symphonie concertante pour violon, alto et orchestre KV 364, Yuri Bashmet (alto), Paul Say (piano), Shlomo Mintz (violin, direction).
Parvis Saint-Michel, 06 Menton. 21 h 30, le 31. Tél. : 04-93-35-62-22. De 80 F à 280 F.
MDNTELLIER
Médthé de Bloch, Jean-Philippe Lefont (Macbeth), Markella Hatzilano (Ivry Macbeth), Jean-Philippe Macbeth (Macbeth), Jacques Tussell (Banquo), Christel Bladin (Duncan), Chœur de la radio-télévision de Nîmes, Orchestre philharmonique de Montpellier, Friedemann Corum, Opéra Berlioz, esplanade Charles-de-Gaulle, 34 Montpellier. 21 heures, le 26. Tél. : 04-67-02-02-01. De 100 F à 220 F.
Chœur et orchestre philharmonique de Montpellier
Haydn : Trio pour piano, violon et violoncelle n° 45, Brahms : Trio pour piano, violon et violoncelle n° 101, r. 3, Schubert : Trio pour piano, violon et violoncelle op. 99.
Abbaye Saint-Michel-de-Cuxa, 66 Prades. 21 heures, le 29. Tél. : 04-68-96-33-07. De 130 F à 160 F.
Quatuor Kandinsky
Brahms : Quatuor pour piano et cordes op. 26, Faure : Quatuor pour piano et cordes op. 45.
Abbaye Saint-Michel-de-Cuxa, 66 Prades. 21 heures, le 29. Tél. : 04-68-96-33-07. De 130 F à 160 F.
REIMS
Georges Hudemacher (piano).
Schubert : Moments musicaux D 780, Rachmaninov : Moments musicaux op. 16, Chopin : Polonaise op. 4, Sonate op. 58.
Manège, 2, boulevard du Général-Leclerc, 51 Reims. 19 heures, le 28. Tél. : 03-26-47-30-40. 50 F.
Trio Wanderers
Rachmaninov : Trio élégiaque pour piano, violon et violoncelle n° 1, Tchaikovsky : Trio pour piano, violon et violoncelle op. 50 « A la mémoire d'un grand artiste ».
Manège, 2, boulevard du Général-Leclerc, 51 Reims. 19 heures, le 31. Tél. : 03-26-47-30-40. 50 F.
Quatuor Kandinsky
Œuvres de Haydn, Schumann, Berg et Schönberg, Michel Moraguts (flûte), Pascal Moraguts (clarinette).
Reims-Champagne Congrès, 51 Reims. 16 heures, le 1^{er} août. Tél. : 03-26-77-45-25. Entrée libre.
Europaeus Union
Bucovina Orchestra.
Œuvres de Vivaldi, Telemann, Quantz, Heinichen et Rameau, Roy Goodman (direction).
Cirque, 2, boulevard du Général-Leclerc, 51 Reims. 19 heures, le 1^{er} août. Tél. : 03-26-77-45-25. Entrée libre.
LA ROQUE-D'ANTHERON
Orchestre Collegium Musicum.
Mozart : Concertos pour piano et orchestre KV 414 et KV 459, Zoltan Kocsis (piano), Michaël Schorwandt (direction).
Parc du château de Florans, 13 La Roque-d'Anthéron. 21 h 30, le 28. Tél. : 04-42-50-51-15. De 85 F à 260 F.
Stanley Hildard (piano)
Schubert : Sonates pour piano D 840, 958 et 960.
Parc du château de Florans, 13 La Roque-d'Anthéron. 21 h 30, le 28. Tél. : 04-42-50-51-15. De 85 F à 260 F.
Orchestre Collegium Musicum
Schubert : Sonates pour piano D 784 et D 959, Ländler pour piano.
Abbaye de Silvacane, 13 La Roque-d'Anthéron. 18 heures, le 30. Tél. : 04-42-50-51-15. De 85 F à 260 F.
Orchestre Collegium Musicum
Beethoven : Concerto pour piano et orchestre n° 4, Mendelssohn : Les Hébrides, Schubert : Symphonie n° 6, Leif Ove Andnes (piano), Michaël Schorwandt (direction).
Parc du château de Florans, 13 La Roque-d'Anthéron. 21 h 30, le 31. Tél. : 04-42-50-51-15. De 85 F à 260 F.
Nuit du piano
Brahms : Sonate pour piano op. 5, Quatuor pour piano et cordes n° 1, Intermède op. 117, Quintette pour piano et cordes op. 34, György Sebök, Jean-Claude Penetier (piano), Quatuor Ysaie.
Parc du château de Florans, 13 La Roque-d'Anthéron. 20 heures, le 1^{er} août. Tél. : 04-42-50-51-15. De 85 F à 260 F.
SAINT-MARTIN-DE-CRAU
Orchestre du théâtre Lluïre de Barcelone.
Falla : L'Amour sorcier, Mompou : Scènes d'enfants, Ginesa Ortega (chant flamenco), Josep Pons (direction).
Dominelle des Aulnes (grange), 13 Saint-Martin-de-Crau. 21 h 30, le 26. Tél. : 04-90-47-17-29. De 100 F à 210 F.
SOULIAC
La Messe de Haendel, Brigitte Peyre (soprano), Guillemette Laurens (alto), Ian Honeyman (ténor), Jean-Claude Saragoss (basse), Chœur les Éléments, Orchestre national de chambre de Toulouse, Joël Subitietti (direction).
Abbatiale, 46 Souillac. 21 heures, le 1^{er} août. Tél. : 05-65-38-28-08. De 100 F à 180 F.
VALCABRÈRE
Fine Arts Quartet.
Boccherini : Quatuor à cordes op. 2 n° 2, Ariaga : Quatuor à cordes n° 1, Schubert : Quatuor à cordes « La Jeune Fille et la Mort ».
Barthélémy Saint-Just, 31 Valcabrère. 21 h 30, le 31. Tél. : 05-61-88-32-00. De 70 F à 180 F.

DANSE

AVIGNON
Le Vif du sujet
Baptiste Quenez : All About Zoukoulou, Pascal Allio : L'ingénu.
Lycée Saint-Joseph, rue des Lices, 84 Avignon. 11 heures, les 26, 28 et 30 ; 18 heures, les 27, 29 et 31. Tél. : 04-90-14-14-14. 80 F.
Le Vif du sujet
Nathalie Rinaldi : Le Beau Milieu, Gennaro Battazzato : Raconte-moi.
Lycée Saint-Joseph, rue des Lices, 84 Avignon. 18 heures, les 26, 28 et 30 ; 11 heures, les 27, 29 et 31. Tél. : 04-90-14-14-14. 80 F.
Catherine Divers
Gymnase Aubanel, 84 Avignon. 19 heures, les 26, 27 et 28. Tél. : 04-90-14-14-14. 130 F.
Compagnies Brigitte Dumez et AJ Danse
Brigitte Quenez : Petit Encyclopédie d'un jardin dansé, Malté Fossen : Ultima.
Jardin du Cèdre, 12, rue Sainte-Catherine, 84 Avignon. 12 heures, les 26 et 27. Tél. : 04-90-86-04-33. 85 F.
Compagnie Boulevard-Obélie Les Chiches
Lycée Saint-Joseph, rue des Lices, 84 Avignon. 18 heures, les 26, 28 et 30 ; 11 heures, les 27, 29 et 31. Tél. : 04-90-14-14-14. 130 F.
MORTEAU
Compagnie Schmid-Pernette.
Le Fragon d'Alce.
Hellie de la Gare, 25 Morteau. 21 h 30, le 26. Tél. : 03-81-82-04-00. 60 F.
ROSNAY
CCN de Montpellier.
Seydou Boro et Salla Sanon : Le Siècle des fous.
Maison du parc, 36 Rosnay. 22 heures, les 1^{er} et 3 août. Tél. : 02-54-28-52-42. De 30 F à 40 F.

THÉÂTRE

AMBIÉT
Festival d'Amber.
Arthurin (Lubellie Cie), Toque-Ofonie et De Ville en ville (Teat Tapto), Boucle d'or (Cie Jeanne Bouillotte), Glub i Glub i (Cie Yllana), Igloo (Le Petit Théâtre), Le Bonhomme de paille (Cie Odisseïe), Aux d'ogres (Cie Brokabrak Théâtre), Tahiti (Cie Wurte Wurte), Pyrame Thibée (Ton und Kirschen Theater), La Danse des poules (Cie Abel et Gordon).
En salle, 63 Ambert. 21 heures, le 1^{er} août ; 14 h 30, 17 h 30, 21 heures, le 2^e août ; 2 h 30, 2 h 45, 5 h 15, 14 h 30, 17 h 30, 21 heures, le 3^e août ; 14 h 30, 17 h 30, 21 heures, le 4^e août ; 14 h 30, 17 h 30, 21 heures, le 5^e août ; 14 h 30, 17 h 30, 21 heures, le 6^e août ; 14 h 30, 17 h 30, 21 heures, le 7^e août ; 14 h 30, 17 h 30, 21 heures, le 8^e août ; 14 h 30, 17 h 30, 21 heures, le 9^e août ; 14 h 30, 17 h 30, 21 heures, le 10^e août ; 14 h 30, 17 h 30, 21 heures, le 11^e août ; 14 h 30, 17 h 30, 21 heures, le 12^e août ; 14 h 30, 17 h 30, 21 heures, le 13^e août ; 14 h 30, 17 h 30, 21 heures, le 14^e août ; 14 h 30, 17 h 30, 21 heures, le 15^e août ; 14 h 30, 17 h 30, 21 heures, le 16^e août ; 14 h 30, 17 h 30, 21 heures, le 17^e août ; 14 h 30, 17 h 30, 21 heures, le 18^e août ; 14 h 30, 17 h 30, 21 heures, le 19^e août ; 14 h 30, 17 h 30, 21 heures, le 20^e août ; 14 h 30, 17 h 30, 21 heures, le 21^e août ; 14 h 30, 17 h 30, 21 heures, le 22^e août ; 14 h 30, 17 h 30, 21 heures, le 23^e août ; 14 h 30, 17 h 30, 21 heures, le 24^e août ; 14 h 30, 17 h 30, 21 heures, le 25^e août ; 14 h 30, 17 h 30, 21 heures, le 26^e août ; 14 h 30, 17 h 30, 21 heures, le 27^e août ; 14 h 30, 17 h 30, 21 heures, le 28^e août ; 14 h 30, 17 h 30, 21 heures, le 29^e août ; 14 h 30, 17 h 30, 21 heures, le 30^e août ; 14 h 30, 17 h 30, 21 heures, le 31^e août.

Usine Volpiron, 84 Avignon. 19 heures et 22 heures, le 26 ; 22 heures, le 27. Tél. : 04-90-14-14-14. Durée : 1 h 30. 110 F et 130 F. Dernières.
Amphithéâtre (en russe et en français) de Molière, mise en scène d'Anatoli Vassiliev.
Eglise des Célestins, 84 Avignon. 19 heures, les 26 et 27. Tél. : 04-90-14-14-14. Durée : 2 heures. 110 F et 130 F.
La, être ici
d'après Danill Harms, mise en scène d'Oskaras Korsunovas.
Salle Benoit-XL, 84 Avignon. 15 heures, le 26 ; 19 heures, le 27. Tél. : 04-90-14-14-14. Durée : 1 h 40. 110 F et 130 F.
La Vieille 2 (en lituanien sous-titré en français)
d'après Danill Harms et Alexandre Vvèdentski, mise en scène d'Oskaras Korsunovas.
Salle Benoit-XL, 84 Avignon. 19 heures, le 26 ; 15 heures, le 27. Tél. : 04-90-14-14-14. Durée : 1 h 20. 110 F et 130 F.
Chant pour la Voie (en russe, sous-titré en français)
de Néza Gabriadze, mise en scène de l'auteur.
Chapelle des Pénitents-Blancs, 84 Avignon. 19 heures, le 26 au 28. Tél. : 04-90-14-14-14. Durée : 1 h 20. 110 F et 130 F.
La Vieillesse d'Orphée
d'Elvire Py, mise en scène de l'auteur.
Cour d'honneur du Palais des papes, 84 Avignon. 22 heures, le 26. Tél. : 04-90-14-14-14. Durée : 3 heures. De 110 F à 190 F.
Un mois à la campagne (en russe)
d'Ivan Tourgueniev, mise en scène de Sergueï Genovatch.
Chapelle des Célestins, 84 Avignon. 22 heures, le 26. Tél. : 04-90-14-14-14. Durée : 2 h 45. 110 F et 130 F.
Check-up
Un mois à la campagne (en russe) d'Ivan Tourgueniev, mise en scène de Sergueï Genovatch.
Chapelle des Célestins, 84 Avignon. 22 heures, le 26 et 29. Tél. : 04-90-14-14-14. Durée : 2 heures. De 110 F à 190 F.
SAINT-JEAN-D'ANGÉLY
Nathan le sage de Gotthold Ephraim Lessing, mise en scène de Denis Maréchal.
Abbaye royale, 17 Saint-Jean-d'Angély. 21 h 45, du 26 au 29. Tél. : 05-46-32-68-87. Durée : 2 h 45. 110 F et 140 F.
SARLAT
Festival des Jeux du théâtre.
Molière et ses amis (Jean-François Prévand), Trésor de Molière (Racine), Garcia-Pogel, Petit Boulot pour vieux clown (Vieljeux-Lee), Lune de miel (Jean-Luc Annaïd).
Jardin des Enfeus, 24 Sarlat. 21 h 45, les 26, 28 juillet, 3 août. Tél. : 05-53-31-10-83. 100 F. Dernières.
La Morsure du chiron (François Chaffin), Lettre à une amoureuse (Beaumarchais-Triboulet), Petites Félures (Bourgeois-Piéplu), Le Neveu de Rameau (Gide-Couffé), La Femme rompue (Beauvoir-Seigner).
Abbaye Sainte-Croix, 24 Sarlat. 18 heures et 21 heures, le 27 ; 21 heures, le 30 juillet, 1^{er} août. Tél. : 05-53-31-10-83. 80 F.
Cyrano de Bergerac (Rostand-Mico), La Tempête (Shakespeare-Revol), Marie Tudor (Hugo-Libon), Les Trois Mousquetaires (Molière-Triboulet).
Place de la Liberté, 24 Sarlat. 21 h 45, les 29, 31 juillet, 2, 4 août. Tél. : 05-53-31-10-83. De 90 F à 150 F.
VILLENEUVE-LES-AVIGNON
Millaire, l'homme de coton d'Eric-Emmanuel Schmitt, mise en scène de Bruno Abraham-Kremer.
Chapelle de la Collégiale, 30 Villeneuve-les-Avignon. 22 heures, les samedi, dimanche, mardi, mercredi, jeudi, vendredi, 26, 27, 28, 29, 30 juillet, 1^{er} août. 110 F et 100 F. Dernières.
Val savoir la vie
de l'atelier écriture-théâtre mené par François Bon, Charles Tordjman et Marc Guepratte, mise en scène de Charles Tordjman.
Time of the Charteuse, 30 Villeneuve-les-Avignon. 18 heures, le 31. Tél. : 04-90-14-14-14. Durée : 1 heure. Entrée libre.

ART

ALBI
In situ in situ : Valérie Jouve, Robert Mirin.
Centre culturel de l'Albigois, place de l'Amitié, 81 Albi. Tél. : 05-63-49-72-72. De 14 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 28 septembre. Entrée libre.
ANGERS
François Morellet, peintre-amiateur 1945-1968.
Musée des Beaux-Arts, 10, rue du Musée, 49 Angers. Tél. : 02-41-88-64-65. De 9 heures à 18 h 30. Jusqu'au 12 octobre. 10 F.
LES PUBLICATIONS
du Monde
Un ancien numéro vous manque ?
(Commande et envoi à domicile)
3615 LEMONDE

ANTIBES
La Côte d'Azur et la modernité : à l'épreuve de la lumière.
Musée Picasso, château Grimaldi, place Maréchal, 06 Antibes. Tél. : 04-92-90-54-20. De 10 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 30 septembre. 30 F.
BEAUFORT
Armand Guillaumin.
Centre de congrès Atria, avenue de l'Espérance, 90 Beaufort. Tél. : 03-84-58-85-00. De 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 août. Entrée libre.
Armand Guillaumin : de la lumière à la couleur
Musée d'art et d'histoire, château, 90 Beaufort. Tél. : 03-84-54-25-51. De 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 août. 11 F.
BIOT
La Côte d'Azur et la modernité : écho de la fuite.
Musée national Fernand-Léger, 15, chemin du Val-de-Péme, 06 Biot. Tél. : 04-92-91-50-30. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.
CERET
Picasso, dessins et papiers collés.
Cité 1911-1917.
Musée d'art moderne, 8, boulevard du Maréchal-Joffre, 66 Céret. Tél. : 04-68-87-27-76. De 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 septembre. 35 F.
COLMAR
Tat Coats (1905-1985).
Musée national Fernand-Léger, 68 Colmar. Tél. : 03-89-20-15-50. De 9 heures à 18 heures. Jusqu'au 14 septembre. 30 F.
DIDON
Prague 1900-1938, capitale secrète des avant-gardes.
Musée des Beaux-Arts, palais des États-Bourgeois, 21 Dijon. Tél. : 03-80-74-53-09. De 10 heures à 18 heures. Ouverture exceptionnelle le 15 août. Fermé mardi. Jusqu'au 13 octobre. 20 F.
EYMOUTIERS
Jean-Paul Riopelle : sculpture, peinture, gravure.
Espace Paul-Rebeyrolle, route de Nèble, 87 Eymoutiers. Tél. : 05-55-69-58-88. De 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 19 octobre. 20 F.
VASSYVIERE
Bernard Pagès, Florence Chevallier.
Centre d'art contemporain, 87 Vassyvrière. Tél. : 05-55-69-27-27. De 11 heures à 19 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 5 octobre. 15 F.
LYON
Le Biennal de Lyon.
Halle Tony-Garnier, 20, place Antonin-Perrin, 69 Lyon. Tél. : 04-72-40-26-26. De 12 heures à 19 heures ; nocturne vendredi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 24 septembre. 60 F.
MARSEILLE
Carl André : sculptor 1997.
Musée Centini, 19 rue Grignan, 13 Marseille. Tél. : 04-91-54-77-75. De 11 heures à 18 heures. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 21 septembre. 15 F.
NIMES
Henri Couco.
Centre d'art contemporain, abbaye Saint-André, 19 Meymac. Tél. : 05-55-93-23-30. De 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 20 octobre. 25 F.
MOULANS-SARTOUX
La Côte d'Azur et la modernité. 1918-1958 : miroir cassé.
Espace de l'art concret, château, 06 Moulans-Sartoux. Tél. : 04-93-75-71-50. De 10 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 26 octobre. 15 F.
NIMES
Giuseppe Penone.
Carré d'art-Musée d'art contemporain, place de la Maison-Carrée, 30 Nîmes. Tél. : 04-66-76-35-70. De 10 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 7 septembre. 24 F.
RENNES
Caravage : les Tricheurs et la Dissonance.
Musée des Beaux-Arts, 20, quai Emile-Zola, 35 Rennes. Tél. : 02-99-28-55-85. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 septembre. 20 F.
RDCHOUART
Richard Dauton : Show and Tell.
Musée départemental d'art contemporain, château, 87 Rochechouart. Tél. : 05-55-03-77-77. De 10 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 28 septembre. 15 F.
SAINT

مكتبة الفن

22 / LE MONDE / SAMEDI 26 JUILLET 1997

RADIO-TÉLÉVISION

VENDREDI 25 JUILLET

TF 1

20.44
1, 2, 3, SÉRIES
20.45 Walker
Texas Ranger, O
Sous le poids du silence.
21.30 Les Dessous
de Palm Beach.
Mariage à la une.
22.25 La Ville du grand
secret, O
La croisée des chemins.

23.20
DE PLUS EN PLUS
Magazine présenté
par Carole Rousseau.
Invité: Titiou Lecoq.
Sujets: la famille qui compose
le plus de rugbyman; la plus grande
harmonie municipale; le plus jeune
torero; la famille la plus
magnétique; etc. (85 min). 8264767
0.45 et 1.50, 3.35, 4.15
TF1 nuit.

0.55 et 3.45, 4.25, 5.05
Histoires naturelles.
(55 min). 7864404
2.05 Permette. Documentaire. 4.35
Musique (10 min).

TV 5

20.00 Jeux sans frontières
(France 2 du 14/7/97).
21.45 Grand tourisme.
Magazine.
21.55 Météo
des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.45 Les Beaux Jours.
0.25 Viva.
Magazine.
1.10 Soir 3 (France 3).
1.30 Journal (France 3).

Planète

19.40 Des choix pour demain.
(24). Le compte à rebours se
poursuit.
20.35 A la recherche
de l'or des pirates.
21.30 Primates d'hier
et d'aujourd'hui.
22.25 Georges Courtols,
visages d'un réfractaire.
23.20 Athina.
23.50 Zoo (115 min).

TF 1

16.30 Vidéo gag. Magazine.
16.40 Hercule. Série.
17.35 Les Vacances
de l'amour. Série.
18.30 Ali Baba. Jeu.
19.10 Animaparc. Magazine.
19.55 Comme une intuition.
20.00 Journal. Images du
sport. Thémis, Météo.
20.25 Spécial F1.

20.45

SLC - SALUT

LES CHOUCHOUS
Divertissement
présenté par Dave.
Invités: Fabienne Thibault, Frédéric
François, Patrick Juvet.
Avec: Dominio, Rojalis, Zuccherò
(130 min). 6513223

22.55

YOLLYWOOD NIGHT

Les yeux de la nuit III.
Téléfilm d'Andrew Stevens,
avec Andrew Stevens.
(105 min). 257510
La populaire vedette d'une série
télévisée se sent prisonnière
de son rôle de femme-flic
infaillible. Son petit ami,
ancien footballeur professionnel
et homme volage, entretient
une liaison avec la fiancée
de son meilleur ami.
0.40 Formule F1.
Grand Prix d'Allemagne.
1.15 et 2.30, 3.30, 4.10, 4.50 TFI nuit.
1.30 et 2.40, 3.40, 4.20, 5.15 Histoires
naturelles. Documentaire. 5.30 Mu-
sique (115 min).

TV 5

20.00 Les Misérables.
Téléfilm de Marcel Blumel
(22). Avec Georges Cerdès
(90 min). 6255626
21.30 Perfecto. Magazine.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Le Journal du Tour.
Magazine.
22.45 Étonnant et drôle
(France 2 du 22/7/97).
0.45 Soir 3 (France 3).

Planète

19.45 Tango ya ba Wendo.
20.35 La Route. (3/3).
21.25 A la poursuite
de l'orange hongroise.
21.50 Des choix pour demain.
(24). Le compte à rebours se
poursuit.
22.45 A la recherche
de l'or des pirates.
23.40 Primates d'hier
et d'aujourd'hui.
0.35 Georges Courtols,
visages d'un réfractaire
(115 min).

Animaparc

20.00 Escargots, fémices
et autres viscosités.
20.30 Mors aux dents. Boss.
21.00 Animaux disparus
au XX^e siècle.
21.30 Le Magazine
de Jack Hannah.
22.00 Vie sauvage. La Grizli.
23.00 Le Monde de la nature.
Les singes masqués.

France 2

20.55
UN ENFANT
EN DANGER
Téléfilm de Sarah Pia Anderson.
Invité: Titiou Lecoq.
Sujets: la famille qui compose
le plus de rugbyman; la plus grande
harmonie municipale; le plus jeune
torero; la famille la plus
magnétique; etc. (85 min). 8264767
0.45 et 1.50, 3.35, 4.15
TF1 nuit.

22.35

SUSPECT N°1

58 min d'influence.
Téléfilm de Sarah Pia Anderson.
Invité: Titiou Lecoq.
Sujets: la famille qui compose
le plus de rugbyman; la plus grande
harmonie municipale; le plus jeune
torero; la famille la plus
magnétique; etc. (85 min). 8264767
0.45 et 1.50, 3.35, 4.15
TF1 nuit.

France 3

20.55
THALASSA
Magazine.
L'étoile médicale
(60 min). 2865767
Mexicain, une île de la
lagune de Rio San Pedro,
compte une population de
2 700 personnes bien qu'elle
n'ait que 300 mètres de long.
Pêcheurs de père en fils.

21.55

FAUT PAS RÉVER

Magazine.
Sao Tomé: la comédie de Tololot;
France: les peintres de la tour;
Portugal: les joueurs de pierre
(45 min). 577632
22.40 Journal. Météo.
23.00 L'Heure d'encre:
Un grain de fantaisie.
Pièce de Patrice Minet
(65 min). 651899
0.05 La Guerre
et les Hommes.
(3/3) Par le fer et le sang.
1.00 Les Brûlés de l'Histoire. Docu-
mentaire. L'Europe, de Rome à Mas-
sacres, 1917-1919. 1.55 La Grande
Avenue de L'Europe. (135 min).

France 2

15.25 Tour de France.
En direct (20^e étape):
Disneyland-Paris
(c.l.m., 63 km)
(130 min). 86475152
17.35 100 clubs. Magazine.
18.30 Les 27 minutes.
19.20 Qui est qui? Jeu.
19.50 Tirage du Loto.
19.55 Au nom du sport.
20.30 Le Journal. Météo.

20.50

FORT BOYARD

Divertissement présenté
par Patrick Laffont.
Invités: Catherine Chabaud, Anne
Comber, Lionel Lemouché, Olivier
Wroczynski, Raphaël Dincin, Frédéric
Lepoutre.
(105 min). 485773

22.35

NUIT D'IVRESSE

Pilote de l'aviation de la nuit.
Téléfilm d'Andrew Stevens,
avec Andrew Stevens.
(105 min). 257510
La populaire vedette d'une série
télévisée se sent prisonnière
de son rôle de femme-flic
infaillible. Son petit ami,
ancien footballeur professionnel
et homme volage, entretient
une liaison avec la fiancée
de son meilleur ami.
0.40 Formule F1.
Grand Prix d'Allemagne.
1.15 et 2.30, 3.30, 4.10, 4.50 TFI nuit.
1.30 et 2.40, 3.40, 4.20, 5.15 Histoires
naturelles. Documentaire. 5.30 Mu-
sique (115 min).

France 3

17.50 Sur un air d'accordéon.
18.20 Questions pour
un champion. Jeu.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20.
19.30 Histoire parallèle.
19.50 Journal régional.
20.00 Météo.
20.05 Fa si la chanter, jeu.
20.35 Tout le sport.
20.38 Le Journal du Tour.

20.55

FOOTBALL

Divertissement présenté
par Patrick Laffont.
Invités: Catherine Chabaud, Anne
Comber, Lionel Lemouché, Olivier
Wroczynski, Raphaël Dincin, Frédéric
Lepoutre.
(105 min). 485773

23.10

LA PORTE DU CIEL

Téléfilm de Denis Gaudy.
Avec Thierry Fontaine, Brigitte
Rouan.
(90 min). 1156859
0.40 1, 2, 3... théâtre:
Célimane le bien-aimé.
Avec Francis Perrin, Xavier
Bouvier.
(95 min). 8761963
2.15 Cap'tain Café.
Magazine. Invités: Michel
Fugère, Daniel Belanger,
Aurélien Rodier.
50 Kalmer.
3.35 La Grande Aventure de James
O'Connell. Feuilleton. Ranzane (55 min).

23.35

NUIT D'IVRESSE

Pilote de l'aviation de la nuit.
Téléfilm d'Andrew Stevens,
avec Andrew Stevens.
(105 min). 257510
La populaire vedette d'une série
télévisée se sent prisonnière
de son rôle de femme-flic
infaillible. Son petit ami,
ancien footballeur professionnel
et homme volage, entretient
une liaison avec la fiancée
de son meilleur ami.
0.40 Formule F1.
Grand Prix d'Allemagne.
1.15 et 2.30, 3.30, 4.10, 4.50 TFI nuit.
1.30 et 2.40, 3.40, 4.20, 5.15 Histoires
naturelles. Documentaire. 5.30 Mu-
sique (115 min).

23.55

NUIT D'IVRESSE

Pilote de l'aviation de la nuit.
Téléfilm d'Andrew Stevens,
avec Andrew Stevens.
(105 min). 257510
La populaire vedette d'une série
télévisée se sent prisonnière
de son rôle de femme-flic
infaillible. Son petit ami,
ancien footballeur professionnel
et homme volage, entretient
une liaison avec la fiancée
de son meilleur ami.
0.40 Formule F1.
Grand Prix d'Allemagne.
1.15 et 2.30, 3.30, 4.10, 4.50 TFI nuit.
1.30 et 2.40, 3.40, 4.20, 5.15 Histoires
naturelles. Documentaire. 5.30 Mu-
sique (115 min).

France 2

20.55
UN ENFANT
EN DANGER
Téléfilm de Sarah Pia Anderson.
Invité: Titiou Lecoq.
Sujets: la famille qui compose
le plus de rugbyman; la plus grande
harmonie municipale; le plus jeune
torero; la famille la plus
magnétique; etc. (85 min). 8264767
0.45 et 1.50, 3.35, 4.15
TF1 nuit.

22.35

SUSPECT N°1

58 min d'influence.
Téléfilm de Sarah Pia Anderson.
Invité: Titiou Lecoq.
Sujets: la famille qui compose
le plus de rugbyman; la plus grande
harmonie municipale; le plus jeune
torero; la famille la plus
magnétique; etc. (85 min). 8264767
0.45 et 1.50, 3.35, 4.15
TF1 nuit.

France 3

20.55
THALASSA
Magazine.
L'étoile médicale
(60 min). 2865767
Mexicain, une île de la
lagune de Rio San Pedro,
compte une population de
2 700 personnes bien qu'elle
n'ait que 300 mètres de long.
Pêcheurs de père en fils.

21.55

FAUT PAS RÉVER

Magazine.
Sao Tomé: la comédie de Tololot;
France: les peintres de la tour;
Portugal: les joueurs de pierre
(45 min). 577632
22.40 Journal. Météo.
23.00 L'Heure d'encre:
Un grain de fantaisie.
Pièce de Patrice Minet
(65 min). 651899
0.05 La Guerre
et les Hommes.
(3/3) Par le fer et le sang.
1.00 Les Brûlés de l'Histoire. Docu-
mentaire. L'Europe, de Rome à Mas-
sacres, 1917-1919. 1.55 La Grande
Avenue de L'Europe. (135 min).

France 2

15.25 Tour de France.
En direct (20^e étape):
Disneyland-Paris
(c.l.m., 63 km)
(130 min). 86475152
17.35 100 clubs. Magazine.
18.30 Les 27 minutes.
19.20 Qui est qui? Jeu.
19.50 Tirage du Loto.
19.55 Au nom du sport.
20.30 Le Journal. Météo.

20.50

FORT BOYARD

Divertissement présenté
par Patrick Laffont.
Invités: Catherine Chabaud, Anne
Comber, Lionel Lemouché, Olivier
Wroczynski, Raphaël Dincin, Frédéric
Lepoutre.
(105 min). 485773

22.35

NUIT D'IVRESSE

Pilote de l'aviation de la nuit.
Téléfilm d'Andrew Stevens,
avec Andrew Stevens.
(105 min). 257510
La populaire vedette d'une série
télévisée se sent prisonnière
de son rôle de femme-flic
infaillible. Son petit ami,
ancien footballeur professionnel
et homme volage, entretient
une liaison avec la fiancée
de son meilleur ami.
0.40 Formule F1.
Grand Prix d'Allemagne.
1.15 et 2.30, 3.30, 4.10, 4.50 TFI nuit.
1.30 et 2.40, 3.40, 4.20, 5.15 Histoires
naturelles. Documentaire. 5.30 Mu-
sique (115 min).

France 3

17.50 Sur un air d'accordéon.
18.20 Questions pour
un champion. Jeu.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20.
19.30 Histoire parallèle.
19.50 Journal régional.
20.00 Météo.
20.05 Fa si la chanter, jeu.
20.35 Tout le sport.
20.38 Le Journal du Tour.

20.55

FOOTBALL

Divertissement présenté
par Patrick Laffont.
Invités: Catherine Chabaud, Anne
Comber, Lionel Lemouché, Olivier
Wroczynski, Raphaël Dincin, Frédéric
Lepoutre.
(105 min). 485773

23.10

LA PORTE DU CIEL

Téléfilm de Denis Gaudy.
Avec Thierry Fontaine, Brigitte
Rouan.
(90 min). 1156859
0.40 1, 2, 3... théâtre:
Célimane le bien-aimé.
Avec Francis Perrin, Xavier
Bouvier.
(95 min). 8761963
2.15 Cap'tain Café.
Magazine. Invités: Michel
Fugère, Daniel Belanger,
Aurélien Rodier.
50 Kalmer.
3.35 La Grande Aventure de James
O'Connell. Feuilleton. Ranzane (55 min).

23.35

NUIT D'IVRESSE

Pilote de l'aviation de la nuit.
Téléfilm d'Andrew Stevens,
avec Andrew Stevens.
(105 min). 257510
La populaire vedette d'une série
télévisée se sent prisonnière
de son rôle de femme-flic
infaillible. Son petit ami,
ancien footballeur professionnel
et homme volage, entretient
une liaison avec la fiancée
de son meilleur ami.
0.40 Formule F1.
Grand Prix d'Allemagne.
1.15 et 2.30, 3.30, 4.10, 4.50 TFI nuit.
1.30 et 2.40, 3.40, 4.20, 5.15 Histoires
naturelles. Documentaire. 5.30 Mu-
sique (115 min).

23.55

NUIT D'IVRESSE

Pilote de l'aviation de la nuit.
Téléfilm d'Andrew Stevens,
avec Andrew Stevens.
(105 min). 257510
La populaire vedette d'une série
télévisée se sent prisonnière
de son rôle de femme-flic
infaillible. Son petit ami,
ancien footballeur professionnel
et homme volage, entretient
une liaison avec la fiancée
de son meilleur ami.
0.40 Formule F1.
Grand Prix d'Allemagne.
1.15 et 2.30, 3.30, 4.10, 4.50 TFI nuit.
1.30 et 2.40, 3.40, 4.20, 5.15 Histoires
naturelles. Documentaire. 5.30 Mu-
sique (115 min).

Arte

20.45
LE SOURIRE
DES PAPILLONS
Téléfilm de Dominique Gaudy.
Avec Miro Nemes, Udo
Wachowicz (95 min). 276477
Une enquête munitoise sur une filière
thaïlandaise qui exploite les enfants.
Un épisode de la série policière allemande Tatort.
Décevant.

22.15

► GRAND FORMAT :

L'INNOCENCE PERDUE
Documentaire d'Ofra Bilal (93 min).
C'est documentariste montre comment un homme,
Bob Kelly, a été condamné à douze peines
de prison à vie sans autres preuves
que les accusations d'abus sexuels énoncées
à des enfants en bas âge.
23.50 La Grosse Cirouille.
Film de Francesca Archibugi
(1994, v.a., 100 min). 941663
1.30 Le Dessous des cartes (rediff.).
1.40 Court circuit (rediff., 25 min). 176738
2.05 Memory Room 451. Court métrage (rediff.).
2.30 Vicissitudes au quotidien.
Court métrage (rediff.).

Série Club

20.45 Two. The Nun Story.
21.35 et 1.30 Un jeu, un fil.
22.30 Alfred Hitchcock
présente.
Au nom de la science.
23.00 Les Incontournables.
Le retour. Omnia.

Canal Jimmy

20.30 Star Trek. Amble.
21.20 Le Meilleur du pire.
21.50 Game On.
La célébrité (v.a.).
22.30 Dream On.
Confits de génération (v.a.).
22.35 Seinfeld.
La marseillaise (v.a.).
23.20 Sex Machine.
0.15 New York Police Blues.
A Drawing Experience (v.a.).
1.05 Spin City.
Strip-tease (v.a.).
1.25 Friends (3^e saison).
The One with the Thing.
The One with Ultimate Fighting
Champion (v.a., 30 min).

La Cinquième

17.55 Les Grandes Biographies. Le dernier shah
d'Iran. 18.55 Le Journal du temps.
Arte
19.00 French & Saunders. Série.
19.30 Histoire parallèle.
Séminale du 26 juillet 1947.
20.15 Le Dessous des cartes, L'Europe.
20.20 Documentaire. Reportage.
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

L'AVENTURE HUMAINE :

LA LÉGENDE DES SCIENCES
Documentaire de Robert Pansard-Bescon
et Michel Serres.
(70 min). 7540794
Ce film retrace le cheminement intellectuel
qui a permis à Charles Darwin d'établir
sa théorie sur l'évolution des espèces.

21.40

L'AVOCAT

Le temps des médias.
Série de Werner Masten (1990, 45 min). 233133
22.25 Metropolis. Magazine. Lectures estivales:
Le démocrate tue-t-elle Part 2: L'agenda culturel;
Cyberball (60 min). 7475133
23.25 Jazz Collection: Count Basie.
Documentaire de Jean-Noël Christiani et
Elizabeth Koplan (55 min). 2794326
0.20 Chez Théo.
Téléfilm de Dominique Gaudy, avec Marianne
Hoppe, Hannes Jaenicke
(1998, 110 min). 2350698
Un étudiant israélien d'origine allemande
rencontre par hasard à Munich
sa grand-mère, qu'il ne connaissait pas...
2.10 Cartoon Factory (rediff., 35 min).

Canal Jimmy

20.30 Friends (3^e saison).
The One with the Beach.
20.55 Spin City. Strip-tease.
21.20 Ten Years After
In Concert.
Concert enregistré en 1983
(55 min). 2327605
22.20 Cambouis. Magazine.
23.15 Nonante. Magazine.
0.15 Seinfeld.
La marseillaise (v.a., 25 min.).

Disney Channel

20.10 Planète Disney.
21.10 Super Baloo.
21.35 Annuellement votre.
22.00 Pas de répit
sur la planète Terre.
22.45 Sinbad.
23.10 La Courte échelle.
Par d'actualité pour Més
André 125 min.

Téva

20.55 Flamingo Road.
0.00 Istanbul.
De Daniel Lafarge.
0.30 Natchi.
De Daniel Lafarge.
0.50 Téva spectacle. Magazine
(90 min).

Voyage

20.30 Suivez le guide.
22.30 Rough Guide: Canada.
23.25 Chronique Meunier.
23.30 Aux 4 coins du monde:
L'Amérique (v.a., 45 min).

M 6

20.45
FX, EFFETS
SÉRIELS
Série, avec Kevin Dobson
(120 min). 820212
Dingo.
Les joyaux de la couronne.
Bookmaker sans scrupule
et terroristes cambrioleurs
sont au menu de ce soir.

22.45

LE CAMÉLÉON

La série (90 min). 8672728
23.35 La Symphonie
du diable.
Téléfilm de Craig Lahiff
(105 min). 2098903
Une femme est hospitalisée
après une agression. Une de ses
amies croit reconnaître son
ex-mari dans le portrait-robot
de l'agresseur.
2.30 Préquatrième Laurent Voulzy. 3.30
Les Pigeons (rediff.). 4.45 Météo. 5.45
Best of (rediff.). 6.45 Les 6 (rediff.).
7.50 Tebe (rediff.). 8.45 Culture pub
(rediff.). 9.00 Fin de Best of (rediff.).
10 min.

Disney Channel

20.10 Parole de chien.
20.35 Juste pour rire.
21.35 Sinbad.
22.05 Les Cent vies de Black
Jack Savage.
22.50 Le Jaguar.
De Carol et Richard Foster.

Téva

20.30 et 22.30 Téva interview.
20.55 Nos meilleures années.
23.00 Clair de lune. Série.
23.30 Mammouth.
sous haute protection.
Téléfilm de Neal Israel,
avec Julia Duffy
(1989, 90 min). 50008832

Voyage

20.35 Suivez le guide.
22.30 Lacs d'Europe.
Le lac de Gard.
23.00 Chez Marcel.
Invité: Rachel Kaplan.

Canal +

20.35
SEXE, MUSIQUE
ET VIDÉO
Documentaire de Véronique
Jacquinet et Patrick Mennais
(160 min). 2833545
21.35 Pétaque.
Trophée Canal+.
A Barcelone.
22.50 Flash d'information.

23.00

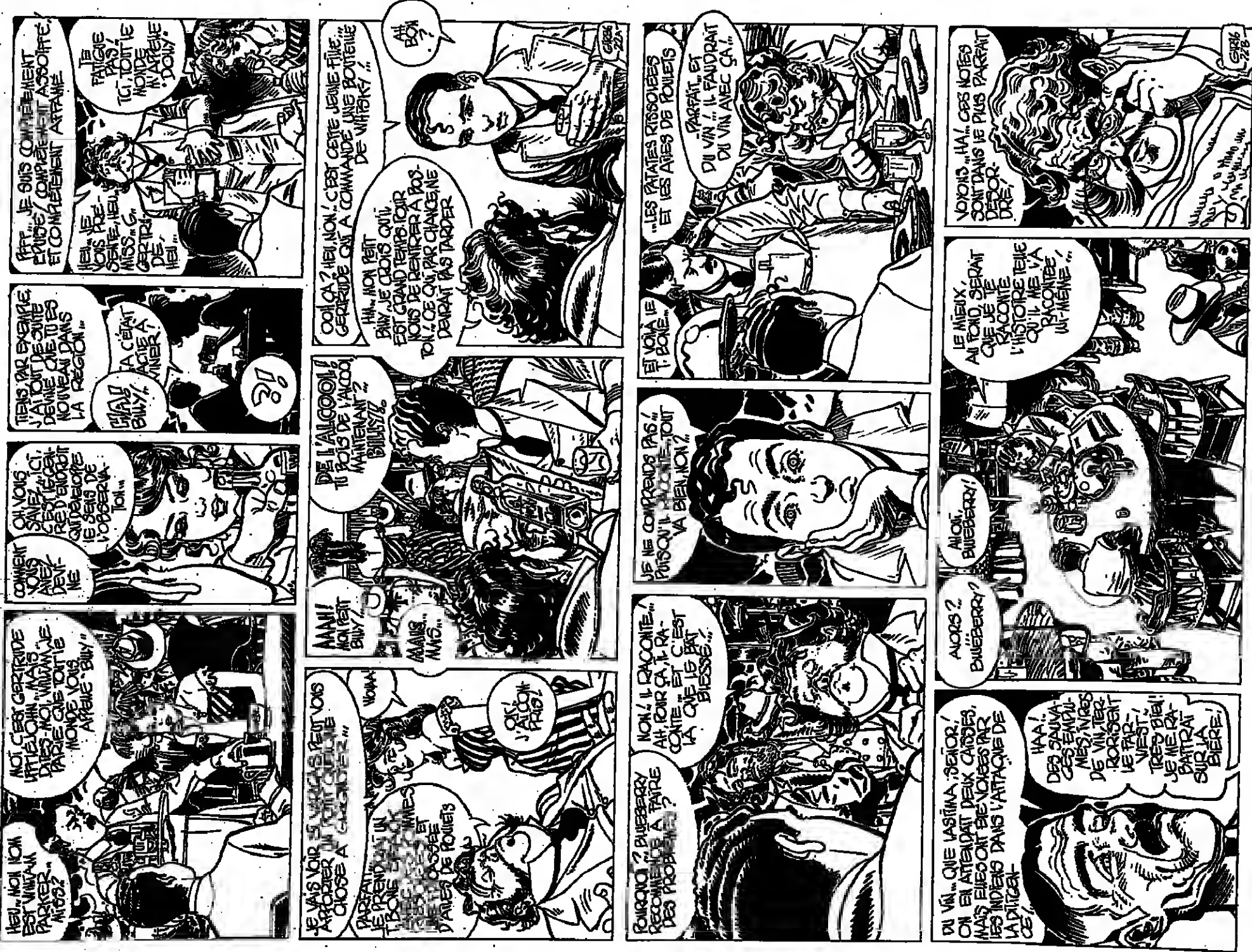
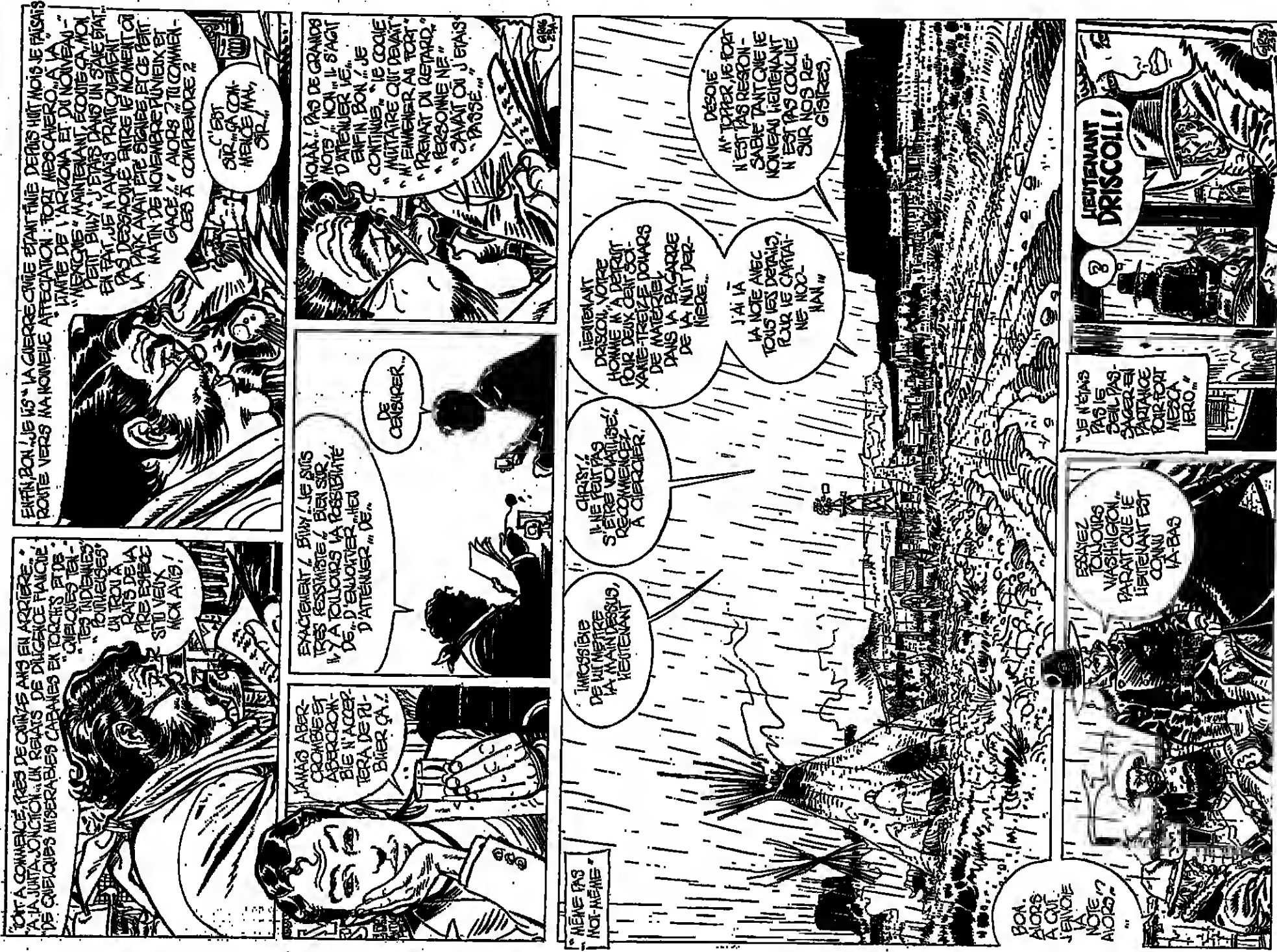
L'AMOUR

Film de Paul Menier

Blueberry « Ombres sur Tombstone »

par Giraud

● **Résumé.** — Après avoir massacré l'escorte du convoi d'argent, la bande des McLaury et Clanton laissent s'échapper l'éclaireur, persuadé d'avoir été attaqué par des Apaches. A Tombstone, Dolly, une jeune hôtesse du salon, tente de faire boire William Parker, l'assistant de l'écrivain Campbell.



Le baht thaïlandais perdait encore du terrain vendredi matin

Pierre-Antoine Delhommais

L'INCENDIE qui s'est déclaré dans l'après-midi du jeudi 24 juillet aux studios de cinéma des Établissements-Bilancourt (Haurs-de-Seine) a détruit 1 500 m² de locaux. Cent cinquante personnes venues à bout du feu. L'incendie aurait été provoqué lors de travaux sur la charpente en bois des studios par le chalumeau d'un ouvrier. Il s'est propagé aux plafonds des studios d'enregistrement, placés juste derrière.

Ces studios sont les vestiges des fameux studios de cinéma, créés avant guerre, qui ont abrité les décors de quelque trois mille films. Rachetés par la Compagnie Immobilière Phénix (CIP), filiale de la Compagnie générale des eaux, ils étaient désaffectés depuis fin 1993.

Pierre Roeder

Le bouquet numérique patronné par le gouvernement vient donc de marquer un sérieux

Tirage du Monde daté vendredi 25 juillet 1997 : 502 666 exemplaires

DEVENIR AVOCAT

L'épreuve écrite juridique

Jacques Demoulin, F.R.S.,
du Barreau de Paris 1996

Direction et corrigé
1996-1997

Montchrestien